

ROYAUME DU MAROC
OFFICE DES CHANGES

www.oc.gov.ma

*BALANCE DES
PAIEMENTS*

2004

La reproduction des informations contenues dans cette publication est autorisée
sous réserve d'en mentionner expressément la source.

*LISTE DES PUBLICATIONS STATISTIQUES
DE L'OFFICE DES CHANGES*

- ✓ Balance des paiements : rapport annuel ;
- ✓ Position Financière Extérieure Globale ;
- ✓ Balance commerciale ;
- ✓ Balance des règlements ;
- ✓ Annuaire du Commerce Extérieur ;
- ✓ Statistiques du commerce extérieur sur CD ROM ;
- ✓ Balance des paiements, édition trimestrielle ;
- ✓ Indicateurs mensuels des échanges extérieurs.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

INDICATIONS METHODOLOGIQUES	11
METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	12
MESURES DE LIBERALISATION DE LA REGLEMENTATION DES CHANGES ADOPEES EN 2004	18
Balance des paiements 2004, présentation nationale	20
Balance des paiements 2004, présentation type de la 5 ^{ème} édition du manuel du FMI	21
PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	22
Conjoncture internationale et nationale	23
Résultats de la Balance des Paiements	26
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	27
A- LES BIENS	29
1) Marchandises générales	29
2) Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30
3) Achats de biens dans les ports (avitaillement)	30
B- LES SERVICES	30
1) Les transports	31
2) Les voyages	32
3) Les services de communication	33
4) Les services d'assurance	33
5) Les redevances et droits de licence	34
6) Les autres services aux entreprises	34
7) Les services fournis ou reçus par les administrations publiques	35
C- LES REVENUS	36
1) Les revenus des investissements privés	36
2) Les revenus des investissements publics	37
D- LES TRANSFERTS COURANTS	37
1) Les transferts courants privés	38
2) Les transferts courants publics	38
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	40
A- LE COMPTE DE CAPITAL	41
B- LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	41
1) Opérations financières du secteur privé	41
a) Crédits commerciaux	42
b) Investissements et prêts privés étrangers	42
c) Monnaie fiduciaire et dépôts	43
2) Les opérations financières du secteur public	43
ECART STATISTIQUE	44
SOLDE FINAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS	44

RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE	46
PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DES TRANSACTIONS	
SUR MARCHANDISES	47
A-TRANSACTIONS COMMERCIALES TOTALES	47
1) Importations	48
2) Exportations	48
3) Solde de la balance commerciale	48
B- INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR	49
1) Taux de couverture	49
2) Taux d'ouverture	49
3) Taux d'exportation	49
4) Taux de pénétration	49
5) Taux de dépendance	49
IMPORTATIONS	50
A- STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION	52
1) Alimentation, boissons et tabac	52
2) Energie et lubrifiants	52
3) Produits bruts	53
4) Demi-produits	53
5) Biens d'équipement	54
6) Produits finis de consommation	54
B- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS	55
C- IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE	
POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF	56
EXPORTATIONS	57
A- STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION	58
1) Alimentation, boissons et tabac	58
2) Energie et lubrifiants	59
3) Produits bruts	59
4) Demi-produits	60
5) Biens d'équipement	60
6) Produits finis de consommation	60
B- EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS	61
C- REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES	
POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF	62
1) Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement	63
2) Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement	63
OPERATIONS DE VOYAGES	65
EVOLUTION DES FLUX TOURISTIQUES	66
BALANCE VOYAGES	67
A- LES RECETTES	68
1) les recettes en billets de banque	69
2) les recettes en virements bancaires	70
3) répartition des recettes Voyages par pays	71
B- LES DEPENSES	72
1) Répartition des dépenses par nature de voyage	72
2) Ventilation des dépenses voyages par mode de règlement	73
a) Les dépenses en billets de banque	74

b) Les dépenses en virements	75
LES OPERATIONS DE VOYAGE DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	75
1) Evolution des dépenses par rapport aux recettes	75
2) Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes	76
3) Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes	76
LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	77
LES RECETTES	78
A- RECETTES MRE	79
1) Répartition des recettes MRE par mode de transfert	79
2) Répartition des recettes MRE par pays de provenance	80
B- RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX	81
LES DEPENSES	82
EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	83
LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	83
Transferts courants privés et exportations de marchandises	83
Transferts courants privés et exportations de services	84
Transferts courants privés et recettes courantes	84
Transferts courants privés et produit intérieur brut	85
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	86
RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	87
1) Répartition par mode de financement	87
2) Répartition par nature d'opération	88
3) Répartition par pays et organismes internationaux	91
4) Répartition par secteur d'activité	93
LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	94
1) Flux net des investissements et prêts privés étrangers	94
2) Recettes des investissements et prêts privés étrangers et solde du compte courant	95
3) Investissements étrangers et formation brute de capital fixe	96
OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	97
LES OPERATIONS FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC	98
A- LES FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES	
PAR LE SECTEUR PUBLIC	98
1) Evolution globale	98
2) Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds	99
3) Evolution des financements extérieurs mobilisés auprès des principaux pays ou organismes bailleurs de fonds	101
a) Financements reçus de la Banque Africaine de Développement (BAD)	101
b) Financements mobilisés auprès de la BIRD	101
c) Concours mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement	101
d) Financements reçus du FMA	101
e) Tirages effectués auprès du Japon	101
B- LES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL	102
1) Evolution globale	102
2) Répartition des remboursements par groupe de créanciers	102
C- BALANCE TIRAGES-REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL	103
EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	103
1) Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique	103
2) Répartition de la charge globale de la dette par groupe de bailleurs de fonds	105
3) Flux net par groupe de bailleurs de fonds	106

INDEX DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Balance des Paiements, année 2004 (Présentation Nationale) _____	20
Balance des Paiements, année 2004 (Présentation de la 5 ^{ème} édition du Manuel du FMI) _____	21
 PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS _____ 22	
Soldes de la Balance des Paiements (2000-2004) _____	26
Soldes des postes de la Balance des Paiements (2000-2004) _____	27
Evolution des transactions courantes (graphique) _____	28
Evolution des recettes courantes _____	28
Evolution des dépenses courantes _____	28
Résultats des transactions sur marchandises _____	29
Evolution des transactions sur marchandises (graphique) _____	29
Opérations sur services _____	30
Résultats des échanges de services (graphique) _____	31
Ventilation par mode des opérations de transports _____	31
Ventilation par nature des opérations de transports _____	32
Balance voyages _____	33
Balance des opérations d'assurance _____	34
Dépenses au titre des redevances et droits de licence _____	34
Recettes au titre des autres services aux entreprises _____	35
Dépenses au titre des autres services aux entreprises _____	35
Revenus des investissements privés _____	36
Revenus des investissements et emprunts publics _____	37
Excédents des transferts courants _____	38
Transferts courants privés _____	38
Transferts courants publics _____	39
Solde du compte courant de la balance des paiements par rapport au PIB _____	39
Evolution du solde du compte de capital et d'opérations financières _____	40
Solde du compte de capital et d'opérations financières (tableau) _____	40
Compte de capital et d'opérations financières (graphique) _____	41
Avoirs extérieurs _____	45
 RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE _____ 46	
Balance commerciale 2000-2004 _____	47
Balance commerciale 2000-2004 (Graphique) _____	47
Evolution des transactions commerciales avec l'extérieur 2000-2004 _____	48
Evolution du déficit commercial 2000-2004 _____	48
Evolution du PIB, des échanges commerciaux et du solde commercial 1994-2004 _____	49
Evolution des ratios du commerce extérieur en % _____	50
Evolution des ratios du commerce extérieur en % (graphique) _____	50
Importations par groupement d'utilisation (tableau) _____	51

Importations par groupement d'utilisation (Graphique) _____	51
Importations de produits alimentaires _____	52
Importations de produits énergétiques _____	52
Importations de produits bruts _____	53
Importations de demi-produits _____	53
Importations de biens d'équipement _____	54
Importations de biens de consommation _____	55
Part des dix premiers produits à l'importation (graphique) _____	55
Importations par principaux produits _____	56
Part de l'ATPA dans les importations _____	56
Exportations par groupement d'utilisation (tableau) _____	57
Exportations par groupement d'utilisation (graphique) _____	58
Exportations de produits alimentaires _____	58
Exportations de produits bruts _____	59
Exportations de demi-produits _____	60
Exportations de produits finis d'équipement _____	60
Exportations de produits finis de consommation _____	61
Exportations par principaux produits _____	62
Part des ATPA dans les exportations _____	63
Réexportations en suite d'ATPA-AP par groupement d'utilisation _____	63
Réexportations en suite d'ATPA-SP par principaux produits _____	64

OPERATIONS DE VOYAGES _____ 65

Evolution du nombre de touristes étrangers (2000-2004) _____	67
Evolution du nombre de touristes étrangers (2000-2004) (graphique) _____	67
Balance voyages _____	68
Evolution de l'excédent des opérations de voyages (tableau) _____	68
Evolution de l'excédent des opérations de voyages (graphique) _____	68
Evolution des recettes voyages 2000-2004 (tableau) _____	69
Evolution des recettes voyages 2000-2004 (graphique) _____	69
Répartition par devise des recettes voyages en billets de banque _____	70
Recettes voyages en virements bancaires _____	70
Recettes voyages par pays _____	71
Evolution des dépenses voyages 2000-2004 (tableau) _____	72
Evolution des dépenses voyages 2000-2004 (graphique) _____	72
Répartition des dépenses voyages par nature d'opération (tableau) _____	73
Répartition des dépenses voyages par nature d'opération (graphique) _____	73
Répartition des dépenses Voyages par nature d'opération et mode de règlement _____	73
Ventilation par devise des dépenses voyages en billets de banque _____	74
Ventilation des dotations en billets de banque par nature de voyage _____	74
Ventilation des virements par nature de voyages _____	75
Evolution des dépenses par rapport aux recettes _____	75
Ratio des dépenses voyages par rapport aux recettes (graphique) _____	76
Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes _____	76
Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes _____	76

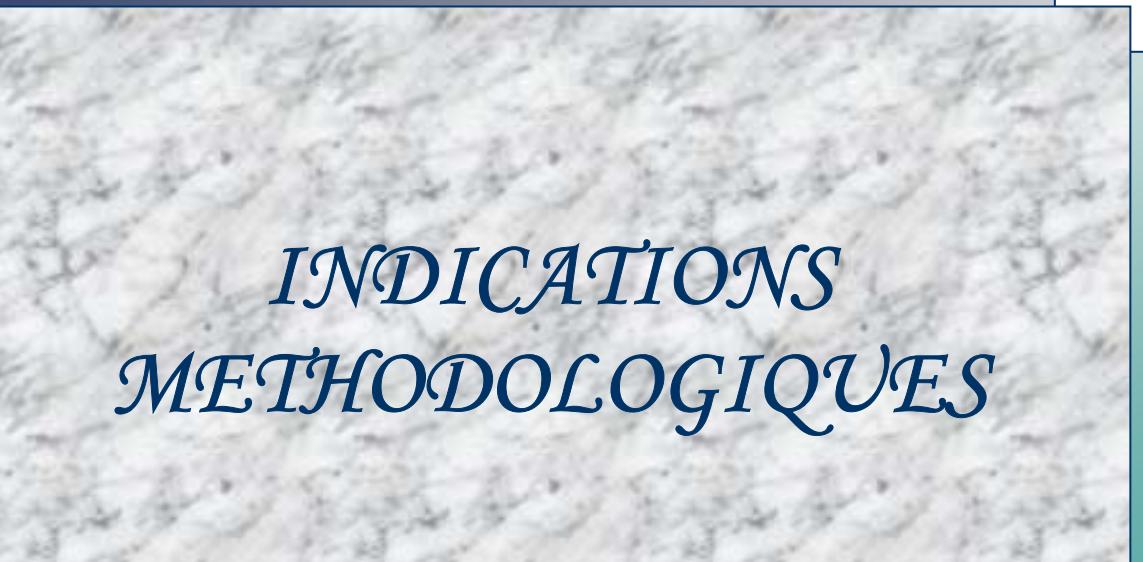
LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES _____ 77

Recettes des transferts courants privés (2000-2004) _____	78
Evolution des recettes des transferts courants privés (graphique) _____	79
Part des transferts courants privés dans les recettes courantes (graphique) _____	79

Evolution des recettes MRE par mode de transfert	80
Structure des recettes MRE (graphique)	80
Répartition des recettes MRE par mode de transfert et par pays de provenance	81
Evolution des recettes des transferts sociaux (tableau)	81
Evolution des recettes des transferts sociaux (graphique)	82
Ventilation des recettes des transferts sociaux par pays	82
Evolution de l'excédent des transferts courants privés (2000-2004)	83
Transferts courants privés par rapport aux exportations de biens	84
Transferts courants privés par rapport aux exportations de services	84
Transferts courants privés par rapport aux recettes courantes	84
Transferts courants privés par rapport au PIB	85
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	86
Investissements et prêts privés étrangers par mode de financement (tableau)	88
Investissements et prêts privés étrangers par mode de financement (graphique)	88
Investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération (tableau)	89
Investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération (graphique)	89
Investissements directs étrangers au Maroc par pays	90
Investissements directs étrangers au Maroc par secteur d'activité	91
Investissements et prêts privés étrangers par pays et organismes financiers	92
Investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité	93
Recettes et dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers	94
Evolution des recettes brutes et nettes des investissements et prêts privés étrangers (graphique)	95
Dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers	95
Recettes des investissements étrangers et déficit du compte courant	96
Recettes des investissements étrangers et FBCF	96
OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	97
Evolution des concours extérieurs mobilisés par le secteur public (Tableau)	99
Evolution des concours extérieurs mobilisés par le secteur public (Graphique)	99
Répartition des concours extérieurs par groupe de bailleurs de fonds	100
Evolution des tirages par groupe de créanciers (2002-2004) (Graphique)	100
Répartition des tirages par groupe de créanciers (2003-2004) (Graphique)	100
Remboursements en principal	102
Répartition des remboursements en principal par groupe de créanciers	103
Balance tirages-remboursements en principal	103
Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes des biens et services et aux recettes courantes (2000-2004)	104
Evolution du ratio de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes des biens et services et par rapport aux recettes courantes (graphique)	105
Répartition de la charge de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds (2002-2004)	106
Ventilation de la charge de la dette extérieure publique en principal et intérêts par groupe de créanciers (graphique)	106
Balance tirages-charge globale de la dette extérieure publique	107

ANNEXES

Balance des paiements année 1999 (présentation nationale) _____	110
Balance des paiements année 1999 (présentation type de la 5 ^{ème} édition) _____	111
Balance des paiements année 2000 (présentation nationale) _____	112
Balance des paiements année 2000 (présentation type de la 5 ^{ème} édition) _____	113
Balance des paiements année 2001 (présentation nationale) _____	114
Balance des paiements année 2001 (présentation type de la 5 ^{ème} édition) _____	115
Balance des paiements année 2002 (présentation nationale) _____	116
Balance des paiements année 2002 (présentation type de la 5 ^{ème} édition) _____	117
Balance des paiements année 2003 (présentation nationale) _____	118
Balance des paiements année 2003 (présentation type de la 5 ^{ème} édition) _____	119



INDICATIONS METHODOLOGIQUES

METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements est un état statistique qui enregistre de manière systématique et selon une classification déterminée, tous les flux économiques et financiers intervenus pendant une période donnée entre les résidents et les non-résidents d'une économie. A l'instar des autres pays membres, le Maroc établit la balance des paiements selon la méthodologie du Manuel du Fonds Monétaire International. Celui-ci est régulièrement mis à jour par le FMI en vue de permettre à la balance des paiements de tenir compte de l'évolution des transactions internationales.

Jusqu'en 1994, la balance des paiements a été établie sur la base de la méthodologie prévue par la quatrième édition du Manuel. A partir de 1995 et dans le cadre des efforts entrepris par l'Office des Changes en vue d'harmoniser le dispositif d'établissement des statistiques des échanges extérieurs avec les nouvelles normes internationales en vigueur, la balance des paiements est désormais établie selon les recommandations de la cinquième édition du Manuel éditée en 1993.

Parmi les objectifs recherchés par le F.M.I à travers cette nouvelle édition, il convient de souligner :

- l'élargissement du cadre conceptuel de la balance des paiements afin d'aboutir à une meilleure appréhension de toutes les transactions d'une économie avec le reste du Monde ;
- l'harmonisation du système d'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale avec le système de la comptabilité nationale ;
- la prise en considération des innovations financières et des nouveaux instruments financiers apparus depuis la publication de la quatrième édition en 1977 ;
- l'affirmation de la position extérieure globale en tant que partie essentielle des comptes extérieurs d'une économie.

Les changements apportés par la cinquième édition ont trait principalement à l'architecture de la balance des paiements: intégration de nouvelles données, désagrégation de certains postes et nouvelles affectations. Les concepts (résidence, économie déclarante...), les modes d'évaluation, la chronologie n'ont pas subi de changements importants.

Ainsi et malgré les innovations introduites au niveau de l'architecture de la **balance marocaine des paiements**, celle-ci conserve encore ses principales caractéristiques qui peuvent se résumer comme suit :

- c'est une **balance de transactions**. En effet, contrairement à ce que laisse entendre son appellation, la balance des paiements n'enregistre pas uniquement les règlements entre les résidents et les non-résidents d'une économie, elle reprend toutes les transactions qu'il y ait ou non règlement, ou que ce règlement soit différé d'une période à l'autre;

- elle est établie selon **le principe de la partie double**, chaque transaction donnant lieu à deux inscriptions du même montant mais en sens opposés. Pour mieux saisir ce principe, il convient de préciser que la présentation nationale de la balance des paiements est scindée en deux parties: la balance de base qui enregistre toutes les transactions et la partie monétaire qui regroupe les règlements afférents à ces transactions, les deux parties dégagent ensemble un solde nul, compte tenu de l'écart statistique. Les indications relatives à la partie monétaire figurent dans la situation des avoirs extérieurs du système bancaire et de l'Institut d'Emission établie par ce dernier.

Par contre, la présentation de la balance des paiements selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du F.M.I intègre la variation des avoirs extérieurs qui font l'objet d'une rubrique du compte des opérations financières. Cette variation est enregistrée en sens opposé. Ainsi, la balance des paiements dégage un solde nul compte tenu de l'écart statistique.

D'un autre côté, il convient de préciser que lorsqu'une transaction ne fait pas l'objet de règlement, sa contrepartie est inscrite dans la balance de base. Il en est ainsi des règlements différés, des dons de marchandises, de l'assistance technique gratuite, des investissements financés par conversion de dettes...

Les **informations nécessaires** à l'établissement de la balance des paiements sont puisées principalement dans les comptes rendus bancaires établis à l'occasion de chaque opération d'achat ou de cession de devises et dans les déclarations douanières tant à l'importation qu'à l'exportation. Ces données sont complétées par les renseignements statistiques collectés régulièrement auprès de différents organismes publics et privés.

L'Office des Changes publie, outre la présentation nationale habituellement diffusée, une présentation de la Balance des Paiements établie selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du manuel du FMI.

Classification générale des comptes

La balance des paiements, présentée selon les recommandations de la cinquième édition du Manuel du F.M.I comporte deux parties: le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Ce compte regroupe toutes les transactions portant sur des valeurs économiques - autres que les actifs financiers - ainsi que les transferts sans contrepartie. Il est scindé en quatre rubriques: les biens, les services, les revenus et les transferts courants.

Les biens

Cette rubrique reprend **toutes les transactions sur marchandises entre le Maroc et l'étranger qu'il y ait ou non transfert de propriété**. Ainsi, trois lignes sont prévues : les marchandises générales, les biens importés sans paiement et réexportés après transformation et les achats de biens dans les ports (avitaillement).

Les marchandises générales retracent les mouvements de biens déterminés à partir des documents douaniers conformément aux méthodes en usage sur le plan international. Les importations et exportations sont ainsi évaluées FOB dans la balance des paiements alors que dans les statistiques du commerce extérieur, les importations sont évaluées CAF et les exportations FOB. Le passage de la valeur CAF des importations à leur valeur FOB est effectué sur la base d'un coefficient moyen déterminé à partir des résultats d'une enquête effectuée à ce titre. Ce coefficient est actuellement de 8%.

Il est à préciser, par ailleurs, que les transactions commerciales sont enregistrées au moment du passage en douane des marchandises sans tenir compte des modalités de paiement correspondantes. Ainsi, les importations comprennent aussi bien les dons que les achats donnant lieu à règlement immédiat ou ceux pour lesquels des facilités de paiement sont consenties.

Les importations comprennent également les biens d'équipement faisant l'objet de crédit-bail (sur plusieurs années) et ce, conformément à la méthodologie du FMI et des Nations Unies.

La rubrique des biens importés sans paiement et réexportés après transformation recouvre les transactions effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement. Ces opérations qui étaient reprises auparavant parmi les services à concurrence de la valeur de la transformation seulement (travaux à façon) sont enregistrées désormais sur une base brute avant et après la transformation.

Enfin, la ligne des **achats de biens dans les ports** (marocains) reprend les achats effectués par les transporteurs étrangers de marchandises marocaines (recettes) et les achats par le pavillon marocain de marchandises étrangères (dépenses).

Les services

Dans la nouvelle présentation de la balance des paiements, les services ont fait l'objet d'une classification plus détaillée en liaison avec le développement des échanges internationaux à ce titre. Les modifications intervenues au niveau de cette rubrique concernent, d'une part, les recettes des travaux à façon exclues désormais des services et reprises parmi les transactions sur marchandises et, d'autre part, les revenus des investissements inscrits dorénavant à la rubrique des Revenus.

Ainsi, la balance des paiements marocaine comporte sept postes de services pour lesquels des transactions ont eu lieu à savoir les transports, les voyages, les services de communication, les services d'assurance, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises et les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non compris ailleurs.

1) Les transports

La nouvelle présentation a permis de regrouper les deux anciens postes "Frais de transport et d'assurance" et "Autres transports" en un seul poste intitulé "Transports", les frais d'assurance font l'objet désormais d'un poste à part.

Ce poste enregistre, en recettes et en dépenses, tous les règlements afférents à des services de transports de marchandises, de passagers et de bagages (maritime, aérien et terrestre). Il comprend également les dépenses à l'étranger des compagnies nationales afférentes à l'avitaillement, aux droits portuaires et d'aéroport, aux réparations, à l'entretien, aux déménagements, etc.

2) Les voyages

L'inscription des opérations de voyages n'a pas fait l'objet de changement dans la cinquième édition. Ce poste reprend les recettes voyages qui correspondent aux biens et services fournis par l'économie marocaine aux voyageurs non-résidents à l'occasion essentiellement des voyages touristiques. Il recense en dépenses, les services fournis par les économies étrangères aux voyageurs résidents au titre des voyages touristiques, des stages et missions, des études, du pèlerinage et Omra, des voyages d'affaires, des soins médicaux...

Les recettes comprennent également une partie des apports en devises billets de banque effectués par les Marocains résidant à l'étranger et destinés à la couverture de leurs frais de séjour au Maroc.

3) Les services de communication

Ces services qui ont été érigés en un poste distinct dans la nouvelle présentation reprennent les recettes et les dépenses au titre des télécommunications, des messageries et autres services de la poste.

4) Les services d'assurance

Ce poste enregistre tous les règlements au titre des opérations d'assurance qu'il s'agisse d'assurances sur marchandises ou autres (assurances et réassurances, indemnisation...).

5) Les redevances et droits de licence

Ce poste recouvre les flux relatifs à l'utilisation d'actifs incorporels non financiers non produits et de droits de propriété. Il s'agit des revenus de la propriété intellectuelle dont en particulier la location de brevets, des redevances cinématographiques et celles liées à la radio et télévision. A partir de l'année 2002, ce poste n'enregistre plus les opérations d'assistance technique comptabilisées désormais au titre des autres services aux entreprises.

6) Les autres services aux entreprises

Sont inscrites dans ce poste en dépenses, les diverses prestations de services fournies par les non-résidents aux entreprises résidentes et non classées ailleurs. Il s'agit en premier lieu des opérations d'assistance technique privée comptabilisées avant 2002 parmi les redevances et droits de licence. Ce poste enregistre également les transactions de services liées au commerce international telles que les commissions de représentation, les frais de fonctionnement des délégations commerciales, les frais bancaires, les frais de publicité, les frais engagés à l'étranger par les exportateurs de biens ou de services et réglés à partir de leurs comptes en dirhams convertibles pour la promotion des exportations (CCP.EX). En recettes, ce poste enregistre principalement les frais de fonctionnement de délégations commerciales étrangères et les services divers.

7) Les services fournis ou reçus par les administrations publiques NCA

Ce poste enregistre les transactions effectuées par les administrations publiques portant sur des services non recensés ailleurs. Parmi ces transactions figurent celles relatives aux représentations diplomatiques et aux institutions gouvernementales étrangères établies au Maroc. Les recettes comprennent également les différentes redevances versées à l'administration marocaine.

Les revenus

Les revenus qui faisaient partie des services dans l'ancienne présentation sont désormais regroupés dans une rubrique distincte afin de mieux faire apparaître la rémunération des facteurs de production. Cette rubrique reprend, d'une part, les revenus des investissements et prêts privés y compris les revenus réinvestis au Maroc, et d'autre part, le service de la dette extérieure publique. Ils enregistrent également les revenus générés par le placement des réserves de change de Bank Al Maghrib.

Les transferts courants

Les transferts courants appelés dans l'ancienne présentation "paiements de transfert" n'ont pas subi de changement important en dehors des transferts au titre des départs des migrants qui sont désormais repris dans le compte de capital.

Ainsi, ce poste continue à enregistrer en recettes essentiellement les rapatriements effectués par les Marocains résidant à l'étranger (MRE) et les transferts sans contrepartie reçus par le secteur public. En dépenses, il comporte principalement les transferts effectués par les résidents étrangers au titre des économies sur revenus, des cotisations à des caisses étrangères de retraite et de prévoyance sociale.

LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIERES

Il se compose du compte de capital et du compte d'opérations financières.

Le compte de capital

Ce compte reprend les opérations en capital et les transactions sur les actifs non financiers non produits. Les opérations en capital portent principalement sur les transferts des migrants et les remises de dettes. En ce qui concerne les transactions sur les actifs non financiers non produits, elles recouvrent les avoirs incorporels tels que les brevets, les marques, le droit de bail et les avoirs corporels tels que les terrains...

Pour la présentation marocaine, il s'agit uniquement des opérations en capital : transferts effectués par les migrants au titre des départs définitifs et les remises de dettes au profit du secteur public.

Le compte d'opérations financières

Ce compte enregistre les opérations d'investissements directs y compris les bénéfices réinvestis, les investissements de portefeuille (titres de participation, titres de créance et instruments du marché monétaire) et les autres investissements (crédits commerciaux et prêts à court et à long terme).

Afin de se conformer aux prescriptions du Manuel du Fonds Monétaire International selon lesquelles les prêts entre entreprises apparentées doivent être considérés en tant qu'investissements directs, la répartition des investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération a été révisée dans ce sens. Ainsi, les investissements directs comprennent en outre les avances en comptes courants d'associés et les prêts privés contractés par les sociétés marocaines auprès de leurs maisons mères.

Dans la présentation nationale de la balance des paiements, le compte d'opérations financières distingue les opérations du secteur privé (crédits commerciaux, investissements et prêts privés), celles du secteur public (tirages et remboursements en principal de la dette extérieure publique, opérations avec le FMI) et enfin, la variation des engagements extérieurs qui concerne en particulier les disponibilités des comptes en dirhams convertibles tenus au nom des étrangers ou des Marocains résidant à l'étranger et celles des comptes convertibles à terme.

Par contre, la présentation de la balance des paiements selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI répartit les opérations financières en quatre catégories : les investissements directs, les investissements de portefeuille, les autres investissements et la variation des avoirs de réserve. Cette variation est inscrite **en sens opposé** pour préserver l'équilibre de la balance des paiements : une variation négative correspond à un accroissement de ces avoirs et inversement.

Enfin, il est prévu une rubrique intitulée « Ecart Statistique » destinée selon les recommandations du Manuel, à équilibrer la balance des paiements.

***MESURES DE LIBERALISATION DE LA
REGLEMENTATION DES CHANGES
ADOPTÉES EN 2004***

- - - - -

13 janvier 2004

Libéralisation des opérations de couverture contre le risque de fluctuation des prix de certains produits de base d'origine agricole, minière ou énergétique : délégation est accordée à cet effet aux banques intermédiaires agréés pour effectuer les transferts relatifs à ces opérations qui doivent être adossées à des transactions commerciales réelles et ce dans la limite d'un montant global de couverture égal à la moyenne des chiffres à l'importation ou à l'exportation du produit concerné au cours des 3 dernières années.

17 février 2004

Extension des possibilités d'émission de la carte de crédit international : autorisation donnée aux banques intermédiaires agréés d'émettre des cartes de crédit international en faveur :

- ✓ des personnes physiques étrangères résidentes ou non résidentes , des marocains résidant à l'étranger (MRE), des exportateurs de biens et/ou de services , titulaires de comptes en dirhams convertibles ou de comptes en devises.
- ✓ des opérateurs économiques autres que les exportateurs de biens et de services et les personnes physiques marocaines et étrangères résidant au Maroc ainsi que les MRE , bénéficiaires d'une dotation en devises en vertu d'une autorisation générale ou particulière de l'Office des Changes.
- ✓ du personnel des organisations internationales ayant leurs bureaux ou leurs sièges au Maroc, habilité à faire fonctionner les comptes en devises ou en dirhams convertibles ouverts au nom de ces organisations.

13 mai 2004

Soumission de certains produits chimiques à licence d'importation ou d'exportation.

1er juin 2004

Introduction du système des options de change pour la couverture contre le risque de change : autorisation accordée aux banques intermédiaires agréés de proposer aux opérateurs économiques résidents dans le cadre de la couverture contre le risque de change des options de change qui doivent être adossées à des transactions d'importation, d'exportation ou à des opérations de financement extérieur, et établies par les intermédiaires agréés à l'exclusion de tous instruments en provenance de l'étranger.

14 juin 2004

Facilités de change en matière de voyages touristiques organisés par les agences de voyage : autorisation donnée aux banques intermédiaires agréés de délivrer par subrogation aux agences de voyage (à l'instar de la dotation pour la Omra) dûment agréées par le Ministère Chargé du Tourisme pour l'organisation de voyages touristiques, familiaux culturels ou à caractère privé à l'étranger et ce, par règlement en faveur de prestataires de services étrangers.

08 septembre 2004

Libéralisation d'opérations diverses :

- ✓ départ définitif des étrangers ayant résidé et exercé une activité au Maroc ;
- ✓ cachets d'artistes ;
- ✓ Frais de location de stand et frais de participation à des foires et expositions à l'étranger au profit des personnes ne disposant pas de compte convertible de promotion des exportations ;
- ✓ Cotisation à l'assurance vieillesse et à l'assurance des survivants ;
- ✓ Sommes restituées par la Trésorerie Générale du Royaume au titre de la TVA ;
- ✓ Transfert de fonds suite à des opérations d'annulation ou de non utilisation ;
- ✓ Indemnités de licenciement ;

10 septembre 2004

Assouplissement des modalités de transfert des avoirs détenus au Maroc par des étrangers non résidents et ne bénéficiant pas du régime de convertibilité :

- ✓ autorisation aux banques intermédiaires agréés de transférer à partir du 10 septembre 2004 et au plus tard le 31 mars 2005, les disponibilités des comptes convertibles à terme dont le solde est inférieur ou égal à 200 000 dirham à la date du 10 septembre 2004.
- ✓ Réduction du délai de transfert des disponibilités des autres comptes convertibles à terme à quatre ans.

24 novembre 2004

Couverture contre le risque de fluctuation des taux d'intérêt : autorisation aux banques intermédiaires agréés de proposer aux opérateurs économiques des instruments de couverture contre le risque de fluctuation des taux d'intérêt inhérents à leurs crédits extérieurs adossés à des opérations commerciales et/ ou financières.

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2004
PRESENTATION NATIONALE

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS			
Marchandises générales	<u>196 373,1</u>	<u>187 821,8</u>	<u>+8 551,3</u>
	<u>87 900,5</u>	<u>145 406,1</u>	<u>-57 505,6</u>
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	56 884,5	126 452,9	-69 568,4
Achats de biens dans les ports	30 469,0	18 906,9	+11 562,1
	547,0	46,3	+500,7
SERVICES			
Transports	<u>59 479,7</u>	<u>30 559,5</u>	<u>+28 920,2</u>
Voyages	9 089,6	12 181,4	-3 091,8
Services de communication	34 793,8	5 078,3	+29 715,5
Services d'assurance	3 021,5	427,5	+2 594,0
Redevances et droits de licence	836,4	723,4	+113,0
Autres services aux entreprises	143,9	325,1	-181,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	8 006,4	6 097,3	+1 909,1
	3 588,1	5 726,5	-2 138,4
REVENUS			
Revenus des investissements privés	<u>4 488,5</u>	<u>10 486,6</u>	<u>-5 998,1</u>
	535,2	6 091,4	-5 556,2
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 953,3	4 395,2	-441,9
TRANSFERTS COURANTS			
Publics	<u>44 504,4</u>	<u>1 369,6</u>	<u>+43 134,8</u>
	1 692,6	475,4	+1 217,2
Privés	42 811,8	894,2	+41 917,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES			
CAPITAL			
Transferts des migrants	<u>37 278,6</u>	<u>26 546,9</u>	<u>+10 731,7</u>
	-	70,7	-70,7
	-	70,7	-70,7
OPÉRATIONS FINANCIÈRES			
SECTEUR PRIVE			
Crédits commerciaux	<u>37 278,6</u>	<u>26 476,2</u>	<u>+10 802,4</u>
	29 066,6	8 128,7	+20 937,9
Prêts et investissements	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	15 695,6	4 222,5	+11 473,1
	2 186,7	-	+2 186,7
SECTEUR PUBLIC			
Prêts	<u>8 212,0</u>	<u>18 347,5</u>	<u>-10 135,5</u>
	8 212,0	18 347,5	-10 135,5
C- ÉCART STATISTIQUE			
	-	2 493,0	-2 493,0
TOTAL	<u>233 651,7</u>	<u>216 861,7</u>	<u>+16 790,0</u>

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2004
PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDES
A- COMpte DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS			
Marchandises générales	<u>196 373,1</u>	<u>187 821,8</u>	<u>+8 551,3</u>
Biens importés sans paiement	<u>87 900,5</u>	<u>145 406,1</u>	<u>-57 505,6</u>
et réexportés après transformation	56 884,5	126 452,9	-69 568,4
Achats de biens dans les ports	30 469,0	18 906,9	+11 562,1
	547,0	46,3	+500,7
	59 479,7	30 559,5	+28 920,2
SERVICES			
Transports	9 089,6	12 181,4	-3 091,8
<i>Transports maritimes</i>	3 132,0	7 933,5	-4 801,5
<i>Transports aériens</i>	5 459,8	3 735,0	+1 724,8
<i>Autres transports</i>	497,8	512,9	-15,1
Voyages	34 793,8	5 078,3	+29 715,5
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	850,5	-850,5
<i>Voyages à titre personnel</i>	34 793,8	4 227,8	+30 566,0
Services de communication	3 021,5	427,5	+2 594,0
Services d'assurance	836,4	723,4	+113,0
Redevances et droits de licence	143,9	325,1	-181,2
Autres services aux entreprises	8 006,4	6 097,3	+1 909,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 588,1	5 726,5	-2 138,4
	4 488,5	10 486,6	-5 998,1
REVENUS			
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	211,2	2 662,5	-2 451,3
<i>Autorités monétaires</i>	3 742,1	0,0	+3 742,1
<i>Banques</i>	93,8	245,2	-151,4
<i>Autres secteurs</i>	441,4	7 578,9	-7 137,5
	44 504,4	1 369,6	+43 134,8
TRANSFERTS COURANTS			
Publics	1 692,6	475,4	+1 217,2
Privés	42 811,8	894,2	+41 917,6
B- COMpte DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES			
CAPITAL			
	37 278,6	43 336,9	-6 058,3
Transferts des migrants	0,0	70,7	-70,7
	37 278,6	43 266,2	-5 987,6
OPERATIONS FINANCIERES			
Investissements directs			
<i>- A l'étranger</i>	9 494,3	1 835,3	+7 659,0
<i>- Dans l'économie nationale</i>	9,6	283,6	-274,0
	9 484,7	1 551,7	+7 933,0
Investissements de portefeuille			
<i>- Engagements</i>	5 489,9	367,9	+5 122,0
	5 489,9	367,9	+5 122,0
Autres investissements			
<i>- Crédits commerciaux</i>	22 294,4	24 273,0	-1 978,6
<i>Autres secteurs</i>	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
<i>- Prêts</i>	8 923,4	20 366,8	-11 443,4
<i>Administrations</i>	3 377,5	11 673,6	-8 296,1
<i>Banques</i>	0,0	1 898,7	-1 898,7
<i>Autres secteurs</i>	5 545,9	6 794,5	-1 248,6
<i>- Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	2 186,7	0,0	+2 186,7
<i>Banques</i>	2 186,7	0,0	+2 186,7
Avoirs de réserve	0,0	16 790,0	-16 790,0
C- ECART STATISTIQUE	-	2 493,0	-2 493,0
T O T A L	233 651,7	233 651,7	

PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE

L'économie mondiale a affiché au terme de l'année 2004 une amélioration du rythme d'évolution de l'activité pour la troisième année consécutive. Le taux de croissance s'est ainsi établi à 5,1% contre 4% en 2003. Cette amélioration provient essentiellement des bonnes performances de l'économie américaine et de la bonne tenue des économies chinoise et indienne.

L'économie **américaine** a enregistré un taux de croissance de 4,4% contre 3% en 2003. Cette évolution est à attribuer à l'accroissement de la consommation des ménages, des exportations et à la mise en place de mesures de politique monétaire et budgétaire.

Le taux de chômage s'est, en conséquence, replié à 5,5% contre 6% en 2003. Quant au taux d'inflation, il est passé de 2,3% à 2,7% et ce, en dépit des multiples relèvements des taux d'intérêt directeurs opérés par la Federal Réserve.

L'Union Européenne qui s'est élargie à 10 nouveaux pays membres à partir du 1^{er} mai 2004 pour comprendre 25 Etats membres, a connu un taux de croissance de 2,5% contre 1,2% en 2003.

Cette croissance a été ressentie principalement au sein du groupe des 10 nouveaux membres qui ont affiché un taux de croissance global de 4,9%. En revanche la zone Euro n'a réalisé qu'un taux de croissance de 1,9% contre 0,3% en 2003 sous l'effet de l'appréciation de l'Euro et du renchérissement des cours des matières premières. Parmi les pays de cette zone, la France a réalisé une croissance de 2,3% alors que le rythme de progression de l'activité économique n'a été que de 1,7% en Allemagne.

Le taux de chômage a stagné à 8,9% en 2004 contre 8,8% en 2003 et le taux d'inflation est resté stable à (2%).

Cette évolution du rythme d'activité a été insuffisante pour atténuer le niveau inquiétant du déficit des finances publiques. Ainsi, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est légèrement aggravé pour s'établir à 71,3% contre 70,8% (63,3% contre 63,8% dans l'Union Européenne à 25 membres). Quant au ratio du déficit budgétaire rapporté au PIB, il est demeuré stable : 2,7% du PIB contre 2,8% en 2003 (2,6% contre 2,9% dans l'Union Européenne à 25 membres).

L'économie japonaise a confirmé en 2004 son entrée dans une phase de croissance après la récession ayant caractérisé la majeure partie de la décennie 90. Le taux de croissance enregistré s'élève à 2,8% contre 2,7% en 2003. Ce résultat a été obtenu grâce aux efforts de restructuration des entreprises japonaises, à l'augmentation de la demande étrangère en particulier celle en provenance des Etats-Unis d'Amérique et de la Chine (les exportations à destination de la Chine se sont accrues de 21% en 2004 contre 12% en 2003) et également à la vigueur de l'investissement productif (+5,2% contre un recul de 9,7% en 2003).

Le taux de chômage a enregistré, en conséquence, un léger recul s'établissant à 4,7% contre 5,3%. Quant au niveau général des prix, il est resté presque stable après cinq années consécutives de déflation.

Les pays asiatiques nouvellement industrialisés, ont réalisé une reprise importante du rythme d'activité, après la baisse relative en 2003, tirée essentiellement par la hausse des exportations. Le taux de croissance s'est établi à Singapour et en Corée du Sud respectivement à 8,4% et 4,6% au lieu de 1,4% et 3,1% en 2003.

Les économies des **pays en développement d'Asie** ont continué à réaliser les taux d'accroissement les plus importants dans le monde. Les taux de croissance enregistrés en **Chine** et en **Inde** se sont établis respectivement à 9,5% et à 7,3%. Cette performance de l'économie chinoise provient de la progression importante des exportations et des investissements soutenus par l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers. Des signes de surchauffe ont même commencé à apparaître et le taux d'inflation s'est ainsi établi à 3,9% contre 1,2% en 2003.

En **Amérique latine**, la conjoncture s'est sensiblement améliorée avec un rythme de croissance de 5,7% contre 1,7% en 2003. Cette amélioration s'est réalisée sous l'effet de l'accroissement important des cours des matières premières et de la poursuite du programme de réformes économiques.

Au sein de ces pays, l'**Argentine** a réalisé le rythme de croissance économique le plus important soit +9%. Le **Brésil** et le **Mexique** ont enregistré des taux respectifs de 5,2% et 4,4%.

En **Afrique**, la croissance a atteint 5,1% contre 4% en 2003. Ce taux, qui demeure le plus élevé depuis huit ans, résulte essentiellement de la hausse des cours des matières premières. Dans les pays du Maghreb, le niveau de croissance a baissé à 5% contre 6,2% en 2003. Cette baisse a été constatée en Algérie et au Maroc où les taux sont passés respectivement de 6,9% et 5,2% en 2003 à 5,3% et 4,2% en 2004. La croissance est, en revanche, restée stable en Tunisie, soit 5,8%.

Au **Moyen Orient**, la croissance s'est stabilisée à 5,5% (contre 5,4%). Les taux les plus importants ont été enregistrés en Arabie Saoudite et en Iran soit respectivement 5,3% et 6,6%.

Les économies de la **Communauté des Etats Indépendants**, à l'instar de celles des pays en développement d'Asie, ont poursuivi leur rythme soutenu de croissance soit 8,2%. La Russie a réalisé un taux de 7,1%. Quant aux pays d'Europe centrale et orientale, ils ont réalisé un rythme de croissance de 6,1% contre 4,5% en 2003.

L'embellie de croissance observée au niveau de l'économie mondiale s'est traduite par un accroissement du volume du **commerce mondial** des biens et de services de 9,9% au lieu de 4,9% en 2003. Cet accroissement qui intervient en dépit de l'importante augmentation des cours de pétrole de 30,7% ainsi que celle des prix des produits de base est imputable à l'augmentation des importations en provenance des Etats-Unis d'Amérique et des pays émergents, tout particulièrement la Chine.

La situation sur les **marchés des changes internationaux** demeure caractérisée par l'appréciation de l'Euro par rapport au dollar. Cette évolution constatée pour la troisième année consécutive s'explique par le creusement du déficit courant américain et les rendements élevés des placements en Euro. En effet, l'Euro s'est apprécié en 2004 de 10% en moyenne par rapport au dollar. La livre Sterling a également augmenté de 12,1% à l'égard de la devise américaine et de 1,2% par rapport à l'Euro. Quant au Yen japonais, il s'est apprécié à l'égard du dollar de 7,2%. Il s'est, en revanche, déprécié de 2,5% en moyenne par rapport à l'Euro.

L'économie marocaine, en dépit de la croissance relativement modeste de ses principaux partenaires, a réalisé des résultats globalement satisfaisants : une croissance du PIB, évalué en termes réels de 4,2%, contre 5,5% en 2003, un taux d'inflation de 1,5% contre 1,2%, un déficit budgétaire de 3,2% contre 3,3% en 2003 et un taux de chômage qui a reculé à 10,8% contre 11,4% en 2003.

L'accroissement du PIB est dû essentiellement aux secteurs secondaire (+4,9% contre +2,6%) et tertiaire (+4,5% contre 3,9%). Quant au secteur primaire, dont la part dans le PIB demeure faible, il a enregistré une progression largement en dessous de celle de l'année dernière : 1,9% contre 18% en 2003.

Le maintien d'un faible taux d'inflation (1,5%) malgré la hausse des cours de pétrole et le relèvement du SMIG, est à attribuer aux interventions de la Caisse de Compensation, à l'abondance de l'offre de produits agricoles et à la mise en place d'un environnement de plus en plus concurrentiel dans un contexte de démantèlement progressif des droits de douane.

La baisse relative du taux de chômage à 10,8% contre 11,4% a été constatée essentiellement dans le milieu urbain soit 18,4% contre 19,3% en 2003.

La situation des finances publiques est restée stable. Le déficit budgétaire s'est établi à 3,2% du PIB contre 3,3% une année auparavant. En effet, l'augmentation des dépenses (charges de compensation dues au renchérissement des cours de pétrole, dépenses supplémentaires de fonctionnement provenant de l'accroissement de la masse salariale, du tremblement de terre d'El Hoceima et de la lutte anti-acridienne) a été compensée par l'accroissement, au delà des prévisions, des recettes fiscales, de privatisation et de monopole. Hors privatisation, le déficit budgétaire représente 4,4% du PIB contre 4,8% en 2003.

Sur le marché des changes national, le dirham s'est déprécié de 1,9% vis-à-vis de l'Euro et de 3,7% par rapport à la Livre sterling .Il s'est, en revanche, apprécié de 8% par rapport au Dollar et de 0,8% à l'égard du Yen.

RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

=====

La balance des paiements a dégagé pour la quatrième année consécutive un excédent qui s'est élevé à 16.790MDH. Cet excédent provient des soldes positifs du compte des transactions courantes et du compte de capital et d'opérations financières.

SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dirhams

ANNEES	2000	2001	2002	2003	2004
SOLDES	-4 406,0	+43 491,3	+7 028,4	+15 732,0	+16 790,0

L'excédent du compte de **capital et d'opérations financières** a plus que triplé d'une année à l'autre s'établissant à +10.731,7MDH contre +3.479,5MDH en 2003 soit +7.252,2MDH.

L'excédent du compte des **transactions courantes** a accusé, en revanche, une baisse de 43,9% ou - 6.686,3MDH par rapport à l'année 2003 : +8.551,3MDH contre +15.237,6MDH.

L'expansion de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières provient des opérations financières du secteur privé : accroissement des recettes au titre des crédits commerciaux et baisse de l'excédent des prêts et investissements. Le déficit des opérations financières du secteur public est resté, en revanche, stable.

Le recul de l'excédent du compte des transactions courantes est dû, quant à lui, uniquement à l'aggravation du déficit des échanges de biens. Cette aggravation a été atténuée, toutefois, par l'amélioration des résultats des autres rubriques : accroissement des excédents des échanges de services et des transferts courants conjugué à l'allégement du déficit de la rubrique des revenus.

Le déficit des échanges de **biens** s'est aggravé pour la deuxième année consécutive. Il s'est établi à -57.505,6MDH contre -41.493MDH en 2003.

Quant aux échanges de **services**, leur excédent s'est amélioré de 15,4% : +28.920,2MDH contre +25.052,5MDH en 2003.

La rubrique des **transferts courants** qui se caractérise, à l'instar de celle des services, par un solde structurellement excédentaire, a dégagé un excédent de 43.134,8MDH contre +39.237,4MDH soit une amélioration de 9,9%.

Le déficit de la rubrique des **revenus**, au demeurant structurel et important durant les dernières années, s'est allégé substantiellement: -5.998,1MDH contre -7.559,3MDH soit 1.561,2MDH ou 20,7%.

SOLDES DES POSTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dirhams

RUBRIQUES	2000	2001	2002	2003	2004
A. Compte des transactions					
Courantes	-5 046,3	+18 209,4	+16 276,3	+15 237,6	+8 551,3
- Biens	-34 373,6	-34 156,8	-33 738,7	-41 493,0	-57 505,6
- Services	+12 131,4	+21 594,3	+21 451,7	+25 052,5	+28 920,2
- Revenus	-9 184,0	-9 411,8	-8 136,9	-7 559,3	-5 998,1
- Transferts courants	+26 379,9	+40 183,7	+36 700,2	+39 237,4	+43 134,8
B. Compte de capital et d'opérations financières	-582,9	+22 625,1	-7 166,2	+3 479,5	+10 731,7
- Compte de capital	-63,4	-101,1	-66,8	-96,6	-70,7
- Opérations financières du secteur privé	+7 814,5	+34 938,6	+6 870,7	+14 375,0	+20 937,9
- Opérations financières du secteur public	-8 334,0	-12 212,4	-13 970,1	-10 798,9	-10 135,5
C. Ecart statistique	+1 223,2	+2 656,8	-2 081,7	-2 985,1	-2 493,0
D. Solde de la balance des paiements	-4 406,0	+43 491,3	+7 028,4	+15 732,0	+16 790,0

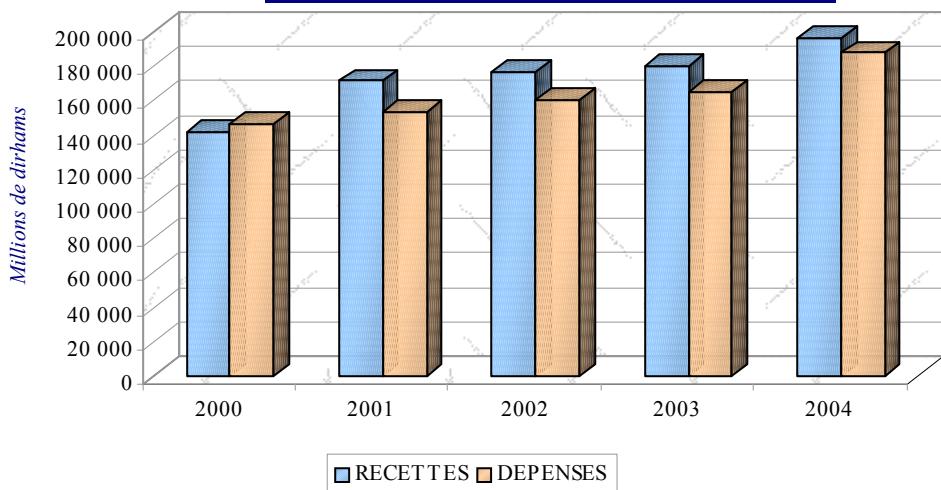
En définitive, compte tenu de l'écart statistique et des effets de la variation des cours de devises qui composent les avoirs extérieurs de l'Institut d'émission, la balance des paiements a enregistré, au terme de l'année 2004, un excédent de 16.790MDH contre +15.732MDH.

COMPTÉ DES TRANSACTIONS COURANTES

Après avoir atteint des niveaux importants durant les années 2001 à 2003, l'excédent des transactions courantes a enregistré au terme de l'année 2004, une baisse de 43,9% ou -6.686,3MDH : 8.551,3MDH contre +15.237,6MDH en 2003.

Cette baisse provient de l'accroissement des dépenses : +13,7% ou +22.626,7MDH (187.821,8MDH contre 165.195,1MDH) plus important que celui des recettes : +8,8% ou +15.940,4MDH (196.373,1MDH contre 180.432,7MDH).

EVOLUTION DES TRANSACTIONS COURANTES



L'amélioration des recettes résulte des hausses constatées au niveau des revenus (+26,4%), des services (+13,5%), des transferts courants (+9,7%) et des biens (+4,8%).

EVOLUTION DES RECETTES COURANTES

RUBRIQUES	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Biens	83 887,4	87 900,5	+4 013,1	+4,8
Services	52 412,5	59 479,7	+7 067,2	+13,5
Revenus	3 550,1	4 488,5	+938,4	+26,4
Transferts courants	40 582,7	44 504,4	+3 921,7	+9,7
TOTAL	180 432,7	196 373,1	+15 940,4	+8,8

En ce qui concerne les dépenses, leur hausse provient essentiellement des biens (+16%) et des services (+11,7%) et dans une moindre mesure des transferts courants; les dépenses au titre des revenus ont, en revanche, accusé une baisse de 5,6%.

EVOLUTION DES DEPENSES COURANTES

RUBRIQUES	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Biens	125 380,4	145 406,1	+20 025,7	+16,0
Services	27 360,0	30 559,5	+3 199,5	+11,7
Revenus	11 109,4	10 486,6	-622,8	-5,6
Transferts courants	1 345,3	1 369,6	+24,3	+1,8
TOTAL	165 195,1	187 821,8	+22 626,7	+13,7

A- LES BIENS

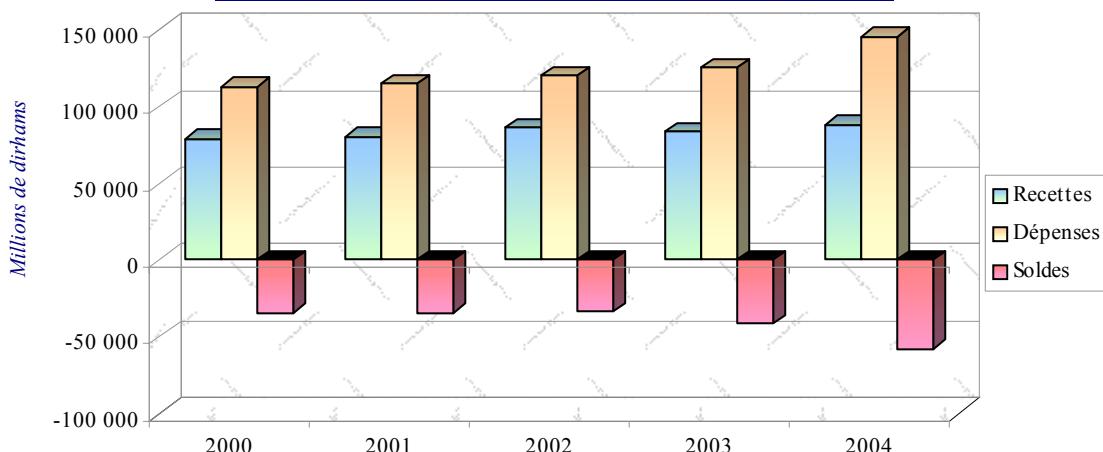
Les transactions sur les biens, évaluées en termes FOB, ont dégagé en 2004 un solde déficitaire de 57.505,6MDH contre 41.493MDH, soit une aggravation de 38,6% ou 16.012,6MDH.

Cette aggravation provient essentiellement du déficit des marchandises générales : -27,4% ou -14.952,8MDH (-69.568,4MDH contre -54.615,6MDH). Enfin, l'excédent des biens importés sans paiement et réexportés après transformation a accusé, après deux années d'accroissements consécutifs, une baisse de 9,1% ou -1.162MDH (+11.562,1MDH contre +12.724,1MDH).

RESULTATS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES

	2003			2004			<i>Millions de dirhams</i>
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	
Marchandises générales	52 404,1	107 019,7	-54 615,6	56 884,5	126 452,9	-69 568,4	
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	31 017,5	18 293,4	+12 724,1	30 469,0	18 906,9	+11 562,1	
Achats de biens dans les ports	465,8	67,3	+398,5	547,0	46,3	+500,7	
TOTAL	83 887,4	125 380,4	-41 493,0	87 900,5	145 406,1	-57 505,6	

EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES



1°) Marchandises générales

Au terme de l'année 2004, le déficit dégagé par le poste des marchandises générales s'est établi à 69.568,4MDH contre -54.615,6MDH, soit une aggravation de 27,4% ou 14.952,8MDH.

Cette détérioration qui intervient pour la troisième année consécutive, est due à l'augmentation des importations de 18,2% ou +19.433,2MDH : 126.452,9MDH contre 107.019,7MDH, plus importante que celle des exportations : +8,5% ou +4.480,4MDH (56.884,5MDH contre 52.404,1MDH).

2°) Biens importés sans paiement et réexportés après transformation

Ce poste enregistre en dépenses, les biens importés dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire pour perfectionnement actif **sans paiement**. En recettes, il reprend les réexportations réalisées dans le cadre de ce régime. Ces réexportations sont évaluées en terme bruts compte tenu des inputs importés et de la valeur ajoutée.

Après avoir enregistré des progressions durant les deux années précédentes, l'excédent dégagé par ce poste a accusé, au terme de l'année 2004, une régression de 9,1% ou -1.162MDH s'établissant à +11.562,1MDH contre +12.724,1MDH une année auparavant.

Cette baisse est imputable aux effets conjugués, d'une part, de l'augmentation des importations, réalisées dans ce cadre, de 3,4% ou +613,5MDH : 18.906,9MDH contre 18.293,4MDH et d'autre part, de la baisse des réexportations de 1,8% ou -548,5MDH : 30.469MDH contre 31.017,5MDH.

3°) Achats de biens dans les ports (avitaillement)

Ce poste reprend en recettes les marchandises marocaines acquises par le pavillon étranger dans les ports marocains et, en dépenses, les marchandises d'origine étrangère achetées au Maroc par le pavillon national.

En 2004, l'amélioration des recettes de 17,4% ou +81,2MDH (547MDH contre 465,8MDH) et la baisse des dépenses de 31,2% ou -21MDH (46,3MDH contre 67,3MDH) ont permis à l'excédent de ce poste d'enregistrer une progression de 25,6% ou +102,2MDH (+500,7MDH contre +398,5MDH).

B- LES SERVICES

Au terme de l'année 2004, l'excédent dégagé par les échanges de services a connu un accroissement de 15,4% ou +3.867,7MDH : +28.920,2MDH contre +25.052,5MDH en 2003.

Cette évolution favorable, qui intervient pour la deuxième année consécutive, résulte de l'accroissement des recettes de 13,5% ou +7.067,2MDH, qui a été plus important que la hausse des dépenses : +11,7% ou +3.199,5MDH.

OPERATIONS SUR SERVICES

Millions de dirhams

	Recettes	Dépenses	Soldes
2000	32 238,3	20 106,9	+12 131,4
2001	45 539,9	23 945,6	+21 594,3
2002	48 048,1	26 596,4	+21 451,7
2003	52 412,5	27 360,0	+25 052,5
2004	59 479,7	30 559,5	+28 920,2



1°) Les transports

Les opérations de transport, deuxième composante des échanges de services après les voyages, eu égard aux niveaux atteints par les recettes et les dépenses, se caractérise par un solde structurellement déficitaire.

Au terme de l'année 2004, le déficit au titre de ces opérations a connu une aggravation importante de 48,3% ou -1.006,8MDH : -3.091,8MDH contre -2.085MDH en 2003.

Les dépenses ont augmenté de 13% ou +1.399,4MDH (12.181,4MDH contre 10.782MDH) alors que les recettes n'ont progressé que de 4,5% ou +392,6MDH (9.089,6MDH contre 8.697MDH).

VENTILATION PAR MODE DES OPERATIONS DE TRANSPORTS

	Millions de dirhams					
	2003	2004				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Transports maritimes	2 475,2	6 463,4	-3 988,2	3 132,0	7 933,5	-4 801,5
Transports aériens	5 847,3	3 714,0	+2 133,3	5 459,8	3 735,0	+1 724,8
Autres transports	374,5	604,6	-230,1	497,8	512,9	-15,1
TOTAL	8 697,0	10 782,0	-2 085,0	9 089,6	12 181,4	-3 091,8

L'analyse de la ventilation par mode de transport laisse apparaître une aggravation du déficit des opérations de transport maritime de 20,4% ou -813,3MDH (-4.801,5MDH contre -3.988,2MDH). Le déficit au titre des transports terrestres et ferroviaires s'est, en revanche, largement allégé : -15,1MDH contre -230,1MDH soit +215MDH.

Concernant le transport aérien, l'excédent enregistré à ce titre a baissé pour s'établir à 1.724,8MDH contre 2.133,3MDH soit -19,1% ou -408,5MDH.

Ainsi, le solde déficitaire des opérations de transport est dû dans sa quasi-totalité au transport maritime.

La répartition des opérations de transport par nature d'opération fait ressortir au niveau des recettes, l'importance du transport de passagers avec une part de 60,3% dans le total des recettes contre 63,8% en 2003.

La part des transports de marchandises s'est, en revanche, améliorée s'établissant à 39,7% du total contre 36,2%.

Concernant les dépenses, elles demeurent prédominées par le transport de marchandises dont la part s'est située à 75,5% contre 73,7% en 2003. La part des transports de passagers dans les dépenses ressort ainsi à 24,5% contre 26,3%.

La ventilation du solde des opérations de transport par nature d'opération laisse apparaître un déficit au niveau du transport de marchandises de 5.583,6MDH contre -4.796,5MDH, soit une aggravation de 16,4% ou -787,1MDH. Par contre, le transport de passagers a dégagé un excédent de 2.491,8MDH en baisse de 8,1% ou -219,7MDH comparé à l'année 2003 soit +2.711,5MDH.

La détérioration du déficit des transports de marchandises, qui est devenue récurrente depuis plusieurs années, est imputable à l'augmentation des dépenses de 15,8% ou +1.252,4MDH, atténuée, toutefois, par la hausse des recettes de 14,8% ou +465,3MDH.

Pour ce qui est de la régression de l'excédent des transports de passagers, elle est due à l'effet conjugué de l'augmentation des dépenses de 5,2% ou +147MDH et de la baisse des recettes de 1,3% ou -72,7MDH.

VENTILATION PAR NATURE DES OPERATIONS DE TRANSPORTS

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>TRANSPORT DE MARCHANDISES</u>				
Recettes	3 145,5	3 610,8	+465,3	+14,8
Dépenses	7 942,0	9 194,4	+1 252,4	+15,8
Solde	-4 796,5	-5 583,6	-787,1	-16,4
<u>TRANSPORT DE PASSAGERS</u>				
Recettes	5 551,5	5 478,8	-72,7	-1,3
Dépenses	2 840,0	2 987,0	+147,0	+5,2
Solde	+2 711,5	+2 491,8	-219,7	-8,1

2°) Les voyages*

Avec un solde structurellement excédentaire et réalisant des accroissements successifs, le poste des voyages confirme de plus en plus son rôle en tant qu'une des sources essentielles de financement de la balance des paiements.

* La balance des opérations de voyages fait l'objet d'une présentation détaillée au chapitre III du présent rapport.

En effet, l'excédent dégagé en 2004 s'est chiffré à 29.715,5MDH contre 25.637,4MDH une année auparavant enregistrant ainsi un accroissement de 15,9% ou +4.078,1MDH.

Cette expansion résulte essentiellement de la progression des recettes de 12,7% ou +3.912,4MDH : 34.793,8MDH contre 30.881,4MDH. Les dépenses qui demeurent relativement faibles, ont accusé une baisse de 3,2% ou -165,7MDH : 5.078,3MDH contre 5.244MDH.

Compte tenu de cette évolution, l'excédent dégagé en 2004 est en accroissement de 39,5% ou +8.411,5MDH par rapport à la moyenne des excédents enregistrés durant la période 1999-2003 soit +21.304MDH. Cette évolution consolide ainsi l'importance de ce poste dans le financement du compte courant de la balance des paiements.

BALANCE VOYAGES

Millions de dirhams

	ANNEES		EVOLUTION	
	2003	2004	MDH	%
RECETTES	<u>30 881,4</u>	<u>34 793,8</u>	<u>+3 912,4</u>	<u>+12,7</u>
Billets de banque	20 950,1	22 036,1	+1 086,0	+5,2
Virements bancaires	9 931,3	12 757,7	+2 826,4	+28,5
DEPENSES	<u>5 244,0</u>	<u>5 078,3</u>	<u>-165,7</u>	<u>-3,2</u>
Billets de banque	3 051,2	3 043,9	-7,3	-0,2
Virements bancaires	2 172,6	2 032,5	-140,1	-6,4
Virements postaux	20,2	1,9	-18,3	-90,6
SOLDES	<u>+25 637,4</u>	<u>+29 715,5</u>	<u>+4 078,1</u>	<u>+15,9</u>

3°) Les services de communication

Après la baisse enregistrée durant l'année précédente, l'excédent dégagé par les services de communication s'établit en 2004 à +2.594MDH contre +2.175,8MDH soit +19,2% ou +418,2MDH.

Les recettes ont progressé de 26,8% ou +639,3MDH (3.021,5MDH contre 2.382,2MDH) alors que les dépenses ont plus que doublé : 427,5MDH contre 206,4MDH en 2003 soit +221,1MDH.

4°) Les services d'assurance

Ce poste recense tous les règlements effectués entre l'économie nationale et le reste du monde au titre des opérations d'assurance et de réassurance, des acceptations ainsi que des indemnités reçues ou versées.

Au terme de l'année 2004, les opérations d'assurance ont dégagé pour la deuxième année consécutive un excédent qui s'inscrit, toutefois, en baisse par rapport à celui enregistré en 2003 : -38,9% ou -71,9 MDH (+113MDH contre +184,9MDH).

Cette baisse est le résultat de l'accroissement des dépenses de 32,1% ou +175,7MDH (723,4MDH contre 547,7MDH) plus important que celui des recettes : +14,2% ou +103,8MDH (836,4MDH contre 732,6MDH).

BALANCE DES OPERATIONS D'ASSURANCE

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	732,6	836,4	+103,8	+14,2
Dépenses	547,7	723,4	+175,7	+32,1
Soldes	+184,9	+113,0	-71,9	-38,9

5°) Redevances et droits de licence^{*}

Ce poste recense les services liés à la location de brevets et droits de licences ainsi que les redevances liées au cinéma et à la radio et télévision. En regard à la nature de ces opérations, ce poste se caractérise par un solde déficitaire de manière structurelle.

Au terme de l'année 2004, les transferts effectués au titre des redevances et droits de licence se sont inscrits en hausse de 17,1% ou +47,5MDH totalisant 325,1MDH contre 277,6MDH.

DEPENSES AUTITRE DES REDEVANCES ET DROITS DE LICENCE

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Brevets et licences	82,1	109,3	+27,2	+33,1
Redevances cinématographiques	39,5	38,3	-1,2	-3,0
Radio et télévision	156,0	177,5	+21,5	+13,8
TOTAL	277,6	325,1	+47,5	+17,1

Les recettes, constituées essentiellement de redevances de location de films marocains à l'étranger, ont accusé une baisse de 40,9% ou -99,5MDH : 143,9MDH contre 243,4MDH.

En conséquence, le déficit dégagé par ce poste s'est sensiblement aggravé de 147MDH : -181,2MDH contre -34,2MDH.

6°) Autres services aux entreprises

Ce poste enregistre les prestations, fournies ou reçues par les entreprises, non comprises dans les autres postes de services. Il recense en particulier les prestations liées au commerce extérieur (commissions, frais, accessoires...), les services bancaires, les transferts relatifs à l'assistance technique privée qui sont intégrés dans ce poste depuis l'exercice 2002, et les transferts effectués par les exportateurs de biens et de services à partir de leurs comptes en dirhams convertibles.

^{*} Ce poste n'enregistre plus l'assistance technique privée qui est désormais comptabilisée au poste « Autres services aux entreprises ».

RECETTES AU TITRE DES "AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES"*Millions de dirhams*

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Frais de fonctionnement des délégations	1 045,4	1 371,5	+326,1	+31,2
Commissions de représentation	304,2	310,6	+6,4	+2,1
Frais accessoires	13,7	15,2	+1,5	+10,9
Assistance technique privée	27,1	62,8	+35,7	+131,7
Services divers	4 731,0	6 246,3	+1 515,3	+32,0
TOTAL	6 121,4	8 006,4	+1 885,0	+30,8

Les recettes ont augmenté de 30,8% ou +1.885MDH (8.006,4MDH contre 6.121,4MDH une année auparavant) en raison essentiellement des dépenses au Maroc des délégations commerciales étrangères et des recettes des services divers qui se composent pour une large part des frais de production de films étrangers au Maroc.

DEPENSES AU TITRE DES AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES*Millions de dirhams*

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Dépenses engagées par les sociétés de pêche	373,4	231,1	-142,3	-38,1
Transferts effectués par débits de C.C.P.EX	573,8	814,8	+241,0	+42,0
Frais de fonctionnement des délégations	615,0	658,0	+43,0	+7,0
Commissions	154,2	125,4	-28,8	-18,7
Frais accessoires	152,9	55,4	-97,5	-63,8
Assistance technique privée	3 299,9	3 615,8	+315,9	+9,6
Autres	243,9	596,8	+352,9	-
TOTAL	5 413,1	6 097,3	+684,2	+12,6

Les dépenses ont réalisé un accroissement de 12,6% ou +684,2MDH (6.097,3MDH contre 5.413,1MDH) dû principalement aux dépenses de l'assistance technique privée et aux transferts effectués par les exportateurs par débit de leurs comptes professionnels (CCPEX). Compte tenu de ces évolutions, ce poste a dégagé pour la deuxième année consécutive un solde excédentaire de 1.909,1MDH en accroissement de 1.200,8MDH par rapport à l'année 2003 soit 708,3MDH.

7º) Services fournis ou reçus par les administrations publiques non compris ailleurs

Il s'agit principalement des recettes et dépenses des ambassades et consulats marocains à l'étranger et étrangers au Maroc, des frais des organismes internationaux, des redevances reçues ou versées par les administrations publiques et des opérations gouvernementales non comprises ailleurs.

Au terme de l'année 2004, ce poste qui demeure déficitaire, a enregistré un solde également négatif de 2.138,4MDH contre -1.534,7MDH en aggravation de 39,3% ou -603,7MDH.

C- LES REVENUS

Cette rubrique recense les rémunérations perçues ou versées au titre des revenus des investissements. Ces derniers s'entendent au sens large et englobent l'ensemble des avoirs et engagements financiers extérieurs : Investissements directs, Investissements de portefeuille (titres de participation et titres d'emprunt), Autres investissements (constitués essentiellement de prêts ou emprunts non matérialisés par des titres). Ces revenus comprennent également les produits générés par le placement des avoirs de réserve.

Cette rubrique se caractérise par un solde structurellement déficitaire du fait de l'importance du stock des engagements par rapport à celui des avoirs. Toutefois, ce déficit s'est inscrit depuis plusieurs années dans une tendance à la baisse qui se confirme chaque année.

En effet, le déficit dégagé au terme de l'année 2004 s'est sensiblement allégé de 20,7% ou 1.561,2MDH : -5.998,1MDH contre -7.559,3MDH.

Cet allégement résulte du recul important du solde du poste des revenus des investissements et des emprunts publics : -441,9MDH contre -1.990,9MDH soit un allégement de 1.549MDH. Le déficit des revenus des investissements privés est resté stable : -5.556,2MDH contre -5.568,4MDH.

1) Revenus des investissements privés

Le déficit de la rubrique des investissements privés qui a enregistré des aggravations successives durant les années précédentes, est resté stable en 2004 : -5.556,2MDH contre -5.568,4MDH.

Cette stabilité résulte de l'augmentation des dépenses de 7% ou +398,6MDH (6.091,4MDH contre 5.692,8MDH) qui a été compensée par l'importante amélioration des recettes: 535,2MDH contre 124,4MDH soit +410,8MDH. Cette amélioration provient des recettes des intérêts des prêts accordés par le système bancaire aux non-résidents.

REVENUS DES INVESTISSEMENTS PRIVES

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	124,4	535,2	+410,8	-
- Dividendes	102,2	137,8	+35,6	+34,8
- Coupons de valeurs mobilières	0,2	1,8	+1,6	-
- Intérêts	19,6	296,8	+277,2	-
- Autres revenus du capital	2,4	98,8	+96,4	-
Dépenses	5 692,8	6 091,4	+398,6	+7,0
- Dividendes	4 798,7	5 113,4	+314,7	+6,6
- Coupons de valeurs mobilières	24,7	86,5	+61,8	-
- Intérêts	775,7	873,0	+97,3	+12,5
- Bénéfices d'exploitation et loyers	8,7	12,8	+4,1	+47,1
- Bénéfices réinvestis	77,3	0,0	-77,3	-100,0
- Autres	7,7	5,7	-2,0	-26,0
Solde	-5 568,4	-5 556,2	+12,2	+0,2

2) Revenus des investissements publics

La baisse tendancielle du déficit de la rubrique des revenus des investissements publics s'est encore confirmée durant l'année 2004. En effet, le solde négatif de cette rubrique a connu un allégement important de 77,8% ou 1.549MDH pour s'établir à -441,9MDH contre -1.990,9MDH.

Les dépenses ont enregistré une baisse de 18,9% ou -1.021,4MDH (4.395,2MDH contre 5.416,6MDH). Les recettes ont augmenté de 15,4% ou +527,6MDH (3.953,3MDH en 2004 contre 3.425,7MDH).

La ventilation des dépenses au titre des intérêts de la dette extérieure publique par débiteur fait ressortir l'importance des règlements effectués par le Trésor qui se chiffrent à 2.662,5MDH contre 3.307,2MDH, soit une baisse de 19,5% ou -644,7MDH.

La part du Trésor dans la charge en intérêts de la dette extérieure publique a régressé à 60,6% contre 61,1%.

Quant aux règlements effectués par les établissements publics, ils ont à leur tour, enregistré une régression de 17,9% ou -376,7MDH pour s'établir à 1.732,7MDH contre 2.109,4MDH. Leur part dans le total se situe à 39,4% contre 38,9%.

REVENUS DES INVESTISSEMENTS ET EMPRUNTS PUBLICS

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	3 425,7	3 953,3	+527,6	+15,4
- Intérêts sur placements publics	3 192,0	3 742,1	+550,1	+17,2
- Autres	233,7	211,2	-22,5	-9,6
Dépenses *	5 416,6	4 395,2	-1 021,4	-18,9
- Trésor	3 307,2	2 662,5	-644,7	-19,5
- Etablissements publics	2 109,4	1 732,7	-376,7	-17,9
Soldes	-1 990,9	-441,9	+1 549,0	+77,8

* Intérêts de la dette extérieure publique.

D- LES TRANSFERTS COURANTS

La rubrique des transferts courants se caractérise, de manière permanente, par un solde fortement excédentaire qui constitue la première source de financement de la balance des paiements.

Au terme de l'année 2004, l'excédent de cette rubrique s'est amélioré pour la deuxième année consécutive pour se situer à +43.134,8MDH contre +39.237,4MDH en 2003 soit +9,9% ou +3.897,4MDH, sous l'effet essentiellement de l'évolution favorable des transferts courants privés. Cet excédent dépasse de 31,8% ou +10.410,6MDH la moyenne de la période 1999-2003.

EXCEDENTS DES TRANSFERTS COURANTS

Millions de dirhams

ANNEE	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	2004
SOLDES	+21 119,7	+26 379,9	+40 183,7	+36 700,2	+39 237,4	+32 724,2	+43 134,8

1°/ Les transferts courants privés

Les transferts courants privés se sont soldés, au terme de l'année 2004, par un excédent de 41.917,6MDH contre 38.459,1MDH soit une progression de 9% ou +3.458,5MDH.

Cette progression qui intervient pour la deuxième année consécutive est due essentiellement aux recettes au titre des transferts des MRE qui s'élèvent à 37.422,5MDH contre 34.581,8MDH soit +8,2% ou +2.840,7MDH.

Les dépenses dont le niveau demeure structurellement faible, ont connu une progression de 14,3% ou +111,7MDH s'établissant à 894,2MDH contre 782,5MDH.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	39 241,6	42 811,8	+3 570,2	+9,1
- Economies sur revenus (recettes MRE)	34 581,8	37 422,5	+2 840,7	+8,2
- Pensions	3 596,8	4 194,5	+597,7	+16,6
- Autres	1 063,0	1 194,8	+131,8	+12,4
Dépenses	782,5	894,2	+111,7	+14,3
- Economies sur revenus	326,2	297,3	-28,9	-8,9
- Cotisations à des organismes de retraite ou de prévoyance	78,5	94,3	+15,8	+20,1
- Transferts des MRE*	186,7	230,4	+43,7	+23,4
- Autres	191,1	272,2	+81,1	+42,4
Soldes	+38 459,1	+41 917,6	+3 458,5	+9,0

*Transferts effectués à partir des comptes en dirhams convertibles,

2°/ Les transferts courants publics

L'excédent de la rubrique des transferts courants publics s'est amélioré sensiblement en 2004 atteignant +1.217,2MDH contre +778,3MDH en 2003 soit +56,4% ou +438,9MDH.

Cette augmentation provient de l'accroissement des recettes de 26,2% ou +351,5MDH (1.692,6MDH contre 1.341,1MDH) et de la baisse des dépenses de 15,5% ou -87,4MDH (475,4MDH contre 562,8MDH).

L'accroissement des recettes a été constaté essentiellement au niveau de l'assistance technique publique (249,4MDH contre 54,8MDH) et des dons intergouvernementaux (416,6MDH contre 282,5MDH).

TRANSFERTS COURANTS PUBLICS

Millions de dirhams

	2003	2004	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	1 341,1	1 692,6	+351,5	+26,2
- Dons de marchandises	219,3	133,3	-86,0	-39,2
- Assistance technique	54,8	249,4	+194,6	+355,1
- Dons intergouvernementaux	282,5	416,6	+134,1	+47,5
- Autres	784,5	893,3	+108,8	+13,9
Dépenses	562,8	475,4	-87,4	-15,5
- Pensions	431,3	360,2	-71,1	-16,5
- Participation au capital des organismes internationaux	33,6	22,6	-11,0	-32,7
- Participation aux frais de fonctionnement des organismes internationaux	93,3	74,9	-18,4	-19,7
- Dons de marchandises	4,6	4,0	-0,6	-13,0
- Dons intergouvernementaux	-	13,7	+13,7	-
Soldes	+778,3	+1 217,2	+438,9	+56,4

*

* * *

En définitive, l'aggravation du déficit des échanges de biens a été plus importante que l'amélioration de l'excédent des échanges de services et des transferts courants et l'allégement du déficit de la rubrique des revenus. En conséquence, l'excédent du compte des transactions courantes s'est inscrit en baisse de 43,9% ou 6.686,3MDH : +8.551,3MDH contre +15.237,6MDH.

Cet excédent représente 1,9% du produit intérieur brut exprimé en prix courants, contre 3,6% une année auparavant.

SOLDE DU COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AU PIB					
ANNEES	<i>Millions de dirhams</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
SOLDE DU COMPTE COURANT (1)	-5 046,3	+18 209,4	+16 276,3	+15 237,6	+8 551,3
PIB EN PRIX COURANTS (2)	354 208	383 185	397 782	419 486	443 672
RATIO (1) / (2) (en %)	1,4	4,8	4,1	3,6	1,9

COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Comparativement à l'année 2003, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a plus que triplé : 10.731,7MDH contre 3.479,5MDH soit +7.252,2MDH

Cet excédent dépasse de 54,1% ou +3.767,9MDH la moyenne des années 1999-2003, mais reste toutefois en deçà des niveaux records enregistrés en 2001 et 1999 du fait des niveaux élevés des recettes des investissements étrangers.

EVOLUTION DU SOLDE DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

ANNEES	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	2004
SOLDES	+16 463,6	-582,9	+22 625,1	-7 166,2	+3 479,5	+6 963,8	+10 731,7

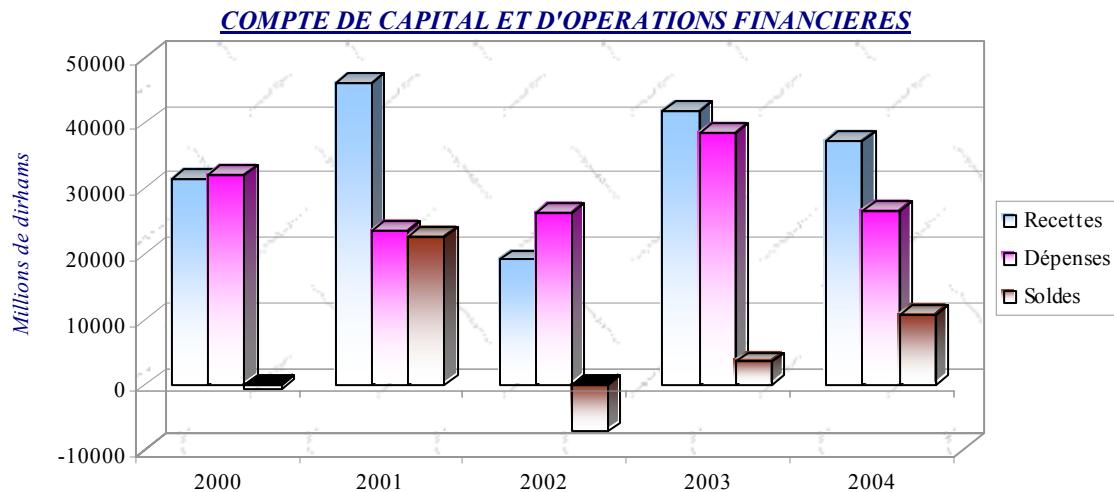
L'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières est due aux opérations financières, dont la position créditrice est passée de +3.576,1MDH à +10.802,4MDH sous l'effet de l'amélioration de l'excédent des opérations financières du secteur privé ; le déficit des opérations financières du secteur public s'est allégé de 6,1% ou +663,4MDH.

Quant aux opérations en capital qui portent sur de faibles montants, leur solde négatif s'est allégé également par rapport à l'année précédente : -70,7MDH contre -96,6MDH.

SOLDE DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Millions de dirhams

	2001	2002	2003	2004
Opérations en capital	-101,1	-66,8	-96,6	-70,7
Opérations financières	+22 726,2	-7 099,4	+3 576,1	+10 802,4
- secteur privé	+34 938,6	+6 870,7	+14 375,0	+20 937,9
- secteur public	-12 212,4	-13 970,1	-10 798,9	-10 135,5
TOTAL	+22 625,1	-7 166,2	+3 479,5	+10 731,7



A- LE COMPTE DE CAPITAL

Ce compte recense les transactions portant sur les actifs non financiers non produits, les remises de dettes et les transferts des migrants.

Le solde négatif du compte des opérations en capital qui n'enregistre depuis plusieurs années que les dépenses relatives aux départs définitifs des étrangers ayant résidé au Maroc, s'est établi à -70,7MDH contre -96,6MDH soit un allégement de 25,9MDH.

B- LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre une économie et le reste du monde. Il s'agit des crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents et non résidents.

Au terme de l'année 2004, les opérations financières ont dégagé pour la deuxième année consécutive une position créditrice qui s'élève 10.802,4MDH contre 3.576,1MDH soit une amélioration de 7.226,3MDH.

Cette évolution est due à l'accroissement de l'excédent des opérations financières du secteur privé ; le déficit des opérations financières du secteur public a légèrement régressé.

1°) Opérations financières du secteur privé

L'excédent des opérations financières du secteur privé a connu, au terme de l'année 2004, une progression importante de 45,7% ou +6.562,9MDH : +20.937,9MDH contre +14.375MDH.

Cette progression est à attribuer d'abord à l'accroissement de l'excédent des crédits commerciaux de 6.775,1MDH : 7.278,1MDH contre 503MDH et également à celui du poste Monnaie fiduciaire et dépôt soit +2.840,9MDH (2.186,7MDH contre -654,2MDH) ; ces accroissements ont été atténués par la baisse de l'excédent des prêts et investissements de 21% ou 3.053,1MDH (+11.473,1MDH contre +14.526,2MDH).

a) Crédits commerciaux

Les crédits commerciaux sont déterminés par comparaison entre, d'une part, les flux physiques des marchandises importées ou exportées appréhendés à partir des déclarations douanières souscrites par les opérateurs économiques et, d'autre part, les règlements effectués au titre des biens qui ressortent des comptes rendus bancaires.

Les crédits commerciaux, accordés aux résidents, au titre des importations, inscrits en recettes, ont enregistré une progression importante : 11.184,3MDH contre 3.664,3MDH soit +7.520MDH.

Les crédits commerciaux accordés à des non résidents au titre des exportations, se sont élevés à 3.906,2MDH contre 3.161,3MDH soit un accroissement de 23,6% ou +744,9MDH.

Ainsi, le solde global des crédits commerciaux a réalisé une progression importante atteignant 7.278,1MDH contre 503MDH soit +6.775,1MDH en liaison avec la hausse des importations.

b) Investissements et prêts privés étrangers

1°) Les recettes

Les recettes des investissements et prêts privés étrangers au Maroc se sont chiffrées à 15.686MDH contre 23.900,3MDH soit une baisse de 8.214,3MDH. Cette baisse provient essentiellement des investissements directs : 9.484,7MDH contre 23.256,9MDH. Par contre, les recettes des investissements de portefeuille ont sensiblement augmenté du fait de l'introduction en bourse de certaines entreprises privatisées (5.489,9MDH contre 100,6MDH soit +5.389,3MDH) et celles des prêts privés ont progressé de 31,1% ou +168,6MDH (711,4MDH contre 542,8MDH).

Quant aux recettes au titre de la liquidation d'investissements marocains à l'étranger, au demeurant faibles, elles n'ont pas dépassé 9,6MDH contre 73,2MDH soit une baisse de 63,6MDH.

Les recettes totales des investissements et prêts privés se sont établies à 15.695,6MDH contre 23.973,5MDH soit -8.277,9MDH.

2°) Les dépenses

Les dépenses ont, de leur côté, accusé une importante régression : 4.222,5MDH contre 9.447,3MDH en 2003. Cette baisse provient essentiellement des prêts en dirhams accordés à des non résidents : 0,9MDH en 2004 contre 4.994,7MDH en 2003.

De même, les transferts au titre de la cession d'investissements directs étrangers au Maroc, d'investissements de portefeuille et de remboursements de prêts privés ont accusé un repli de 7,6% ou 323,4MDH : 3.938,9MDH contre 4.262,3MDH.

Quant aux dépenses relatives à la réalisation d'investissements marocains à l'étranger, elles sont restées stables : 188,9MDH contre 190,3MDH.

Enfin, les opérations de réinvestissement des bénéfices réalisés par les succursales de banques marocaines à l'étranger ont porté sur une valeur de 93,8MDH.

Ces opérations considérées comme des investissements marocains à l'étranger financés par incorporation des bénéfices, sont inscrites en dépenses au niveau du compte des opérations financières et en recettes au niveau des revenus des investissements privés à l'étranger.

c) Monnaie fiduciaire et dépôts

La rubrique « Monnaie fiduciaire et dépôts » enregistre les variations des engagements du Maroc au titre des avoirs détenus par les non résidents auprès des banques marocaines (dépôts) ainsi que les variations des avoirs en devises détenus par les résidents. Les engagements se composent des disponibilités en dirhams convertibles ouverts au nom des étrangers ou des marocains résidant à l'étranger auprès des banques marocaines et des comptes convertibles à terme. Les avoirs sont constitués des comptes en devises des exportateurs de biens et de services.

Au terme de l'année 2004, ce poste a enregistré un solde positif de 2.186,7MDH contre -654,2MDH.

Ce solde résulte de la variation des avoirs et des engagements. Ainsi pour les engagements dont l'augmentation est inscrite en recettes, les disponibilités des comptes étrangers en dirhams convertibles ont augmenté de 488,7MDH, celles des comptes en dirhams convertibles des MRE de 172,5MDH et celles des comptes convertibles à terme de 57,4MDH.

En outre, les recettes ont enregistré également le rapatriement de la caution constituée par le Maroc auprès de la FIFA. Cette progression a été diminuée, toutefois, par l'augmentation des disponibilités des comptes en devises des résidents inscrite en dépenses pour 31,9MDH.

2°) Opérations financières du secteur public

Ce poste enregistre en recettes les tirages au titre des financements extérieurs mobilisés par le secteur public (Trésor et établissements publics) et, en dépenses, les remboursements en principal au titre de la dette extérieure publique.

Les tirages effectués sont passés de 13.421,2MDH en 2003 à 8.212MDH au titre de l'année 2004 accusant ainsi une baisse de 38,8% ou -5.209,2MDH.

Quant aux remboursements en principal, ils ont régressé de façon substantielle en 2004: 18.347,5MDH contre 24.220,1MDH en 2003, soit -24,2% ou -5.872,6MDH.

En conséquence, le solde négatif des opérations financières du secteur public s'est allégé de 6,1% ou 663,4MDH : -10.135,5MDH contre -10.798,9MDH.

ECART STATISTIQUE

L'écart statistique résultant de l'ensemble des écritures enregistrées par la balance des paiements de l'année 2004 s'établit à -2.493MDH et représente 0,6% de l'ensemble des transactions de la balance des paiements contre 0,7% en 2003.

SOLDE FINAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS

La balance des paiements a dégagé au titre de l'année 2004 et après déduction des effets de flottement des cours de devises sur les avoirs extérieurs de Bank Al Maghrib, un excédent de 16.790MDH contre 15.732MDH en 2003.

Cet excédent traduit l'accroissement des avoirs extérieurs nets qui sont passés de 127.461MDH à fin décembre 2003 à 144.441MDH au terme de l'année 2004 soit une augmentation de 13,3% ou +16.980MDH.

La progression provient de l'augmentation des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission qui ont réalisé un accroissement de 10,7% ou +13.050MDH se situant à 135.401MDH contre 122.351MDH en 2003.

De leur côté, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôt ont enregistré une progression de +76,9% ou +3.930MDH par rapport à l'année 2003 : 9.040MDH contre 5.110MDH.

AVOIRS EXTERIEURS*Millions de dirhams*

	DECEMBRE 2003	DECEMBRE 2004	EVOLUTION	
			MDH	%
I- Avoirs extérieurs bruts :				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>123 534</u>	<u>137 188</u>	<u>+13 654</u>	<u>+11,1</u>
- avoirs en or	1 960	1 960	-	-
- avoirs en devises convertibles	119 029	132 683	+13 654	+11,5
- avoirs en D.T.S	983	988	+5	+0,5
- souscription au FMI - Tranche de réserve	1 294	1 294	-	-
- souscription au Fonds Monétaire Arabe	268	263	-5	-1,9
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>8 713</u>	<u>12 392</u>	<u>+3 679</u>	<u>+42,2</u>
TOTAL	<u>132 247</u>	<u>149 580</u>	<u>+17 333</u>	<u>+13,1</u>
II Engagements extérieurs				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>1 183</u>	<u>1 787</u>	<u>+604</u>	<u>+51,1</u>
- compte des organismes internationaux	200	192	-8	-4,0
- autres engagements	983	1 595	+612	+62,3
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>3 603</u>	<u>3 352</u>	<u>-251</u>	<u>-7,0</u>
TOTAL	<u>4 786</u>	<u>5 139</u>	<u>+353</u>	<u>+7,4</u>
III - Avoirs extérieurs nets (I-II)				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>122 351</u>	<u>135 401</u>	<u>+13 050</u>	<u>+10,7</u>
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>5 110</u>	<u>9 040</u>	<u>+3 930</u>	<u>+76,9</u>
TOTAL	<u>127 461</u>	<u>144 441</u>	<u>+16 980</u>	<u>+13,3</u>

Source: Bank Al Maghrib



*RESULTATS
DE LA BALANCE
COMMERCIALE*

RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE

=====

*PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES**

A- TRANSACTIONS COMMERCIALES TOTALES

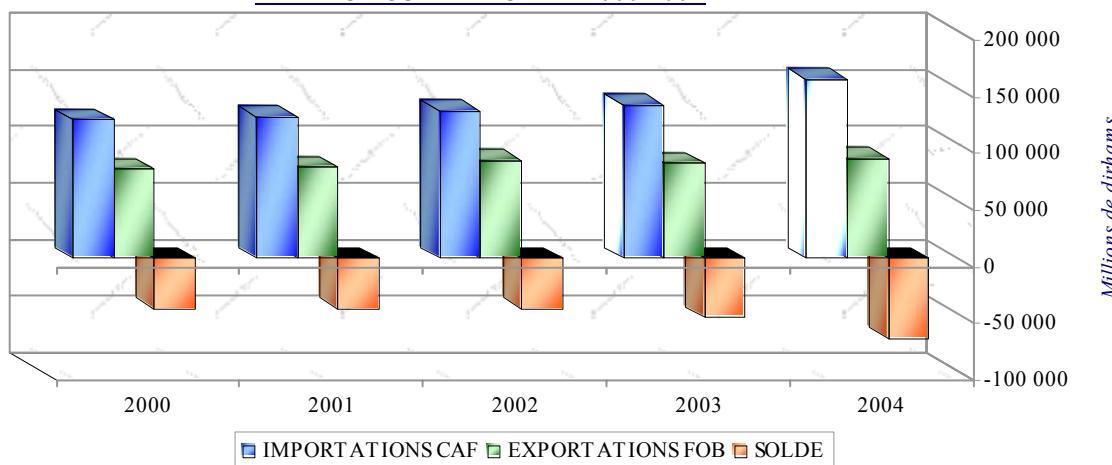
En 2004, les échanges commerciaux avec l'extérieur se sont accrus de 11,8%. La hausse des importations a été de 16,1% et celle des exportations de 4,8%.

Le déficit commercial s'est, ainsi, aggravé de 34,2% et le taux de couverture des importations par les exportations a régressé de 61,7% en 2003 à 55,7% en 2004.

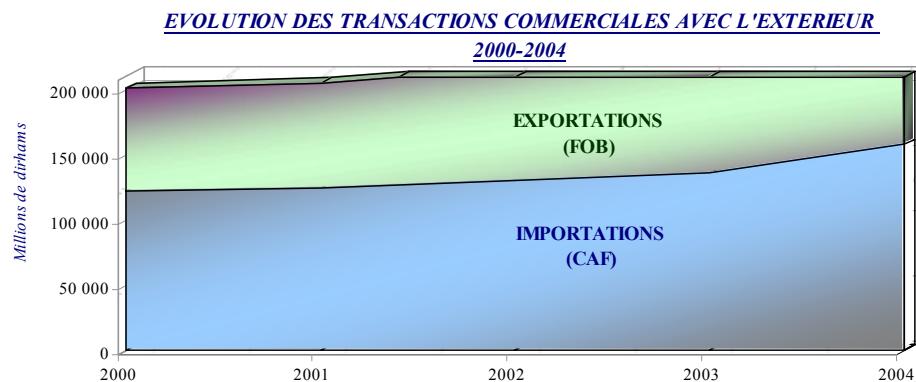
BALANCE COMMERCIALE 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004	EVOLUTION	
						MDH	%
TRANSACTIONS TOTALES	201 353,5	205 384,5	216 798,1	219 957,5	245 817,7	+25 860,2	+11,8
IMPORTATIONS CAF	122 526,8	124 717,8	130 408,9	136 070,1	157 921,2	+21 851,1	+16,1
EXPORTATIONS FOB	78 826,7	80 666,7	86 389,2	83 887,4	87 896,5	+4 009,1	+4,8
SOLDE	-43 700,1	-44 051,1	-44 019,7	-52 182,7	-70 024,7	+17 842,0	+34,2
TAUX DE COUVERTURE (%)	64,3	64,7	66,2	61,7	55,7	-	-

BALANCE COMMERCIALE 2000-2004



* Les transactions sur marchandises font l'objet de la publication de l'Office des Changes intitulée « Balance Commerciale » qui est entièrement consacrée aux résultats du commerce extérieur.

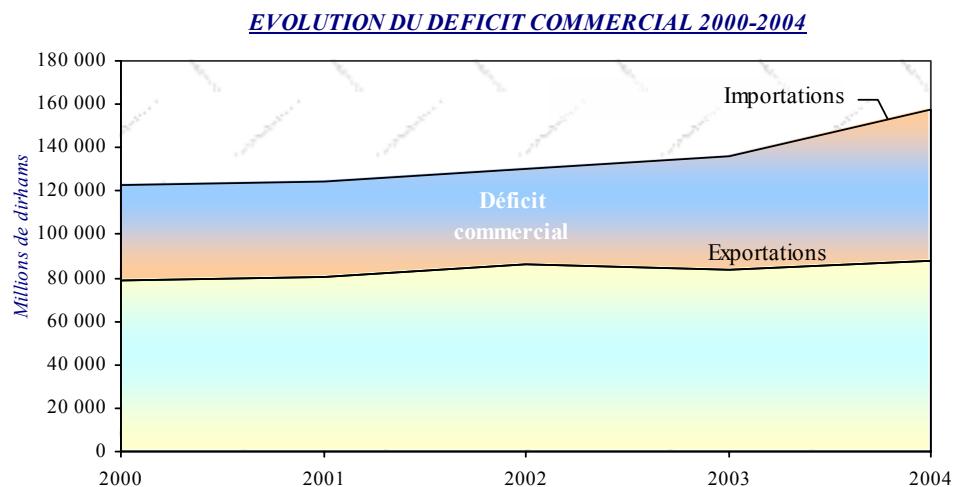


1) Importations

Les importations évaluées CAF, ont enregistré une hausse de 16,1% ou +21.851,1MDH : 157.921,2MDH contre 136.070,1MDH en 2003 pour un volume en accroissement de 7,7% : 31.073,7mt contre 28.848,2mt une année auparavant. En conséquence, le prix moyen de la tonne importée s'est renchéri de 7,7% : 5.082DH contre 4.717DH.

2) Exportations

Au terme de l'année 2004, les exportations évaluées FOB, ont progressé de 4,8% ou +4.009,1MDH : 87.896,5MDH contre 83.887,4MDH en 2003. En volume, elles se sont accrues de 11,6% : 23.267,2mt contre 20.851,3mt une année auparavant. Néanmoins, le prix moyen de la tonne exportée a accusé une régression de 6,1% par rapport à l'année précédente : 3.778DH contre 4.023DH.



3) Solde de la balance commerciale

Les transactions commerciales réalisées au terme de l'année 2004 se sont soldées par un déficit commercial en aggravation de 34,2% ou +17.842MDH : -70.024,7MDH contre -52.182,7MDH en 2003.

B- INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR

EVOLUTION DU PIB, DES ECHANGES COMMERCIAUX ET DU SOLDE COMMERCIAL

ANNEE	PIB*	IMPORTATIONS CAF	EXPORTATIONS FOB	TRANSACTIONS TOTALES	SOLDE COMMERCIAL
1994	279 323	76 059,1	50 965,2	127 024,3	-25 093,9
1995	281 702	85 493,4	58 672,4	144 165,8	-26 821,0
1996	319 340	84 612,3	60 012,8	144 625,1	-24 599,5
1997	318 342	90 712,3	67 056,8	157 769,1	-23 655,5
1998	344 006	98 675,5	68 607,5	167 283,0	-30 068,0
1999	345 594	105 931,0	73 616,7	179 547,7	-32 314,3
2000	354 208	122 526,8	78 826,7	201 353,5	-43 700,1
2001	383 185	124 717,8	80 666,7	205 384,5	-44 051,1
2002	397 782	130 408,9	86 389,2	216 798,1	-44 019,7
2003	419 486	136 070,1	83 887,4	219 957,5	-52 182,7
2004	443 672	157 921,2	87 896,5	245 817,7	-70 024,7

PIB en prix courants, Source: Haut Commissariat au Plan

1) Taux de couverture

En 2004, le taux de couverture des importations par les exportations s'est chiffré à 55,7% contre 61,7% soit un recul de 6points. Comparativement à la moyenne des années 2000 à 2003 soit 64,2%, ce taux a baissé de 8,5points.

2) Taux d'ouverture

Le taux d'ouverture, exprimé par le rapport de la valeur globale des échanges commerciaux au Produit Intérieur Brut, s'est établi à 55,4% contre 52,4% en 2003, soit une augmentation de 3 points.

3) Taux d'exportation

L'effort à l'exportation, mesuré par le rapport entre les exportations et le PIB, s'est stabilisé à 19,8% en 2004 (contre 20% en 2003), ce ratio avait atteint 22,3% en 2000.

4) Taux de pénétration

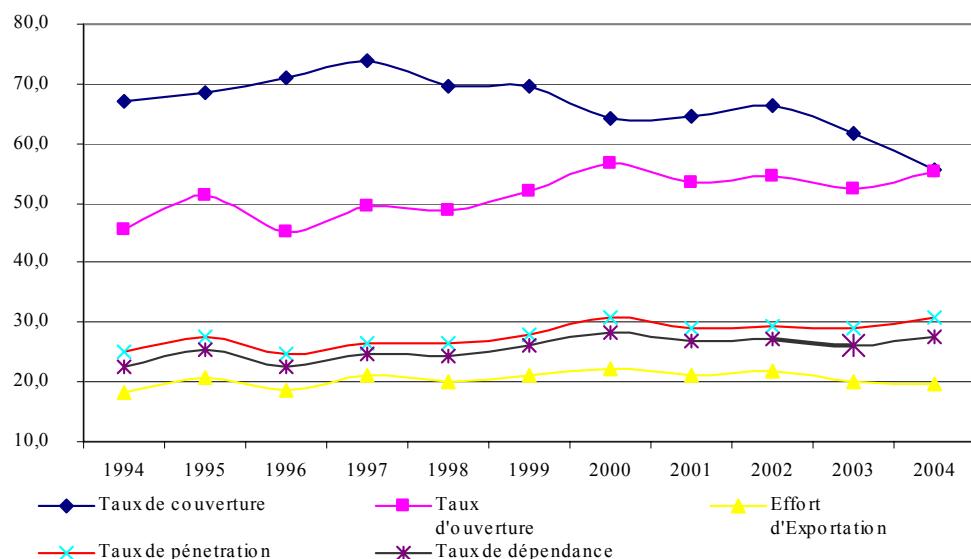
Le taux de pénétration des importations, c'est-à-dire la proportion de la demande intérieure satisfaite par les importations, s'est situé en 2004 à 30,7% soit +1,9point par rapport à 2003 (28,8%). Ce résultat est dû à la hausse de 16,1% des importations, plus importante que celle du PIB qui s'est située à 5,7%.

5) Taux de dépendance

Ce ratio qui représente le rapport entre les transactions commerciales globales (divisées par deux) et le PIB permet d'évaluer la dépendance d'une économie vis-à-vis du commerce extérieur. Il s'est établi à 27,7% contre 26,2% en 2003.

EVOLUTION DES RATIOS DU COMMERCE EXTERIEUR EN %

ANNEE	Taux de couverture	Taux d'ouverture	Effort d'Exportation	Taux de pénétration	Taux de dépendance
1994	67,0	45,5	18,2	25,0	22,7
1995	68,6	51,2	20,8	27,7	25,6
1996	70,9	45,3	18,8	24,6	22,6
1997	73,9	49,6	21,1	26,5	24,8
1998	69,5	48,6	19,9	26,4	24,3
1999	69,5	52,0	21,3	28,0	26,0
2000	64,3	56,8	22,3	30,8	28,4
2001	64,7	53,6	21,1	29,2	26,8
2002	66,2	54,5	21,7	29,5	27,3
2003	61,7	52,4	20,0	28,8	26,2
2004	55,7	55,4	19,8	30,7	27,7



IMPORTATIONS

Au terme de l'année 2004, les importations, évaluées CAF, se sont inscrites en hausse de 16,1% ou +21.851,1MDH totalisant 157.921,2MDH contre 136.070,1MDH une année auparavant. Le volume importé a augmenté de 7,7% : 31.073,7 mt contre 28.848,2mt en 2003. Le prix moyen à l'importation s'est, en conséquence, apprécié de 7,7% ou +365 DH/T: 5.082DH/T contre 4.717DH/T une année auparavant.

La hausse des importations a concerné la totalité des groupes de produits. Il a été importante notamment pour les demi-produits, les produits énergétiques, les biens d'équipement et les produits finis de consommation.

IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

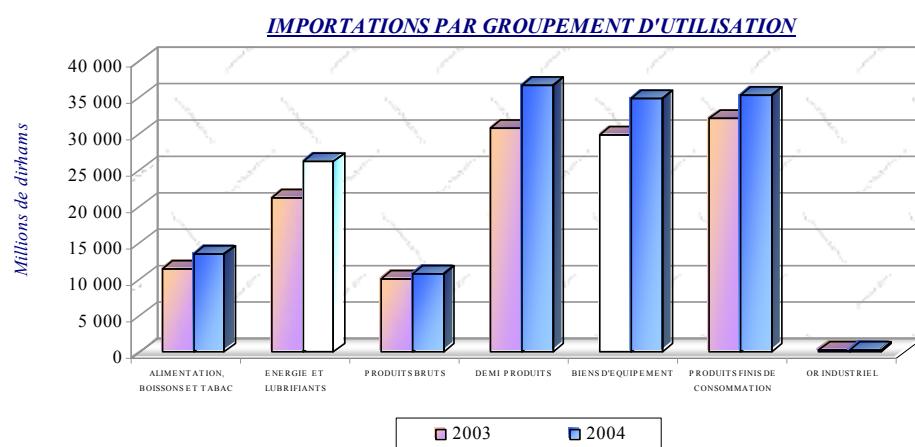
GROUPEMENT D'UTILISATION	POIDS				VALEUR				PRIX MOYEN*		
	2003 1000T	2004 1000T	Evol %	Part %	2003 MDH	2004 MDH	Evol %	Part %	2003 DH/T	2004 DH/T	Evol %
ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC	4 729,5	5 495,7	+16,2	17,7	11 430,8	13 605,6	+19,0	8,6	2 417	2 476	+2,4
ENERGIE ET LUBRIFIANTS	13 037,2	14 135,7	+8,4	45,5	21 181,4	26 214,3	+23,8	16,6	1 625	1 854	+14,1
PRODUITS BRUTS	5 154,6	5 259,7	+2,0	16,9	10 178,6	10 793,6	+6,0	6,8	1 975	2 052	+3,9
• D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE	1 921,2	1 876,9	-2,3	6,0	7 324,7	7 624,3	+4,1	4,8	3 813	4 062	+6,5
• D'ORIGINE MINERALE	3 233,4	3 382,8	+4,6	10,9	2 853,9	3 169,3	+11,1	2,0	883	937	+6,1
DEMI PRODUITS	4 876,7	5 092,5	+4,4	16,4	30 815,4	36 682,4	+19,0	23,3	6 319	7 203	+14,0
BIENS D'EQUIPEMENT	506,6	465,5	-8,1	1,5	29 974,8	34 907,4	+16,5	22,1	59 169	74 989	+26,7
• AGRICOLE	27,4	32,5	+18,6	0,1	1 004,0	1 229,3	+22,4	0,8	36 585	37 769	+3,2
• INDUSTRIEL	479,2	433,0	-9,6	1,4	28 970,8	33 678,1	+16,2	21,3	60 458	77 769	+28,6
PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION	543,6	624,6	+14,9	2,0	32 214,0	35 400,4	+9,9	22,4	59 260	56 676	-4,4
OR INDUSTRIEL	-	-	-	-	275,1	317,5	+15,4	0,2	-	-	-
TOTAL	28 848,2	31 073,7	+7,7	100,0	136 070,1	157 921,2	+16,1	100,0	4 717	5 082	+7,7

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

L'évolution de la structure des importations fait ressortir :

- la hausse des parts des produits énergétiques (16,6% contre 15,6%) et des demi-produits (23,3% contre 22,6%) ;
- la stabilité des parts des produits alimentaires (8,6% contre 8,4%), des biens d'équipement (22,1% contre 22%) et de l'or industriel (0,2%) ;
- Le recul des parts des produits bruts (6,8% contre 7,5%) et des produits finis de consommation (22,4% contre 23,7%).

Malgré ces modifications, la structure des importations demeure prédominée par trois groupes de produits : les biens de consommation, les demi-produits et les biens d'équipement qui en représentent 67,8% contre 68,3% une année auparavant.



A- STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

1) Alimentation, boissons et tabac

À fin 2004, les importations de **produits alimentaires** ont augmenté de 19% ou +2.174,8MDH: 13.605,6MDH contre 11.430,8MDH en 2003. En volume, la hausse a été de 16,2% ou +766,2mt (5.495,7mt contre 4.729,5mt). Ainsi le prix moyen à l'importation des produits alimentaires s'est inscrit en hausse de 2,4% ou +59DH/T pour atteindre 2.476DH/T contre 2.417DH/T une année auparavant. La part des produits alimentaires dans le total des importations s'est stabilisée à 8,6% (8,4% en 2003).

IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Produits	2003				2004				Evolution	
	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moyen DH/T *	Part %	1000 T	Valeur MDH	Prix moyen DH/T *	Part %	Valeur	
									MDH	%
Céréales	3 410,9	5 367,0	1 573	47,0	4 067,3	7 004,6	1 722	51,4	+1 637,6	+30,5
Sucre	550,2	1 095,3	1 991	9,6	600,6	1 093,4	1 821	8,0	-1,9	-0,2
Thé	44,9	609,8	13 574	5,3	45,7	647,0	14 167	4,8	+37,2	+6,1
Tabacs	10,1	645,7	64 206	5,6	10,6	635,4	60 025	4,7	-10,3	-1,6
Produits Laitiers	59,4	888,3	14 978	7,8	51,6	950,2	18 415	7,0	+61,9	+7,0
Café	33,1	272,3	8 229	2,4	32,6	260,6	8 004	1,9	-11,7	-4,3
Autres produits	620,9	2 552,4	4 111	22,3	687,3	3 014,4	4 386	22,2	+462,0	+18,1
TOTAL	4 729,5	11 430,8	2 417	100,0	5 495,7	13 605,6	2 476	100,0	+2 174,8	+19,0

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

2) Energie et lubrifiants

Après avoir enregistré une hausse de 5% ou +999,8MDH en 2003, **la facture énergétique** s'est alourdie au terme de l'année 2004 de 23,8% ou +5.032,9MDH passant à 26.214,3MDH contre 21.181,4MDH.

Cette hausse est due particulièrement aux achats de **pétrole brut** qui ont atteint 14.539MDH contre 9.222,3MDH soit un accroissement de 57,7% ou +5.316,7MDH, ce qui **représente 24,3% de l'accroissement global des importations**. En volume, la progression a été de 32,2% ou +1.484,3mt: 6.098,2mt contre 4.613,9mt en 2003. Le prix moyen de la tonne importée s'est, ainsi, apprécié de 19,3%: 2.384DH/T contre 1.999DH/T.

IMPORTATIONS DE PRODUITS ENERGETIQUES

Produits	2003		2004		Evolution	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	Valeur	
					MDH	%
Pétrole brut	9 222,3	43,5	14 539,0	55,4	+5 316,7	+57,7
Gaz de pétrole	3 496,5	16,5	3 901,1	14,9	+404,6	+11,6
Gas oils et fuel oils	4 375,4	20,7	3 200,5	12,2	-1 174,9	-26,9
Houille crue et agglomérée	1 925,8	9,1	3 163,0	12,1	+1 237,2	+64,2
Huiles de pétrole et lubrifiants	1 004,0	4,7	763,5	2,9	-240,5	-24,0
Energie électrique	50,0	0,2	72,8	0,3	+22,8	+45,6
Autres	1 107,4	5,3	574,4	2,2	-533,0	-48,1
TOTAL	21 181,4	100,0	26 214,3	100,0	+5 032,9	+23,8

3) Produits bruts

Les importations de **produits bruts** se sont établies à 10.793,6MDH contre 10.178,6MDH en 2003, soit une hausse de 6% ou +615MDH.

Cette évolution est à attribuer aussi bien aux acquisitions de **produits bruts d'origine animale et végétale** (+4,1% ou +299,6MDH soit 7.624,3MDH contre 7.324,7MDH en 2003) qu'aux **produits bruts d'origine minérale** (+11,1% ou +315,4MDH soit 3.169,3MDH contre 2.853,9MDH une année auparavant).

IMPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS

	2003		2004		Evolution	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	%
PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE	7 324,7	72,0	7 624,3	70,6	+299,6	+4,1
Bois bruts, équarris ou sciés	1 969,7	19,3	2 041,8	18,9	+72,1	+3,7
Huiles végétales brutes	1 960,1	19,3	1 840,3	17,1	-119,8	-6,1
Graines et fruits oléagineux	1 149,5	11,3	1 332,2	12,3	+182,7	+15,9
Coton	438,3	4,3	423,2	3,9	-15,1	-3,4
Autres produits bruts d'origine animale et végétale	1 807,1	17,8	1 986,8	18,4	+179,7	+9,9
PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE	2 853,9	28,0	3 169,3	29,4	+315,4	+11,1
Soufres bruts non raffinés	1 618,1	15,9	1 941,3	18,0	+323,2	+20,0
Fibres textiles synthétiques	676,5	6,6	664,4	6,2	-12,1	-1,8
Autres produits bruts d'origine minérale	559,3	5,5	563,6	5,2	+4,3	+0,8
TOTAL	10 178,6	100,0	10 793,6	100,0	+615,0	+6,0

4) Demi-produits

Les achats de **demi-produits** se sont accrues de 19% ou +5.867DH passant de 30.815,4MDH en 2003 à 36.682,4MDH. Parallèlement, leur part dans le total des importations est passée de 22,6% en 2003 à 23,3% en 2004. Ils demeurent ainsi le deuxième groupe de produits à l'importation.

IMPORTATIONS DE DEMI-PRODUITS

Produits	2003		2004		Evolution	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	%
Fer et acier en blooms et ébauches	3 081,0	10,0	5 070,7	13,8	+1 989,7	+64,6
Produits chimiques	4 214,6	13,7	4 767,6	13,0	+553,0	+13,1
Matières plastiques artificielles	3 627,7	11,8	4 154,4	11,3	+526,7	+14,5
Composants électroniques (Transistors)	1 678,5	5,4	2 540,6	6,9	+862,1	+51,4
Papiers et cartons	2 065,7	6,7	2 254,9	6,1	+189,2	+9,2
Fils, barres, profiles en fer et acier	1 150,5	3,7	1 377,2	3,8	+226,7	+19,7
Plats, tôles feuillards en fer ou en acier	892,9	2,9	1 017,6	2,8	+124,7	+14,0
Désinfectants	783,7	2,5	892,6	2,4	+108,9	+13,9
Cuivre	632,0	2,1	811,5	2,2	+179,5	+28,4
Fils de fibres synthétiques et artificielles	870,0	2,8	779,0	2,1	-91,0	-10,5
Barres, tôles, feuilles et tubes en aluminium	608,1	2,0	728,5	2,0	+120,4	+19,8
Cuir et peaux	726,3	2,4	693,8	1,9	-32,5	-4,5
Autres	10 484,4	34,0	11 594,0	31,6	+1 109,6	+10,6
TOTAL	30 815,4	100,0	36 682,4	99,9	+5 867,0	+19,0

5) Biens d'équipement

Les **biens d'équipement** qui se maintiennent au troisième rang parmi les groupes de produits à l'importation, se sont accrus de 16,5% ou +4.932,6MDH soit 34.907,4MDH contre 29.974,8MDH une année auparavant. Cet accroissement a concerné tant les biens finis d'équipement industriel (+16,2% ou +4.707,3MDH) que ceux d'équipement agricole (+22,4% ou +225,3MDH).

IMPORTATIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT

Produits	2003		2004		Evolution	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	%
PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL						
Machines et appareils divers	5 603,8	18,7	6 247,7	17,9	+643,9	+11,5
Voitures industrielles	2 419,8	8,1	2 514,7	7,2	+94,9	+3,9
Fils et câbles pour l'électricité	1 040,5	3,5	1 845,7	5,3	+805,2	+77,4
Appareils de coupure électriques	1 854,5	6,2	1 621,7	4,6	-232,8	-12,6
Matériel à broyer, à agglomérer	1 026,1	3,4	1 126,9	3,2	+100,8	+9,8
Appareils électriques pour téléphonie	678,8	2,3	1 126,2	3,2	+447,4	+65,9
Avions	2 136,1	7,1	1 112,8	3,2	-1 023,3	-47,9
Réservoirs, bouteilles et fûts métalliques	680,6	2,3	851,1	2,4	+170,5	+25,1
Matériel d'extraction	520,9	1,7	838,2	2,4	+317,3	+60,9
Pompes et compresseurs	723,5	2,4	791,9	2,3	+68,4	+9,5
Ascenseurs, appareils de levage et manutention	578,9	1,9	756,4	2,2	+177,5	+30,7
Moteurs à pistons et autres moteurs	625,8	2,1	641,8	1,8	+16,0	+2,6
Machines, appareils pour industries alimentaires	392,1	1,3	615,2	1,8	+223,1	+56,9
Appareils émetteurs radio	354,2	1,2	528,9	1,5	+174,7	+49,3
Machines textiles	783,4	2,6	465,3	1,3	-318,1	-40,6
Bandages pneumatiques, chambre à air pour voitures industrielles	422,7	1,4	463,2	1,3	+40,5	+9,6
Machines outils	352,2	1,2	414,1	1,2	+61,9	+17,6
Machines génératrices et moteurs électriques	643,8	2,2	320,9	0,9	-322,9	-50,2
Autres	8 133,1	27,2	11 395,4	32,7	+3 262,3	+40,1
PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE						
Tracteurs agricoles	551,6	1,8	719,3	2,1	+167,7	+30,4
Machines et outils agricoles	452,1	1,5	509,2	1,5	+57,1	+12,6
Autres	0,3	-	0,8	-	+0,5	-
TOTAL	29 974,8	100,0	34 907,4	100,0	+4 932,6	+16,5

6) Produits finis de consommation

En dépit de la baisse de leur part de 1,3 point (22,4% contre 23,7%), les importations de **produits finis de consommation** demeurent le premier groupe de produits à l'importation avec un montant de 35.400,4MDH contre 32.214MDH en 2003 soit +9,9% ou +3.186,4MDH.

IMPORTATIONS DE BIENS DE CONSOMMATION

Produits	2003		2004		Evolution	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	%
Tissus de coton	4 400,1	13,7	4 240,2	12,0	-159,9	-3,6
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	3 818,5	11,8	3 345,2	9,5	-473,3	-12,4
Voitures de tourisme	2 477,3	7,7	3 903,8	11,0	+1 426,5	+57,6
Appareils récepteurs radio et télévision*	2 472,0	7,7	3 549,8	10,0	+1 077,8	+43,6
Médicaments	2 126,0	6,6	2 168,1	6,1	+42,1	+2,0
Ouvrages en matières plastiques	1 652,3	5,1	1 705,6	4,8	+53,3	+3,2
Papiers finis et ouvrages en papier	881,6	2,7	1 106,4	3,1	+224,8	+25,5
Parties et pièces détachées pour voitures de tourisme	696,3	2,2	834,5	2,4	+138,2	+19,8
Tissus de laine, poil ou crin	516,8	1,6	593,3	1,7	+76,5	+14,8
Autres	13 173,1	40,9	13 953,5	39,4	+780,4	+5,9
TOTAL	32 214,0	100,0	35 400,4	100,0	+3 186,4	+9,9

* y compris les GSM

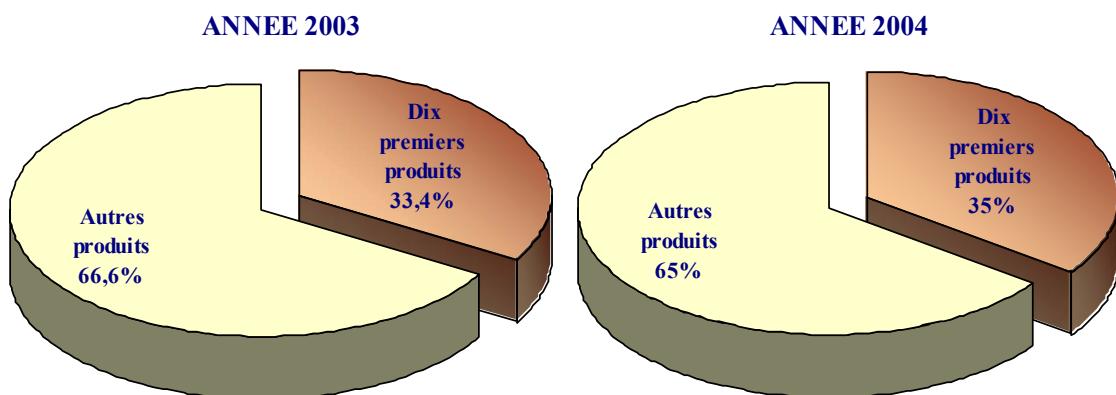
B- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

La répartition des importations par principaux produits, demeure caractérisée par la prédominance de quelques produits dont trente quatre interviennent pour 62,9% du total ou 99.330,2MDH (contre 61,1% ou 83.164MDH en 2003).

Parmi ces produits, il y a lieu de citer le **pétrole brut** dont la part a augmenté de 2,4points : (9,2% contre 6,8%) les **machines et appareils divers** : (4%), **le fer et acier en blooms et ébauches** (3,2%), **le blé** : (3,1%) et enfin, les **produits chimiques** : (3%).

Les dix premiers produits à l'importation représentent 35% du total contre 33,4% à fin 2003.

PART DES DIX PREMIERS PRODUITS A L'IMPORTATION



IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Produits	2003		Produits	2004	
	Valeur MDH	Part %		Valeur MDH	Part %
Huile brute de pétrole	9 222,3	6,8	Huile brute de pétrole	14 539,0	9,2
Machines et appareils divers	5 603,8	4,1	Machines et appareils divers	6 247,7	4,0
Tissus de coton	4 400,1	3,2	Fer et acier en blooms et ébauches	5 070,7	3,2
Gas-oils et fuel-oils	4 375,4	3,2	Blé	4 940,7	3,1
Produits chimiques	4 214,6	3,1	Produits chimiques	4 767,6	3,0
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	3 818,5	2,8	Tissus de coton	4 240,2	2,7
Blé	3 673,6	2,7	Matières plastiques artificielles	4 154,4	2,6
Matières plastiques artificielles	3 627,7	2,7	Voitures de tourisme	3 903,8	2,5
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	3 496,5	2,6	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	3 901,1	2,5
Fer et acier en blooms et ébauches	3 081,0	2,3	Appareils récepteurs radio et télévision	3 549,8	2,2
Voitures de tourisme	2 477,3	1,8	Tissus de fibres synthétiques et artificielles	3 345,2	2,1
Appareils récepteurs radio et télévision	2 472,0	1,8	Gasolfs et fuel-oils	3 200,5	2,0
Voitures industrielles	2 419,8	1,8	Houille crue, agglomérés et coke	3 163,0	2,0
Avions	2 136,1	1,6	Composants électroniques (Transistors)	2 540,6	1,6
Médicaments	2 126,0	1,6	Voitures industrielles	2 514,7	1,6
Papiers et cartons	2 065,7	1,5	Papiers et cartons	2 254,9	1,4
Bois bruts, équarris ou sciés	1 969,7	1,4	Médicaments	2 168,1	1,4
Huiles végétales brutes	1 960,1	1,4	Bois bruts, équarris ou sciés	2 041,8	1,3
Houilles crues, agglomérées et coke	1 925,8	1,4	Soufre brut	1 941,3	1,2
Appareils de coupe électrique	1 854,5	1,4	Fils et câbles pour l'électricité	1 845,7	1,2
Ouvrages en matières plastiques	1 652,3	1,2	Huiles végétales brutes	1 840,3	1,2
Soufres bruts et non raffinés	1 618,1	1,2	Mais	1 789,1	1,1
Mais	1 491,8	1,1	Ouvrages en matières plastiques	1 705,6	1,1
Articles de bonneterie	1 426,4	1,1	Appareils de coupures électriques	1 621,7	1,1
Fils, barres, palplanches, profilés en fer et acier	1 150,5	0,8	Articles de bonneterie	1 473,0	0,9
Graines et fruits oléagineux	1 149,5	0,8	Fils, barres, palplanches, profilés fer, acier	1 377,2	0,9
Sucre	1 095,3	0,8	Graines et fruits oléagineux	1 332,2	0,8
Fils et câbles pour l'électricité	1 040,5	0,8	Engrais naturels et chimiques	1 277,0	0,8
Matériel à broyer, à agglomérer	1 026,1	0,8	Matériel à broyer, à agglomérer	1 126,9	0,7
Huiles de pétrole et lubrifiants	1 004,0	0,7	Appareils électriques pour téléphonie, télégraphie	1 126,2	0,7
Engrais naturels et chimiques	944,5	0,7	Avions	1 112,8	0,7
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	892,9	0,7	Papiers finis et ouvrages en papiers	1 106,4	0,7
Papiers finis et ouvrages en papier	881,6	0,6	Sucre	1 093,4	0,7
Fils de fibres synthétiques et artificielles pour tissage	870,0	0,6	Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	1 017,6	0,7
Sous total	83 164,0	61,1	Sous total	99 330,2	62,9
Autres	52 906,1	38,9	Autres	58 591,0	37,1
Total des importations	136 070,1	100,0	Total des importations	157 921,2	100,0

C- IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

En 2004, les importations réalisées dans le cadre du régime de l'admission temporaire pour perfectionnement actif (avec et sans paiement) ont atteint 40.105,4MDH contre 36.646,9MDH en 2003, en hausse de 9,4% ou +3.458,5MDH. Néanmoins, leur part dans les importations totales a baissé à 25,4% contre 26,9% en 2003.

PART DE L'ADMISSION TEMPORAIRE POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF DANS LES IMPORTATIONS

	2003		2004	
	Valeur en MDH	Part en %	Valeur en MDH	Part en %
Importations en admission temporaire pour perfectionnement actif	36 646,9	26,9	40 105,4	25,4
- Importations en ATPA sans paiement	19 884,0	14,6	20 551,3	13,0
- Importations en ATPA avec paiement	16 762,9	12,3	19 554,1	12,4
Autres	99 423,2	73,1	117 815,8	74,6
TOTAL GENERAL	136 070,1	100,0	157 921,2	100,0

La hausse a concerné les admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement : +16,7% ou +2.791,2MDH (19.554,1MDH contre 16762,9MDH) et dans une moindre mesure les admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement : +3,4% ou +667,3MDH (20.551,3MDH contre 19.884MDH).

EXPORTATIONS

Au terme de l'année 2004, les exportations évaluées FOB se sont inscrites en hausse de 4,8% ou +4.009,1MDH s'établissant à 87.896,5MDH contre 83.887,4MDH en 2003. Le volume exporté a réalisé une augmentation de 11,6% ou +2.415,9mt : 23.267,2mt contre 20.851,3mt une année auparavant.

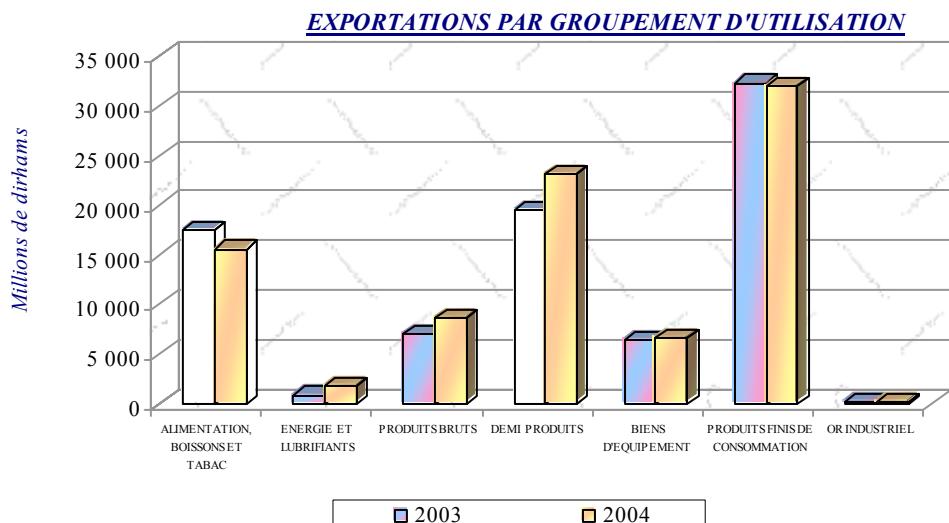
L'accroissement a été relevé au niveau des demi-produits : +18,3% ou +3.577MDH, des produits bruts : +23,6% ou -1.647,7MDH, des produits énergétiques : +98,2% ou +872,9MDH et des biens d'équipement : +2,7% ou +172,6MDH.

Par contre, les produits alimentaires ont baissé de 10,8% ou -1.890,1MDH et l'or industriel de 29,7% ou -61,2MDH. Enfin, les ventes de produits finis de consommation sont restées stables (31.984,8MDH contre 32.294,6MDH).

EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

GROUPEMENT D'UTILISATION	POIDS				VALEUR				PRIX MOYEN		
	2003 1000T	2004 1000T	Evol %	Part %	2003 MDH	2004 MDH	Evol %	Part %	2003 DH/T	2004 DH/T	Evol %
ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC	1 553,1	1 584,9	+2,0	6,8	17 472,5	15 582,4	-10,8	17,7	11 250	11 250	-
ENERGIE ET LUBRIFIANTS	467,0	958,3	+105,2	4,1	888,9	1 761,8	+98,2	2,1	1 903	1 838	-3,4
PRODUITS BRUTS	13 553,8	14 982,5	+10,5	64,4	6 984,8	8 632,5	+23,6	9,8	515	576	+11,8
• PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE	212,8	245,3	+15,3	1,1	1 990,4	2 579,3	+29,6	2,9	9 355	9 355	-
• PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE	13 341,0	14 737,2	+10,5	63,3	4 994,4	6 053,2	+21,2	6,9	374	411	+9,7
DEMI PRODUITS	4 986,1	5 416,8	+8,6	23,3	19 564,2	23 141,2	+18,3	26,3	3 924	4 272	+8,9
BIENS D'EQUIPEMENT	66,2	87,3	+31,9	0,4	6 476,6	6 649,2	+2,7	7,5	97 834	76 165	-22,1
• PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE	0,1	0,2	+100,0	-	15,8	20,7	+31,0	-	158 000	103 500	-34,5
• PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL	66,1	87,1	+31,8	0,4	6 460,8	6 628,5	+2,6	7,5	97 657	97 657	-
PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION	225,1	237,4	+5,5	1,0	32 294,6	31 984,8	-1,0	36,4	143 449	143 449	-
OR INDUSTRIEL	-	-	-	-	205,8	144,6	-29,7	0,2	-	-	-
TOTAL GENERAL	20 851,3	23 267,2	+11,6	100,0	83 887,4	87 896,5	+4,8	100,0	4 023	3 778	-6,1

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.



A- STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

La structure des exportations est prédominée par trois groupes de produits : les produits finis de consommation (36,4% contre 38,5%), les demi-produits (26,3% contre 23,3%) et les produits alimentaires (17,7% contre 20,8%). La part globale de ces groupes de produits s'élève à 80,4% au lieu de 82,6% en 2003.

1) Alimentation, boissons et tabac

Au terme de l'année 2004, les exportations de produits alimentaires ont enregistré un recul de 10,8% ou -1.890,1MDH: 15.582,4MDH contre 17.472,5MDH en 2003. Parallèlement, leur part dans le total des exportations a régressé à 17,7% contre 20,8%.

EXPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Produits	2003			2004			Evolution Valeur	
	Poids (1000T)	Valeur (MDH)	Part %	Poids (1000T)	Valeur (MDH)	Part %	MDH	%
Produits de la mer *	277,6	9 123,1	52,2	229,3	7 155,2	46,0	-1 967,9	-21,6
Agrumes	462,9	2 326,3	13,3	426,4	2 233,7	14,3	-92,6	-4,0
Primeurs	341,9	2 303,7	13,2	435,2	2 398,9	15,4	+95,2	+4,1
Conсерves de légumes	64,9	930,0	5,3	86,9	1 156,1	7,4	+226,1	+24,3
Autres produits	405,8	2 789,4	16,0	407,1	2 638,5	16,9	-150,9	-5,4
TOTAL	1 553,1	17 472,5	100,0	1 584,9	15 582,4	100,0	-1 890,1	-10,8

(*) Non compris la farine et poudre de poissons ainsi que les produits de la mer inclus dans les produits bruts d'origine animale et végétale (algues, agar-agar, etc)

2) Energie et lubrifiants

Les exportations de produits énergétiques se sont accrues de 98,2% ou +872,9MDH atteignant : 1.761,8MDH contre 888,9MDH. En volume, elles ont plus que doublé passant à 958,3mt contre 467mt. En conséquence, leur part dans le total s'est établie à 2,1% contre 1,1% en 2003. Cette part reste inférieure aux niveaux enregistrés au cours des années antérieures : 4,2% en 2001.

Les ventes de produits énergétiques se composent, essentiellement, des produits pétroliers raffinés réexportés en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif.

3) Produits bruts

Les exportations de **produits bruts** ont enregistré une hausse de 23,6% ou +1.647,7MDH : 8.632,5MDH contre 6.984,8MDH en 2003. Leur part dans le total des exportations a progressé de 1,4point : 9,8% au lieu de 8,4% en 2003.

Cette baisse a concerné aussi bien les produits bruts **d'origine minérale** que les produits bruts **d'origine animale et végétale**.

Les ventes de **produits bruts d'origine minérale** se sont inscrites en hausse de 21,2% ou +1.058,8MDH : 6.058,2MDH contre 4.994,4MDH en 2003.

EXPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS

Produits	2003		2004		Evolution	
	VALEUR MDH	Part %	VALEUR MDH	Part %	Valeur MDH	%
Produits bruts d'origine animale & végétale	1 990,4	28,5	2 579,3	29,9	+588,9	+29,6
Huile d'olive brute et raffinée	72,2	1,0	482,4	5,6	+410,2	-
Pâte à papier	415,4	5,9	358,6	4,2	-56,8	-13,7
Boyaux frais, secs, salés	232,9	3,3	309,8	3,6	+76,9	+33,0
Agar-agar	176,3	2,5	176,0	2,0	-0,3	-0,2
Plantes et parties de plantes	167,0	2,4	157,2	1,8	-9,8	-5,9
Graisse et huile de poissons	111,3	1,6	159,4	1,8	+48,1	+43,2
Liège brut, élaboré et mi-ouvré	162,6	2,3	111,9	1,3	-50,7	-31,2
Algues	59,9	0,9	63,0	0,7	+3,1	+5,2
Autres	592,8	8,6	761,0	8,8	+168,2	+28,4
Produits bruts d'origine minérale	4 994,4	71,5	6 053,2	70,1	+1 058,8	+21,2
Phosphates	3 468,0	49,7	3 729,0	43,2	+261,0	+7,5
Ferraille, déchets, débris de fonte, fer et acier	325,6	4,7	755,6	8,8	+430,0	+132,1
Minerai de zinc	324,8	4,7	342,8	4,0	+18,0	+5,5
Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	143,9	2,1	238,6	2,8	+94,7	+65,8
Sulfate de baryum	140,3	2,0	140,0	1,6	-0,3	-0,2
Fluorine spath fluor	90,5	1,3	121,2	1,4	+30,7	+33,9
Autres	501,3	7,2	726,0	8,4	+224,7	+44,8
TOTAL	6 984,8	100,0	8 632,5	100,0	+1 647,7	+23,6

Les exportations de **produits bruts d'origine animale et végétale** ont augmenté de 28,1% ou +558,9MDH se situant à 2.579,3MDH contre 1.990,4MDH en 2003. Cette augmentation provient essentiellement des expéditions **d'huile d'olive brut et raffinée** : +410,2MDH (482,4MDH contre 72,2MDH).

4) Demi-produits

Les ventes de **demi-produits** ont réalisé une hausse de 18,3% ou +3.577MDH passant de 19.564,2MDH en 2003 à 23.141,2MDH en 2004. Leur part dans le total des exportations a ainsi gagné 3 points se situant à 26,3% au lieu de 23,3%.

EXPORTATIONS DE DEMI-PRODUITS

Produits	2003		2004		Evolution	
	VALEUR MDH	PART %	VALEUR MDH	PART %	Valeur	
					MDH	%
Acide phosphorique	4 855,9	24,8	6 320,0	27,3	+1 464,1	+30,2
Composants électroniques (Transistors)	5 696,9	29,1	5 511,1	23,8	-185,8	-3,3
Engrais naturels et chimiques	3 553,9	18,2	3 822,5	16,5	+268,6	+7,6
Tôles	279,7	1,5	833,8	3,7	+554,1	+198,1
Bois	243,4	1,2	358,1	1,5	+114,7	+47,1
Argent brut	299,5	1,5	333,0	1,4	+33,5	+11,2
Plomb brut	281,0	1,4	155,2	0,7	-125,8	-44,8
Cuir et peaux	106,6	0,6	125,1	0,5	+18,5	+17,4
Autres produits	4 247,3	21,7	5 682,4	24,6	+1 435,1	+33,8
TOTAL	19 564,2	100,0	23 141,2	100,0	+3 577,0	+18,3

5) Biens d'équipement

Les ventes de biens d'équipement se sont établies à 6.649,2MDH contre 6.476,6MDH en 2003 soit +2,7% ou +172,6MDH. Cette évolution a concerné essentiellement les biens d'équipement industriel : +2,6% ou +167,7MDH.

EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT

Produits	2003		2004		Evolution	
	VALEUR MDH	PART %	VALEUR MDH	PART %	Valeur	
					MDH	%
Fils et câbles pour l'électricité	3 835,0	59,2	3 649,3	54,9	-185,7	-4,8
Sous systèmes électroniques	356,9	5,5	107,6	1,6	-249,3	-69,9
Bandages et pneumatiques	121,6	1,9	140,2	2,1	+18,6	+15,3
Autres produits	2 163,1	33,4	2 752,1	41,4	+589,0	+27,2
TOTAL	6 476,6	100,0	6 649,2	100,0	+172,6	+2,7

6) Produits finis de consommation

Les **produits finis de consommation** qui constituent le premier groupe de produits à l'exportation avec une part de 36,4% contre 38,5% en 2003, ont porté sur un montant de 31.984,8MDH contre 32.294,6MDH soit une légère baisse de 1% ou -309,8MDH.

EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION

Produits	2003		2004		Evolution	
	VALEUR MDH	PART %	VALEUR MDH	PART %	Valeur MDH	%
Vêtements confectionnés	18 548,5	57,4	18 675,8	58,4	+127,3	+0,7
Articles de bonneterie	8 108,8	25,1	7 641,3	23,9	-467,5	-5,8
Chaussures	1 480,8	4,6	1 469,5	4,6	-11,3	-0,8
Pièces détachées pour voitures de tourisme	323,6	1,0	379,5	1,2	+55,9	+17,3
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	308,2	1,0	152,3	0,5	-155,9	-50,6
Maroquinerie, sacs et articles de voyage	209,9	0,7	224,3	0,7	+14,4	+6,9
Linge de maison	203,0	0,6	189,3	0,6	-13,7	-6,7
Tissu de coton	176,2	0,5	216,7	0,7	+40,5	+23,0
Autres produits	2 935,6	9,1	3 036,1	9,4	+100,5	+3,4
TOTAL	32 294,6	100,0	31 984,8	100,0	-309,8	-1,0

B- EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Ventilées par principaux produits, les exportations sont prédominées par une trentaine de produits dont la part globale s'élève à 79,9% contre 82,7% en 2003.

Les dix premiers produits interviennent pour presque les deux tiers des exportations, 65,1% contre 69% en 2003. Parmi ces produits, il y a lieu de citer : les vêtements confectionnés (21,2% contre 22,1% en 2003), les articles de bonneterie (8,7% contre 9,7%), l'acide phosphorique (7,2% contre 5,8%), les composants électroniques (6,3% contre 6,8), les engrains naturels et chimiques (4,3% contre 4,2%), le phosphate brut (4,2% contre 4,1%), les fils et câbles pour l'électricité (4,2% contre 4,6%), et les poissons en conserve (3,6% contre 3,8%).

EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

PRODUITS	2003		PRODUITS	2004	
	VALEUR MDH	PART %		VALEUR MDH	PART %
Vêtements confectionnés	18 548,5	22,1	Vêtements confectionnés	18 675,8	21,2
Articles de bonneterie	8 108,8	9,7	Articles de bonneterie	7 641,3	8,7
Composants électroniques (transistors)	5 696,9	6,8	Acide phosphorique	6 320,0	7,2
Acide phosphorique	4 855,9	5,8	Composants électroniques (Transistors)	5 511,1	6,3
Crustacés, mollusques et coquillages	4 259,7	5,1	Engrais Naturels et Chimiques	3 822,5	4,3
Fils et câbles pour l'électricité	3 835,0	4,6	Phosphates	3 729,0	4,2
Engrais naturels et chimiques	3 553,9	4,2	Fils et cables pour l'électricité	3 649,3	4,2
Phosphates	3 468,0	4,1	Poissons en conserve	3 148,4	3,6
Poissons en conserve	3 229,2	3,8	Crustacés, mollusques et coquillages	2 657,2	3,0
Agrumes	2 326,3	2,8	Agrumes	2 233,7	2,5
Poissons frais, sales, séchés ou fumés	1 634,2	1,9	Chaussures	1 469,5	1,7
Chaussures	1 480,8	1,8	Poissons frais, salés, sèches ou fumés	1 349,6	1,5
Tomates fraîches	1 137,3	1,4	Légumes frais, congelés ou en saumure	1 228,5	1,4
Légumes frais, congelés ou en saumure	1 042,1	1,2	Conerves de légumes	1 156,1	1,3
Conerves de légumes	930,0	1,1	Tomates fraîches	1 000,5	1,1
Fruits frais, congelés ou en saumure	677,6	0,8	Tôles	833,8	0,9
Huile de pétrole et lubrifiants	442,7	0,5	Fruits frais, congelés ou en saumure	773,8	0,9
Pâte à papier	415,4	0,5	Ferraille, déchets, débris, fonte, fer et acier	755,6	0,9
Sous systèmes électroniques	356,9	0,4	Huile de Petrole et lubrifiants	614,1	0,7
Ferraille, déchets, débris de fonte, fer et acier	325,6	0,4	Huile d'olive brute et raffinée	482,4	0,5
Minerai de zinc	324,8	0,4	Pièces détachées pour voitures de tourisme	379,5	0,4
Pièces détachées pour voitures de tourisme	323,6	0,4	Pâte à papier	358,6	0,4
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	308,2	0,4	Bois	358,1	0,4
Argent brut	299,5	0,4	Minerai de zinc	342,8	0,4
Plomb brut	281,0	0,3	Argent brut	333,0	0,4
Tôles	279,7	0,3	Boyaux frais, secs, salés	309,8	0,4
Farine et poudre de poisson	245,5	0,3	Articles de sanitaire	243,5	0,3
Bois	243,4	0,3	Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	238,6	0,3
Articles de sanitaire	234,3	0,3	Maroquinerie, sacs et articles de voyage	224,3	0,3
Boyaux frais, secs, salés	232,9	0,3	Tissus de coton	216,7	0,2
Vêtements en cuir	223,4	0,3	Vêtements en cuir	205,8	0,2
Sous total	69 321,1	82,7	Sous total	70 262,9	79,9
<i>Autres produits</i>	<i>14 566,3</i>	<i>17,3</i>	<i>Autres produits</i>	<i>17 623,6</i>	<i>20,1</i>
Total des exportations	83 887,4	100,0	Total des exportations	87 886,5	100,0

Parmi ces produits trois ensembles de produits sont prépondérants : les produits textiles et d'habillement, les phosphates et dérivés et les produits de la mer.

**C- REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES
POUR PEFECTIONNEMENT ACTIF**

Au terme de l'année 2004, les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif **avec et sans paiement** se sont accrues de 6,9% ou +4.203,7MDH s'établissant à 65.010,4MDH contre 60.806,7MDH en 2003. Leur part dans le total des exportations est passée à 74,5% contre 72,5%. Cette évolution est due principalement aux réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif **avec paiement** (+16% ou +4.752,1MDH), en revanche celles effectuées **sans paiement** se sont inscrites en baisse (-1,8% ou -548,4MDH).

**PART DES ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF
DANS LES EXPORTATIONS**

	2003		2004	
	VALEUR EN MDH	PART EN %	VALEUR EN MDH	PART EN %
Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif				
- sans paiement	60 806,7	72,5	65 010,4	74,0
- avec paiement	31 017,5	37,0	30 469,1	34,7
- avec paiement	29 789,2	35,5	34 541,3	39,3
Exportations hors Admissions temporaires pour perfectionnement actif	23 080,7	27,5	22 886,1	26,0
TOTAL GENERAL	83 887,4	100,0	87 896,5	100,0

1) Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement

En 2004, les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement ont totalisé 34.541,3MDH contre 29.789,2MDH soit une hausse de 16% ou +4.752,1MDH.

**REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT
ACTIF AVEC PAIEMENT:**
VENTILATION PAR GOUPEMENT D'UTILISATION

	2003		2004		Evolution	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	%
ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC	2 417,0	8,1	2 461,1	7,1	+44,1	+1,8
ENERGIE ET LUBRIFIANTS	433,5	1,5	1 233,5	3,6	+800,0	+184,5
PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE	319,5	1,1	591,8	1,7	+272,3	+85,2
PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE	389,4	1,3	294,4	0,8	-95,0	-24,4
DEMI PRODUITS	12 219,7	41,0	16 045,7	46,5	+3 826,0	+31,3
PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT	4 349,7	14,6	4 280,8	12,4	-68,9	-1,6
PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION OR INDUSTRIEL	9 454,7	31,7	9 489,5	27,5	+34,8	+0,4
	205,7	0,7	144,5	0,4	-61,2	-29,8
TOTAL	29 789,2	100,0	34 541,3	100,0	+4 752,1	+16,0

2) Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement

Les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement se sont établies à 30.469,1MDH à fin 2003 contre 31.017,5MDH en 2002, soit une baisse de 1,8% ou -548,4MDH.

REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR
PERFECTIONNEMENT ACTIF SANS PAIEMENT:
VENTILATION PAR PRINCIPAUX PRODUITS

	2003		2004	
	VALEUR MDH	Part %	VALEUR MDH	Part %
<u>PRODUITS TEXTILES ET DE CUIR</u>	<u>21 847,0</u>	<u>70,4</u>	<u>21 260,2</u>	<u>69,9</u>
Vêtements confectionnés	14 527,8	46,8	14 193,9	46,6
Articles de bonneterie	5 076,1	16,4	4 964,8	16,3
Chaussures	1 004,3	3,2	969,5	3,2
Maroquinerie, sacs et Articles de voyages	91,6	0,3	124,2	0,4
Linge de maison	168,3	0,6	133,0	0,5
Autres	905,1	2,9	874,8	2,9
<u>PRODUITS ELECTRIQUES ET ELECRONIQUES</u>	<u>7 207,7</u>	<u>23,3</u>	<u>7 221,4</u>	<u>23,8</u>
Composants électroniques	5 690,1	18,4	5 510,1	18,2
Fils et câbles pour l'électricité	313,8	1,0	270,0	0,9
Autres	1 203,8	3,9	1 441,3	4,7
<u>AUTRES</u>	<u>1 962,8</u>	<u>6,3</u>	<u>1 987,5</u>	<u>6,3</u>
<u>TOTAL</u>	<u>31 017,5</u>	<u>100,0</u>	<u>30 469,1</u>	<u>100,0</u>



OPERATIONS DE VOYAGES

OPERATIONS DE VOYAGES

Pour l'année 2004, la balance Voyages a dégagé un solde excédentaire de 29.715,5MDH en hausse de 15,9% ou +4.078,1MDH par rapport à celui de l'année 2003 qui s'est situé à +25.637,4MDH. Cette hausse est imputable à la fois à l'amélioration des recettes (+12,7% ou +3.912,4MDH) et à la régression des dépenses (-3,2% ou -165,7MDH).

Comparativement à la moyenne des cinq dernières années soit 21.304MDH, ce solde a réalisé une expansion de 39,5% ou +8.411,5MDH.

EVOLUTION DES FLUX TOURISTIQUES

Le nombre des touristes ayant visité le Maroc au cours de l'année 2004 a enregistré une progression de 20,3% ou +503.269 atteignant 2.987.081 touristes contre 2.483.812 en 2003. Ces entrées se composent des touristes de séjour pour un total de 2.731.438 et des croisiéristes pour 255.643.

L'analyse de la répartition des entrées de touristes par pays de provenance permet de constater des améliorations remarquables au niveau des touristes français (+27,4% ou +250.941), espagnols (+141,8% ou +185.963) hollandais (+101,1% ou 36.801), anglais (+26,2% ou +35.143 touristes) et belges (+30,5% ou +24.759 touristes). Les principales régressions enregistrées ont affecté les entrées en provenance de pays dont les flux à destination du Maroc sont faibles en particulier le Danemark (-2,9% ou 450 touristes en moins) et la République Tchèque avec -19,5% ou 983 touristes en moins.

Le nombre de touristes en provenance des Etats-Unis commence à reprendre son niveau habituel marquant une hausse de 12.444 touristes soit +19,3% ; les entrées de touristes canadiens ont augmenté de 3.715 touristes ou +13,5%.

Quant aux touristes saoudiens leur nombre s'est inscrit en progression de 2.557 ou +8,8%, et celui des koweïtiens de +669 touristes ou +15,6%.

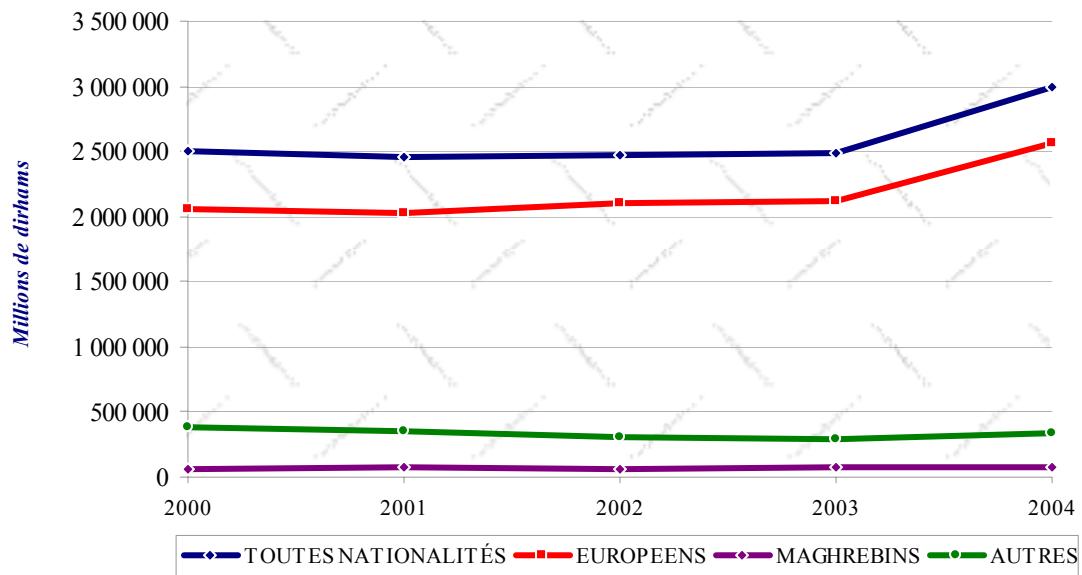
Enfin, le nombre de visiteurs maghrébins au Maroc a enregistré un accroissement de 8.744 touristes soit +11,9%.

EVOLUTION DU NOMBRE DE TOURISTES ETRANGERS *

ANNEES	2000	2001	2002	2003	2004
TOUTES NATIONALITÉS	2 505 704	2 456 922	2 477 572	2 483 812	2 987 081
Variation (%)	-1,6	-1,9	+0,8	+0,3	+20,3
EUROPEENS	2 054 294	2 032 140	2 108 481	2 118 484	2 563 507
Variation (%)	-0,6	-1,1	+3,8	+0,5	+21,0
MAGHREBINS	63 989	71 454	67 287	73 243	81 996
Variation (%)	+6,0	+11,7	-5,8	+8,9	+12,0
AUTRES	387 421	353 328	301 804	292 085	341 578
Variation (%)	-7,7	-8,8	-14,6	-3,2	+16,9

* y compris les croisiéristes dont le nombre est de 255.643 personnes au titre de l'année 2004

Source : Département du Tourisme



BALANCE VOYAGES

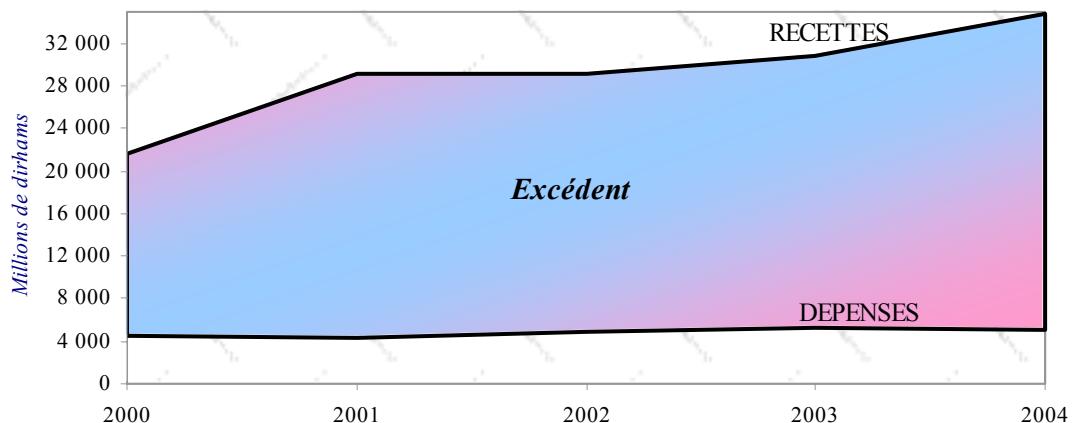
Le solde excédentaire de la balance Voyages enregistré en 2004, a atteint son niveau le plus élevé, passant à 29.715,5MDH contre 25.637,4MDH une année auparavant soit +15,9% ou +4.078,1MDH. L'amélioration des recettes Voyages de 12,7% ou +3.912,4MDH et la baisse des dépenses Voyages de 3,2% ou -165,7MDH sont à l'origine de ce résultat.

BALANCE VOYAGES*Millions de dirhams*

	ANNEES		EVOLUTION	
	2003	2004	MDH	%
RECETTES	<u>30 881,4</u>	<u>34 793,8</u>	<u>+3 912,4</u>	<u>+12,7</u>
Billets de banque	20 950,1	22 036,1	+1 086,0	+5,2
Virements bancaires	9 931,3	12 757,7	+2 826,4	+28,5
DEPENSES	<u>5 244,0</u>	<u>5 078,3</u>	<u>-165,7</u>	<u>-3,2</u>
Billets de banque	3 051,2	3 043,9	-7,3	-0,2
Virements bancaires	2 172,6	2 032,5	-140,1	-6,4
Virements postaux	20,2	1,9	-18,3	-90,6
SOLDES	<u>+25 637,4</u>	<u>+29 715,5</u>	<u>+4 078,1</u>	<u>+15,9</u>

EVOLUTION DE L'EXCEDENT DES OPERATIONS DE VOYAGES*Millions de dirhams*

ANNEES	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	2004
Excédent	+14 678,9	+17 145,3	+24 795,9	+24 262,6	+25 637,4	+21 304,0	+29 715,5

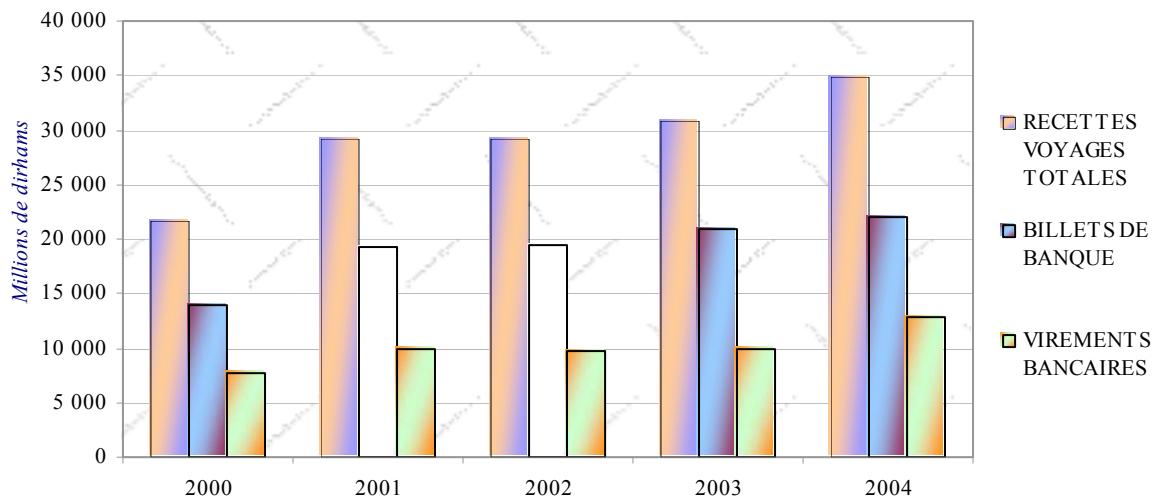
EVOLUTION DE L'EXCEDENT DES OPERATIONS DE VOYAGES**A- LES RECETTES**

Les recettes Voyages se sont améliorées de 12,7% ou +3.912,4MDH atteignant 34.793,8MDH contre 30.881,4MDH en 2003. Elles se composent à hauteur de 63,3% ou 22.036,1MDH des billets de banque et de 36,7% ou 12.757,7MDH des virements reçus par les opérateurs du secteur touristique.

EVOLUTION DES RECETTES VOYAGES

Millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
RECETTES VOYAGES TOTALES	21 666,4	29 195,8	29 159,2	30 881,4	34 793,8
Variation (%)	+13,4	+34,8	-0,1	+5,9	+12,7
BILLETS DE BANQUE	14 027,9	19 218,8	19 391,8	20 950,1	22 036,1
Variation (%)	+24,2	+37,0	+0,9	+8,0	+5,2
VIREMENTS BANCAIRES	7 638,5	9 977,0	9 767,4	9 931,3	12 757,7
Variation (%)	-2,3	+30,6	-2,1	+1,7	+28,5



1) Les recettes en billets de banque

Les cessions de devises billets de banque étrangers effectuées par les touristes étrangers à l'occasion de leur séjour au Maroc ont atteint 22.036,1MDH contre 20.950,1MDH soit +5,2% ou +1.086MDH.

La décomposition de ces recettes par devise permet de relever la prédominance de trois devises qui constituent, à elles seules, 93,5% du total soit 20.607MDH contre 93,3% ou 19.546,5MDH en 2003 : l'Euro (78,9%), la Livre sterling (8,4%) et le Dollar américain (6,3%).

REPARTITION PAR DEVISE DES RECETTES VOYAGES EN BILLETS DE BANQUE

	ANNEE 2003		ANNEE 2004	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
Euro	16 362,4	78,1	17 381,6	78,9
Livre sterling	1 863,4	8,9	1 850,3	8,4
Dollar américain	1 320,7	6,3	1 375,1	6,3
Franc suisse	388,2	1,8	379,2	1,7
Rial saoudien	312,9	1,5	378,7	1,7
Couronne danoise	206,2	1,0	160,5	0,7
Couronne norvégienne	168,6	0,8	181,2	0,8
Dirham E.A.U	121,3	0,6	120,7	0,6
Dollar canadien	82,0	0,4	84,7	0,4
Couronne suédoise	78,5	0,4	71,1	0,3
Dinar koweïtien	19,2	0,1	23,9	0,1
Yen japonais	17,9	0,1	18,0	0,1
Rial qatari	4,8	(-)	7,1	(-)
Dinar bahreïni	3,6	(-)	3,0	(-)
Livre de Gibraltar	0,4	(-)	1,0	(-)
TOTAL	20 950,1	100,0	22 036,1	100,0

2) Les recettes en virements bancaires

Les recettes Voyages en virements bancaires ont réalisé une importante progression : +28,5% (ou +2.826,4MDH) se chiffrant à 12.757,7MDH contre 9.931,3MDH.

RECETTES VOYAGES / VIREMENTS BANCAIRES

	ANNEE 2003		ANNEE 2004	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
Cartes de crédit internationales et chèques de voyage	6 959,5	70,1	8 599,0	67,4
VIREMENTS RECUS PAR :				
- les agences de voyages	1 883,7	19,0	2 474,7	19,4
- les hôtels	791,6	8,0	1 249,8	9,8
- les clubs de vacances	168,0	1,7	255,1	2,0
AUTRES VIREMENTS	128,5	1,2	179,1	1,4
TOTAL	9 931,3	100,0	12 757,7	100,0

La ventilation par mode de règlement des virements laisse apparaître une prépondérance des règlements par cartes de crédit internationales et par chèques de voyage qui représentent 67,4% du total ou 8.599MDH. Les virements reçus par les opérateurs du secteur touristique se caractérisent par la prédominance des agences de voyages avec 19,4% ou 2.474,7MDH, suivies des hôtels avec 9,8% ou 1.249,8MDH et des clubs de vacances avec 2% ou 255,1MDH.

2) Répartition des recettes Voyages par pays

Cette répartition est établie sur la base de la ventilation par pays des nuitées et en tenant compte d'une dépense moyenne par nationalité estimée à partir du revenu moyen dans le pays concerné. Elle comporte également la répartition par pays des apports effectués par les MRE pour la couverture de leur frais de séjour au Maroc et intégrés dans les recettes Voyages.

Au terme de l'année 2004, la répartition des recettes Voyages montre la prédominance de la France dont la part est de 47,9% ou 16.671,7MDH, suivie de l'Allemagne avec 7,1% ou 2.480,7MDH ; l'Italie : 5,8% ou 2.028,3MDH, la Grande Bretagne : 5,7% ou 1.981,7MDH et l'Espagne : 5,3% ou 1.856,8MDH. La part de ces pays dans le total des recettes Voyages est de 71,8%.

RECETTES VOYAGES PAR PAYS *
ANNEES 2003 - 2004

Pays	2003		2004	
	Montant MDH	Part %	Montant MDH	Part %
France	14 989,8	48,5	16 671,7	47,9
Allemagne	2 442,8	7,9	2 480,7	7,1
Italie	1 770,8	5,7	2 028,3	5,8
Grande Bretagne	1 857,0	6,0	1 981,7	5,7
Espagne	1 272,6	4,1	1 856,8	5,3
Belgique	1 401,3	4,5	1 736,5	5,0
Etats-Unis	1 072,9	3,5	1 261,5	3,6
Arabie Saoudite	826,6	2,7	1 237,0	3,6
Hollande	686,2	2,2	583,8	1,7
Suisse	529,7	1,7	511,8	1,5
Emirats A.U	387,8	1,3	391,8	1,1
Suède	256,3	0,8	359,6	1,0
Canada	227,9	0,7	253,6	0,7
Japon	169,7	0,6	195,4	0,6
Autriche	135,5	0,4	151,9	0,4
Koweit	183,1	0,6	142,3	0,4
Finlande	101,7	0,3	132,1	0,4
Portugal	181,7	0,6	126,2	0,4
Danemark	194,2	0,6	121,4	0,4
Norvège	267,6	0,9	119,8	0,3
Algérie	45,8	0,2	72,7	0,2
Egypte	85,9	0,3	68,8	0,2
Tunisie	58,0	0,2	57,1	0,2
Mauritanie	59,5	0,2	44,1	0,1
Russie	28,3	0,1	32,1	0,1
Libye	21,9	0,1	20,6	0,1
Autres pays	1 626,8	5,3	2 154,5	6,2
TOTAL	30 881,4	100,0	34 793,8	100,0

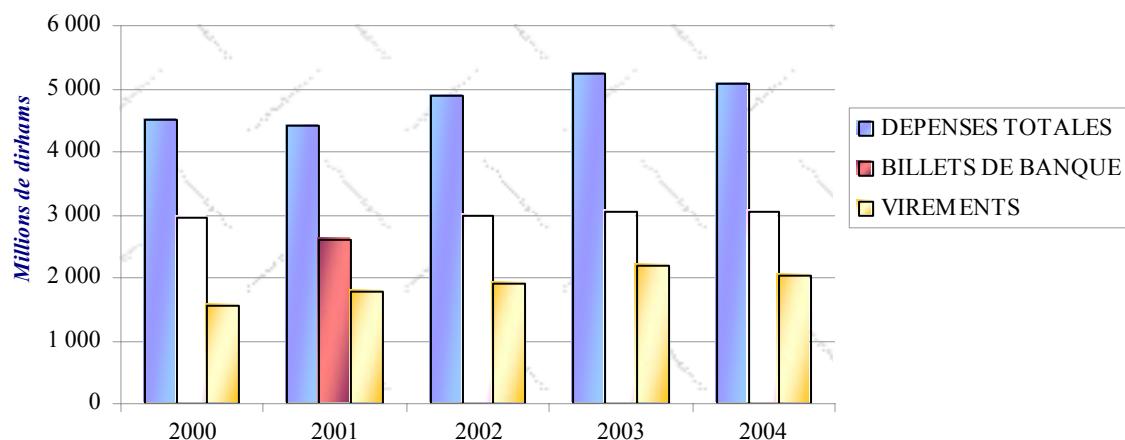
(*) Répartition établie sur la base du nombre de nuitées et de la dépense moyenne par pays.

B- LES DEPENSES

EVOLUTION DES DEPENSES VOYAGES

	2000	2001	2002	2003	2004
DEPENSES TOTALES	4 521,1	4 399,9	4 896,6	5 244,0	5 078,3
Variation %	+2,0	-2,7	+11,3	+7,1	-3,2
BILLETS DE BANQUE	2 952,5	2 608,7	2 995,8	3 051,2	3 043,9
Variation %	-1,9	-11,6	+14,8	+1,8	-0,2
VIREMENTS (*)	1 568,6	1 791,2	1 900,8	2 192,8	2 034,4
Variation %	+10,2	+14,2	+6,1	+15,4	-7,2

(*) Bancaires et postaux



Les dépenses Voyages enregistrées au terme de l'année 2004 ont accusé une baisse de 3,2% ou -165,7MDH se chiffrant à 5.078,3MDH contre 5.244MDH une année auparavant. Cette baisse globale a été relevée essentiellement au niveau des règlements en virements soit -90,6% pour les virements postaux et -6,4% pour les virements bancaires. Les règlements en billets de banque sont demeurés stables d'une année à l'autre (3.043,9MDH contre 3.051,2MDH) en 2003.

1) Répartition des dépenses par nature de voyages

S'agissant des dépenses Voyages par nature d'opération, les dotations touristiques demeurent en première position avec 37,8% ou 1.922,2MDH suivies des frais de scolarité avec 28,3% ou 1.435,2MDH, des opérations de pèlerinage et Omra pour 12,9% ou 655,4MDH et des voyages d'affaires qui interviennent à hauteur de 11% ou 557,3MDH. Ces opérations représentent 90% du total ou 4.570,1MDH.

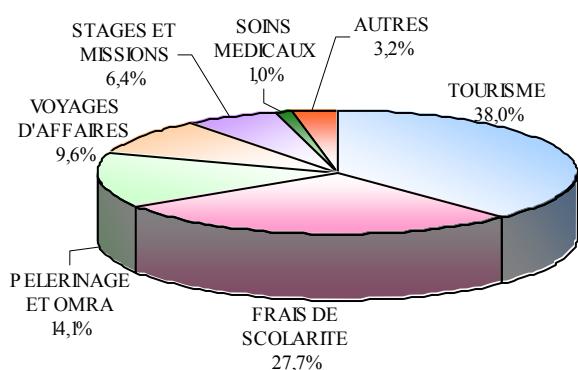
L'évolution de ces catégories de dépenses par rapport à l'année 2003 permet de constater que la régression des dépenses Voyages est à attribuer à toutes les catégories d'opération à l'exception des voyages d'affaires qui ont augmenté de 10,6% ou +53,3MDH.

REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION

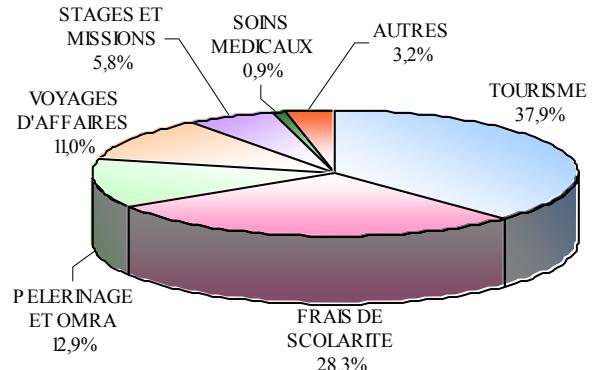
	ANNEE 2003		ANNEE 2004	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
TOURISME	1 994,2	38,0	1 922,2	37,9
FRAIS DE SCOLARITE	1 454,7	27,7	1 435,2	28,3
PELERINAGE ET OMRA	741,2	14,1	655,4	12,9
VOYAGES D'AFFAIRES	504,0	9,6	557,3	11,0
STAGES ET MISSIONS	334,8	6,4	293,1	5,8
SOINS MEDICAUX	51,3	1,0	47,4	0,9
AUTRES	163,8	3,2	167,7	3,2
TOTAL	5 244,0	100,0	5 078,3	100,0

REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION

ANNEE 2003



ANNEE 2004



REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION

ET MODE DE REGLEMENT ANNEE 2004

Millions de dirhams

	BILLETS DE BANQUE	VIREMENTS BANCAIRES	VIREMENTS POSTAUX	TOTAL	PARTS %
Tourisme	1 922,2	-	-	1 922,2	37,9
Frais de scolarité	97,9	1 336,5	0,8	1 435,2	28,3
Pèlerinage et Omra	80,5	574,9	-	655,4	12,9
Voyages d'affaires	490,4	66,9	-	557,3	11,0
Soins médicaux	3,4	44,0	(-)	47,4	0,9
Stages et missions	281,8	10,2	1,1	293,1	5,8
Autres	167,7	-	-	167,7	3,2
TOTAL	3 043,9	2 032,5	1,9	5 078,3	100,0

2) Ventilation des dépenses Voyages par mode de règlement

Les dépenses Voyages ont été effectuées en 2004 à hauteur de 59,9% en billets de banques (58,2% en 2003) et de 40,1% en virements (41,8% en 2003).

a) Les dépenses en billets de banque

Les dotations touristiques accordées aux résidents se rendant à l'étranger sont demeurées stables en 2004 se situant à 3.043,9MDH contre 3.051,2MDH 2003.

VENTILATION PAR DEVISE DES DEPENSES VOYAGES EN BILLETS DE BANQUE

	ANNEE 2003		ANNEE 2004	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
Euro	2 220,7	72,8	2 161,3	71,0
Dollar américain	474,5	15,5	524,1	17,2
Rial saoudien	180,2	5,9	218,7	7,2
Dollar canadien	78,1	2,6	82,8	2,7
Livre sterling	47,4	1,6	29,0	1,0
Franc suisse	32,9	1,1	14,7	0,5
Dirham des E.A.U	5,9	0,2	9,3	0,3
Couronne norvégienne	5,6	0,2	0,4	0,0
Couronne danoise	2,5	0,1	0,4	0,0
Couronne suédoise	1,5	(-)	1,9	(-)
Dinar bahreini	0,8	(-)	0,1	(-)
Yen japonais	0,8	(-)	0,8	(-)
Dinar koweïtien	0,2	(-)	0,2	(-)
Rial qatari	0,1	(-)	0,2	(-)
TOTAL	3 051,2	100,0	3 043,9	100,0

La répartition de ces dotations par devises laisse apparaître la prédominance de la monnaie européenne avec 71% ou 2.161,3MDH, suivie du Dollar américain pour 17,2% ou 524,1MDH et du Rial saoudien avec 7,2% ou 218,7MDH. Ces trois devises totalisent 95,4% des dépenses Voyages en billets de banque soit 2.904,1MDH.

VENTILATION DES DOTATIONS EN BILLETS DE BANQUE PAR NATURE DE VOYAGE

	ANNEE 2003		ANNEE 2004	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
Tourisme	1 994,2	65,4	1 922,2	63,2
Voyages d'affaires	425,4	13,9	490,4	16,1
Stages et missions	315,2	10,3	281,8	9,3
Frais de scolarité	98,3	3,2	97,9	3,2
Pèlerinage et Omra	50,0	1,6	80,5	2,6
Soins médicaux	4,3	0,1	3,4	0,1
Autres	163,8	5,5	167,7	5,5
TOTAL	3 051,2	100,0	3 043,9	100,0

Par nature de voyage, la répartition des dépenses en billets de banque fait ressortir la prédominance des dotations touristiques avec 63,2% ou 1.922,2MDH, les voyages d'affaires représentent 16,1% ou 490,4MDH et stages et missions 9,3% ou 281,8MDH.

b) Les dépenses en virements

Les transferts au titre des opérations de voyages effectués par voie bancaire et postale ont atteint 2.034,4MDH contre 2.192,8MDH soit -7,2% ou -158,4MDH.

La majeure partie de ces transferts porte sur les frais de scolarité soit 65,7% ou 1.337,3MDH et les opérations de pèlerinage et Omra soit 28,3% ou 574,9MDH.

VENTILATION DES VIREMENTS PAR NATURE DE VOYAGE ANNEE 2004

Millions de dirhams

	VIREMENTS BANCAIRES	VIREMENTS POSTAUX	TOTAL	PARTS %
Frais de scolarité	1 336,5	0,8	1 337,3	65,7
Pèlerinage et Omra	574,9	-	574,9	28,3
Voyages d'affaires	66,9	-	66,9	3,3
Soins médicaux	44,0	(-)	44,0	2,2
Stages et missions	10,2	1,1	11,3	0,5
TOTAL	2 032,5	1,9	2 034,4	100,0

LES OPERATIONS DE VOYAGES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'amélioration de l'excédent des opérations de voyages a contribué de manière significative à la formation de l'excédent du compte courant en général et des services en particulier.

1) Evolution des dépenses par rapport aux recettes

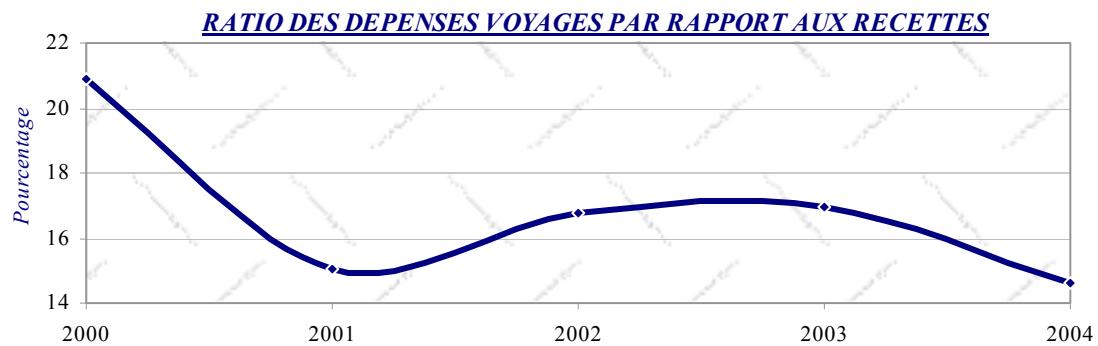
Le ratio des dépenses voyages par rapport aux recettes a atteint en 2004 son niveau le plus bas depuis 1990 en raison des rythmes de croissance divergents des recettes et des dépenses. Ce ratio s'est ainsi limité à 14,6% contre 17% en 2003 et 16,8% en 2002.

Comparé au ratio moyen de la période 1999 à 2003 soit 18,1%, celui de l'année 2004 s'inscrit en baisse de 3,5 points.

EVOLUTION DES DEPENSES PAR RAPPORT AUX RECETTES

Millions de dirhams

	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	2004
Dépenses (1)	4 433,2	4 521,1	4 399,9	4 896,6	5 244,0	4 699,0	5 078,3
Recettes (2)	19 112,1	21 666,4	29 195,8	29 159,2	30 881,4	26 003,0	34 793,8
Ratio en % (1/2)	23,2	20,9	15,1	16,8	17,0	18,1	14,6



2) Evolution de la part des recettes Voyages dans les recettes courantes

Le ratio des recettes voyages par rapport aux recettes courantes s'est amélioré de 0,6 point passant de 17,1% en 2003 à 17,7% en 2004.

EVOLUTION DE LA PART DES RECETTES VOYAGES DANS LES RECETTES COURANTES

	Millions de dirhams				
	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes Voyages (1)	21 666,4	29 195,8	29 159,2	30 881,4	34 793,8
Recettes courantes (2)	141 629,6	171 489,8	176 561,6	180 432,7	196 373,1
Part en % (1/2)	15,3	17,0	16,5	17,1	17,7

3) Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes

EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES VOYAGES DANS LES DEPENSES COURANTES

	Millions de dirhams				
	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses Voyages (1)	4 521,1	4 399,9	4 896,6	5 244,0	5 078,3
Dépenses courantes (2)	146 675,9	153 280,4	160 285,3	165 195,1	187 821,8
Part en % (1/2)	3,1	2,9	3,1	3,2	2,7

La part des dépenses voyages dans les dépenses courantes, qui demeure faible, a baissé de 0,5 point s'établissant à 2,7% contre 3,2% en 2003.



*TRANSFERTS
COURANTS PRIVES*

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES

Parmi les rubriques de la balance des paiements, les transferts courants privés dégagent la position créditrice la plus importante. Ils représentent ainsi, l'une des principales sources de financement de la balance des paiements. Les transferts courants sont constitués en recettes des économies sur revenus des marocains résidant à l'étranger, des pensions et allocations familiales versées par des organismes étrangers aux MRE en retraite et aux étrangers résidant au Maroc et des dons et secours au profit des résidents.

En dépenses, ils enregistrent les transferts des économies sur revenus des étrangers résidant au Maroc, ainsi que les cotisations à des organismes étrangers de retraite et de prévoyance sociale.

LES RECETTES

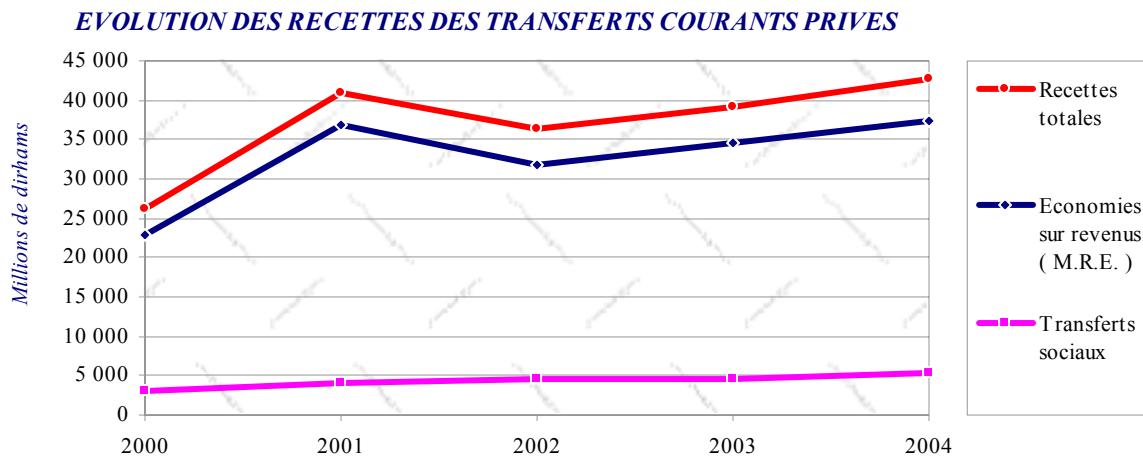
RECETTES DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES

Millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
Economies sur revenus (M.R.E.)	22 961,6	36 858,1	31 707,9	34 581,8	37 422,5*
Pensions et allocations familiales	2 466,1	3 041,2	3 492,6	3 596,8	4 194,5
Dons et secours	124,1	272,2	252,8	234,2	221,5
Autres	567,6	635,2	853,1	828,8	973,3
TOTAL	<u>26 119,4</u>	<u>40 806,7</u>	<u>36 306,4</u>	<u>39 241,6</u>	<u>5 389,3</u>

* Non compris les montants enregistrés en tant que recettes Voyages

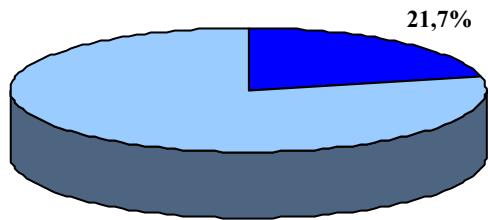
Après avoir enregistré leur niveau le plus élevé en 2001 soit 40.806,7MDH, les recettes des transferts courants privés ont atteint en 2004 un nouveau record de 42.811,8MDH avec une progression de 9,1% ou +3.570,2MDH. Ce résultat provient de l'amélioration des recettes MRE de 8,2% ou +2.840,7MDH (37.422,5MDH, contre 34.581,8MDH) et dans une moindre mesure des transferts sociaux, en progression de +15,7% ou +729,5MDH (5.389,3MDH contre 4.659,8MDH).



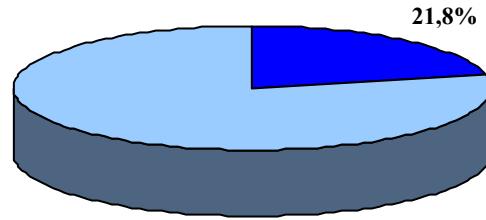
S'agissant de la part des recettes MRE dans les recettes courantes, elle est restée stable : 21,8% contre 21,7% en 2003.

**PART DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES
DANS LES RECETTES COURANTES**

ANNEE 2003



ANNEE 2004



A- LES RECETTES MRE

Les recettes MRE ont pu dépasser leur niveau le plus élevé enregistré en 2001 soit 36.858,1MDH, atteignant en 2004 une valeur globale de 37.422,5MDH contre 34.581,8MDH en 2003 et 31.707,9 en 2002.

1) Répartition des recettes MRE par mode de transfert

Les recettes en **virements bancaires** qui représentent 68,5% du total contre 61,5% en 2003, se sont établies à 25.623,2MDH contre 21.263,7MDH soit +20,5% ou +4.359,5MDH.

EVOLUTION DES RECETTES M.R.E

Millions de dirhams

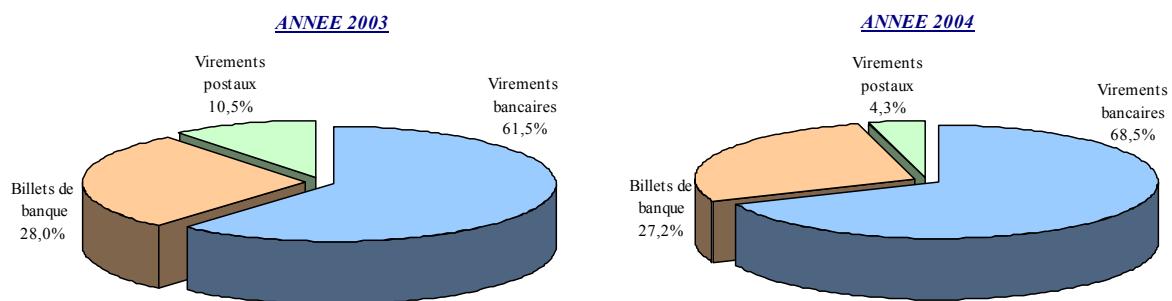
	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes totales	22 961,6	36 858,1	31 707,9	34 581,8	37 422,5
Variation %	+20,8	+60,5	-14,0	+9,1	+8,2
Virements bancaires	13 108,9	17 689,8	18 912,2	21 263,7	25 623,2
Variation %	+13,9	+34,9	+6,9	+12,4	+20,5
Billets de banque	6 801,6	16 201,2	8 947,8	9 666,8	10 167,9
Variation %	+61,7	+138,2	-44,8	+8,0	+5,2
Virements postaux	3 051,1	2 967,1	3 847,9	3 651,3	1 631,4(*)
Variation %	-7,2	-2,8	+29,7	-5,1	-55,3

(*) hors recettes réalisées par les organismes de transfert de fonds

Concernant les recettes en devises **billets de banque**, elles représentent 27,2% contre 28% du total et enregistrent une progression de 5,2% ou +501,1MDH, atteignant 10.167,9MDH contre 9.666,8MDH.

S'agissant des **mandats postaux**, leur part dans le total a baissé de 10,5% en 2003 à 4,3% en 2004. Ils s'établissent ainsi à 1.631,4MDH au lieu de 3.651,3MDH en raison de la comptabilisation en tant que virements bancaires des recettes réalisées par les organismes de transferts de fonds utilisant les services postaux.

STRUCTURE DES RECETTES MRE



2) Répartition des recettes MRE par pays de provenance

La répartition des recettes MRE par pays de provenance laisse apparaître la France en première position avec 43,1% ou 16.131,1MDH suivie de l'Italie avec 13,3% ou 4.959MDH, de l'Espagne avec 12,2% ou 4.562,5MDH, des Etats-Unis à hauteur de 6,5% ou 2.450,6MDH et de l'UEBL pour 5,1% ou 1.918,6MDH. Ces cinq pays représentent 80,2% du total ou 30.021,8MDH.

**REPARTITION DES RECETTES MRE PAR MODE DE TRANSFERT
ET PAR PAYS DE PROVENANCE - ANNEE 2004**

Millions de dirhams

	VIREMENTS BANCAIRES	VIREMENTS POSTAUX	BILLETS DE BANQUE	TOTAL	PARTS %
FRANCE	10 812,3	1 174,9	4 143,9	16 131,1	43,1
ITALIE	3 521,7	87,6	1 349,7	4 959,0	13,3
ESPAGNE	3 298,4	-	1 264,1	4 562,5	12,2
ETATS-UNIS	1 812,4	3,7	634,5	2 450,6	6,5
U.E.B.L	1 351,1	49,7	517,8	1 918,6	5,1
GRANDE BRETAGNE	583,2	115,0	853,8	1 552,0	4,2
PAYS BAS	1 016,0	40,0	389,4	1 445,4	3,9
ALLEMAGNE	893,7	-	342,5	1 236,2	3,3
EMIRATS A.U	787,5	0,1	55,7	843,3	2,3
SUISSE	435,9	158,0	175,0	768,9	2,1
ARABIE SAOUDITE	416,5	-	174,7	591,2	1,6
CANADA	162,9	2,1	39,1	204,1	0,6
NORVEGE	56,4	-	83,6	140,0	0,4
DANEMARK	40,3	-	74,1	114,4	0,3
SUEDE	57,7	-	32,8	90,5	0,2
BAHREIN	77,8	-	1,4	79,2	0,2
KOWEIT	54,8	-	11,0	65,8	0,2
TUNISIE	15,3	-	-	15,3	(-)
AUTRICHE	10,6	-	4,1	14,7	(-)
QATAR	10,8	-	3,3	14,1	(-)
PORTUGAL	9,8	-	3,7	13,5	(-)
LIBYE	5,7	-	-	5,7	(-)
OMAN	5,5	-	-	5,5	(-)
ALGERIE	3,9	-	-	3,9	(-)
AUTRES PAYS	183,0	0,3	13,7	197,0	0,5
TOTAL	25 623,2	1 631,4	10 167,9	37 422,5	100,0

B- RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX

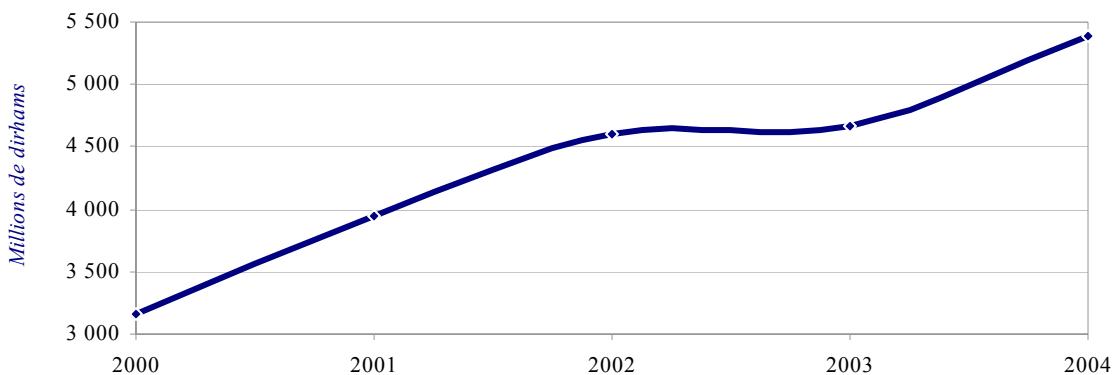
Au terme de l'année 2004, les recettes des transferts sociaux ont enregistré une hausse de 15,7% ou +729,5MDH atteignant 5.389,3MDH contre 4.659,8MDH. A ce niveau, elles participent à hauteur de 12,6% du total des transferts courants privés contre 11,9% une année auparavant.

EVOLUTION DES RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX

Millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes des transferts sociaux	3 157,8	3 948,6	4 598,5	4 659,8	5 389,3
Variation en %	+21,7	+25,0	+16,5	+1,3	+15,7

EVOLUTION DES RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX



Ces recettes se composent des pensions et allocations familiales à hauteur de 77,8% ou 4.194,5MDH, des dons et secours pour 4,1% ou 221,5MDH et des autres transferts pour 18,1% ou 973,3MDH.

VENTILATION DES RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX PAR PAYS

2 0 0 4

	Millions de dirhams			
	Pensions et allocations familiales	Dons, legs et secours	Autres	TOTAL
FRANCE	3 079,0 (*)	41,2	142,2	3 262,4
ALLEMAGNE	163,9	14,0	614,5	792,4
PAYS-BAS	743,5	11,7	9,3	764,5
U.E.B.L	75,3	8,5	15,8	99,6
Autres pays	132,8	146,1	191,5	470,4
TOTAL	4 194,5	221,5	973,3	5 389,3

(*) Y compris les pensions versées par le Trésor marocain pour le compte du Trésor français.

La ventilation de ces transferts par pays de provenance laisse apparaître la prédominance de quatre pays Européens qui représentent, à eux seuls, 91,3% ou 4.918,9MDH. Ces pays sont la France avec 60,5% ou 3.262,4MDH, les Pays Bas pour 14,2% ou 764,5MDH, l'Allemagne pour 14,7% ou 792,4MDH et l'UEBL avec 1,9% ou 99,6MDH.

LES DÉPENSES

Au terme de l'année 2004, les dépenses au titre des transferts courants privés se sont accrues de 14,3% ou +111,7MDH, atteignant une valeur globale de 894,2MDH contre 782,5MDH.

Ces dépenses se composent des transferts au titre des revenus du travail des étrangers résidant au Maroc avec 33,2% ou 297,3MDH, des transferts effectués par les MRE à partir de leurs comptes étrangers en dirhams convertibles pour 25,8% ou 230,4MDH, des cotisations à des organismes de retraite et de prévoyance sociale pour 10,5% ou 94,3MDH et d'autres transferts à hauteur de 30,5% ou 272,2MDH.

EXCÉDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES

L'excédent des transferts courants privés est en progression de 9% ou +3.458,5MDH. Ce résultat qui représente un nouveau record, est dû essentiellement à la progression des recettes (+9,1% ou +3.570,2MDH) qui dépasse largement celle des dépenses (+14,3% ou +111,7MDH).

EVOLUTION DE L'EXCÉDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES 2000 - 2004

Millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
RECETTES	<u>26 119,4</u>	<u>40 806,7</u>	<u>36 306,4</u>	<u>39 241,6</u>	<u>42 811,8</u>
Recettes M.R.E	22 961,6	36 858,1	31 707,9	34 581,8	37 422,5
Part %	87,9	90,3	87,3	88,1	87,4
Transferts sociaux	3 157,8	3 948,6	4 598,5	4 659,8	5 389,3
Part %	12,1	9,7	12,7	11,9	12,6
DEPENSES	<u>808,8</u>	<u>848,0</u>	<u>787,3</u>	<u>782,5</u>	<u>894,2</u>
EXCEDENT	<u>+25 310,6</u>	<u>+39 958,7</u>	<u>+35 519,1</u>	<u>+38 459,1</u>	<u>+41 917,6</u>

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les transferts courants privés dégagent l'excédent le plus important au niveau de la balance des paiements. Ils constituent de ce fait, avec les échanges de services, l'origine de l'excédent du compte des transactions courantes.

Transferts courants privés et exportations de marchandises

Le ratio des recettes au titre des transferts courants privés par rapport aux exportations de biens a atteint 48,7% contre 46,8% une année auparavant marquant une hausse de 1,9 point. Durant les cinq dernières années, le niveau le plus élevé de ce ratio a été enregistré en 2001 soit 50,6%. L'amélioration de ce ratio en 2004 provient de l'accroissement des recettes des transferts courants privés de 9,1% relativement plus important que celui des exportations de biens (+4,7%).

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE BIENS

	2000	2001	2002	2003	2004
Transferts courants privés (MDH)	26 119,4	40 806,7	36 306,4	39 241,6	42 811,8
Exportations de biens (MDH)*	78 827,2	80 723,8	86 389,2	83 887,4	87 900,5
Transferts courants privés (en %)	<u>33,1</u>	<u>50,6</u>	<u>42,0</u>	<u>46,8</u>	<u>48,7</u>
Exportations de biens					

* Données balance des paiements

Transferts courants privés et exportations de services

Le ratio des recettes au titre des transferts courants privés par rapport aux exportations de services a connu son niveau le plus bas comparativement aux quatre dernières années passant à 72% contre 74,9% en 2003. Cette baisse s'explique par l'accroissement des exportations de services de 13,5% ou +7.067,2MDH plus important que celui des recettes des transferts courants privés.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE SERVICES

	2000	2001	2002	2003	2004
Transferts courants privés (MDH)	26 119,4	40 806,7	36 306,4	39 241,6	42 811,8
Exportations de services (MDH)	32 238,3	45 539,9	48 048,1	52 412,5	59 479,7
Transferts courants privés (en %)	<u>81,0</u>	<u>89,6</u>	<u>75,6</u>	<u>74,9</u>	<u>72,0</u>
Exportations de services					

Transferts courants privés et recettes courantes

Le ratio des recettes au titre des transferts courants privés par rapport aux recettes courantes est demeuré stable se fixant à 21,8% contre 21,7% en 2003. La comparaison de ce ratio avec la moyenne des années 1999 à 2003 soit 20,3% laisse apparaître une amélioration de 1,5 point en 2004.

TRANSFERTS COURANTS PAR RAPPORT AUX RECETTES COURANTES

	2000	2001	2002	2003	2004
Transferts courants privés (MDH)	26 119,4	40 806,7	36 306,4	39 241,6	42 811,8
Recettes courantes	141 629,6	171 489,8	176 561,6	180 432,7	196 373,1
Transferts courants privés %	<u>18,4</u>	<u>23,8</u>	<u>20,6</u>	<u>21,7</u>	<u>21,8</u>
Recettes courantes					

Transferts courants privés et Produit Intérieur Brut

Le ratio des recettes au titre des transferts courants privés par rapport au PIB a atteint 9,6% en 2004 contre 9,4% une année auparavant. Son niveau record des cinq dernières années a été enregistré en 2001 soit 10,6%.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AUPIB

	2000	2001	2002	2003	2004
Transferts courants privés (MDH)	26 119,4	40 806,7	36 306,4	39 241,6	42 811,8
Produit Intérieur Brut en prix courants (MDH)	354 208	383 185	397 782	419 486	443 672
Transferts courants privés PIB	7,4	10,6	9,1	9,4	9,6



*INVESTISSEMENTS
ET PRÉTS PRIVES
ETRANGERS*

INVESTISSEMENTS ET PRÉTS PRIVES ÉTRANGERS

- - - - -

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRÉTS PRIVES ÉTRANGERS

Au terme de l'année 2004, les recettes des investissements et prêts privés étrangers se sont établies à 15.686MDH en baisse de 34,4% ou -8.214,3MDH par rapport à l'année 2003. Quant aux dépenses, elles ont régressé de 7,6% ou -323,4MDH se fixant à 3.938,9MDH contre 4.262,3MDH en 2003.

La baisse des recettes des investissements et prêts privés étrangers provient essentiellement des investissements directs en recul de 59,2% ou -13.772,2MDH (9.484,7MDH contre 23.256,9MDH). En revanche, les recettes des investissements de portefeuille ont connu une importante progression atteignant 5.489,9MDH contre 100,6MDH en 2003 soit une hausse de 5.389,3MDH. De même, les recettes des prêts privés se sont accrues de 31,1% ou +168,6MDH : 711,4MDH contre 542,8MDH une année auparavant.

Cette évolution s'est répercutee sur la structure des recettes par nature d'opération : les investissements directs demeurent prédominants avec une part en baisse de 60,5% du total contre 97,3% ; la part des investissements de portefeuille a atteint 35% contre seulement 0,4% en 2003. Quant aux prêts privés, ils représentent 4,5% contre 2,3%.

Enfin, il faut noter que la baisse des recettes des investissements et prêts privés étrangers s'est accompagnée de changements au niveau du classement des pays d'origine et des secteurs d'activité.

1) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par mode de financement

Les cessions de devises qui constituent la principale source de financement des investissements étrangers, ont totalisé 14.772,7MDH marquant une baisse de 29% ou -6.037,9MDH. Elles représentent 94,2% des recettes globales contre 87,1% en 2003.

Les financements sous forme de prêts en dirhams accordés aux investisseurs non-résidents qui ont atteint 3.000MDH en 2003 sont quasiment absents en 2004 soit 0,9MDH. En revanche, les opérations de conversion de la dette extérieure publique en investissements qui ont enregistré leur niveau le plus bas en 2003 soit 1,4MDH se sont établies à 911,3MDH soit une hausse de 909,9MDH.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR MODE DE FINANCEMENT
ANNEES 2000-2004

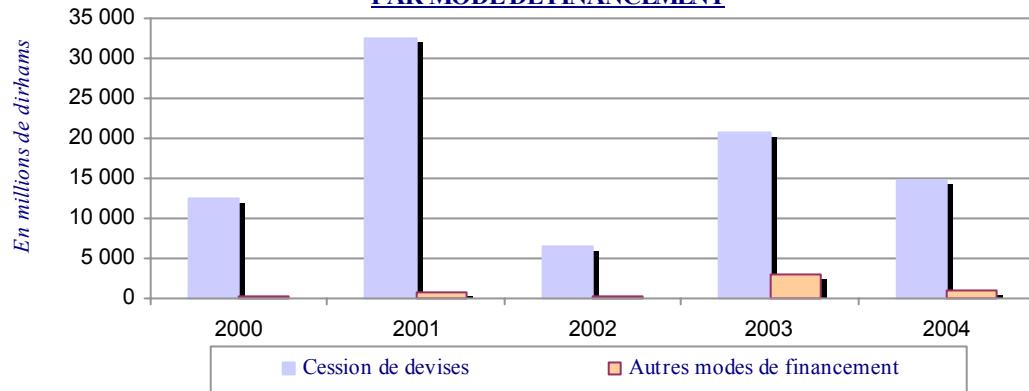
En millions de dirhams

Mode de financement	2000	2001	2002	2003	2004	Evolution 2004/03	
						MDH	%
Cession de devises	12 443,8	32 473,6	6 530,5	20 810,6	14 772,7	-6 037,9	-29,0
Incorporation de réserves et consolidation de créances commerciales	107,5	33,9	3,7	77,3	-	-77,3	-
Débit de comptes convertibles à terme*	9,4	7,9	11,1	11,0	1,1	-9,9	-90,0
Prêts en dirhams	-	-	-	3 000,0	0,9	-2 999,1	-
Conversion de la dette extérieure publique en investissements	86,0	752,4	265,9	1,4	911,3	+909,9	-
TOTAL*	12 646,7	33 267,8	6 811,2	23 900,3	15 686,0	-8 214,3	-34,4

* Y compris les bons du Trésor souscrits par débit de comptes convertibles à terme

S'agissant des opérations de débits de comptes convertibles à terme, utilisées depuis l'année 2002 uniquement pour la souscription aux bons du Trésor, elles ont baissé à 1,1MDH contre 11MDH en 2003. En revanche, aucune opération de financement par incorporation de réserves ou consolidation de créances commerciales n'a été enregistrée durant l'année 2004 alors qu'en 2003 leur montant s'est élevé à 77,3MDH.

**REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
PAR MODE DE FINANCEMENT**

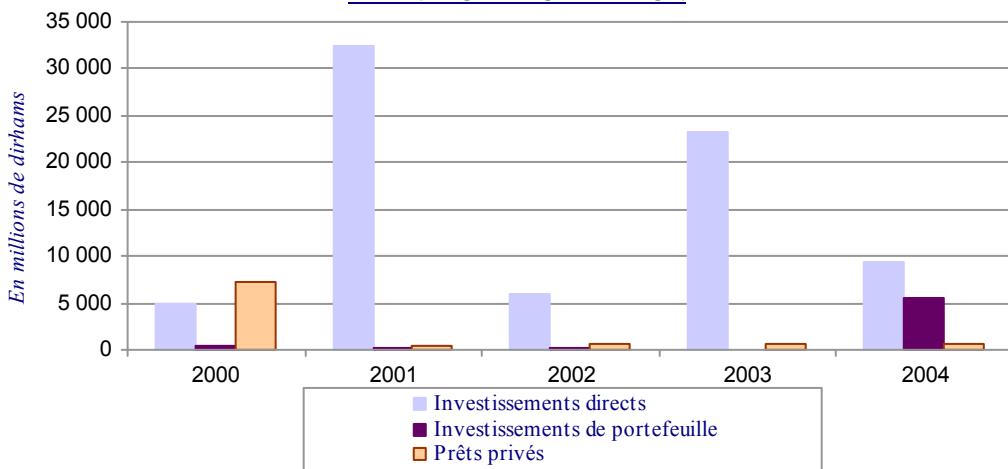


2) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération

Afin de se conformer aux prescriptions du Manuel du Fonds Monétaire International selon lesquelles les prêts entre entreprises apparentées doivent être enregistrés en tant qu'investissements directs, ces derniers incluent désormais les avances en comptes courants d'associés et les prêts privés contractés par les sociétés marocaines auprès de leurs maisons mères.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC**REPARTITION PAR NATURE D'OPERATION****ANNEES 2000-2004***En millions de dirhams*

Nature d'operation	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	Evolution 2004/2003	
						MDH	%
Investissements directs	4 997,7	32 486,1	5 875,8	23 256,9	9 484,7	-13 772,2	-59,2
Investissements de portefeuille	326,0	254,3	206,6	100,6	5 489,9	+5 389,3	-
Prêts privés	7 323,0	527,4	728,8	542,8	711,4	+168,6	+31,1
TOTAL	12 646,7	33 267,8	6 811,2	23 900,3	15 686,0	-8 214,3	-34,4

**REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
PAR NATURE D'OPERATION**

La répartition des investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération laisse apparaître la prépondérance des investissements directs qui interviennent en 2004 à concurrence de 60,5% dans les recettes totales. Comparativement à leur niveau record enregistré en 2001 pour 32.486,1MDH, ils ont accusé une baisse de 70,8% ou -23.001,4MDH.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR PAYS
ANNEES 2000-2004

En millions de dirhams

PAYS	2000	2001	2002	2003	2004
France	1 624,2	27 650,0	2 252,0	2 889,2	4 744,8
Suisse	118,8	308,9	240,3	260,1	676,2
Espagne	564,4	938,7	389,6	18 094,7	476,6
Allemagne	192,7	256,7	492,6	144,8	475,1
Grande Bretagne	490,0	286,5	356,0	244,4	454,9
Etats Unis	297,0	699,1	379,7	471,3	447,5
Arabie Saoudite	145,3	87,4	171,7	163,3	353,6
U.E.B.L	171,8	103,0	260,5	190,3	346,1
Emirats Arabes Unis	63,8	9,3	118,2	222,4	330,8
Italie	201,5	109,1	68,7	107,4	266,0
Irak	6,2	22,0	7,2	6,8	210,2
Pays-Bas	75,8	198,6	239,3	74,1	125,4
Suède	23,5	51,9	1,2	16,2	112,5
Pakistan	-	-	-	-	100,0
Bahrein	-	12,6	-	-	83,0
Algérie	19,7	74,9	22,5	1,3	24,6
Libye	3,3	5,9	-	25,5	24,1
Portugal	856,7	1 421,5	236,6	34,6	20,7
Koweït	32,6	131,0	431,4	16,8	18,0
Chypre	-	-	-	12,1	16,4
Chine	-	-	-	0,1	14,5
Canada	11,4	10,4	9,9	5,3	13,3
Egypte	1,0	11,1	1,2	0,3	13,0
Liban	0,3	11,1	11,1	9,4	12,8
Irlande	-	-	-	-	10,2
Tunisie	3,0	70,1	52,4	152,2	4,7
Danemark	4,3	0,5	3,1	-	4,1
Japon	11,1	8,8	8,8	-	3,5
Islande	0,1	0,2	0,1	26,0	3,3
Norvège	11,3	-	4,6	15,4	3,3
Turquie	-	0,3	3,1	11,4	2,8
Gabon	-	-	-	10,4	-
Corée du sud	27,4	-	-	1,5	-
Panama	1,4	-	68,7	-	-
Autre Pays	39,1	6,5	45,3	49,6	92,7
TOTAL	4 997,7	32 486,1	5 875,8	23 256,9	9 484,7

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR SECTEUR
ANNEES 2000-2004

En millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
Immobilier	574,6	810,7	1 824,9	1 685,0	2 039,6
Industrie	910,6	2 264,3	1 176,1	18 791,2	1 796,1
Banque	695,5	165,6	64,4	56,3	1 524,9
Tourisme	186,5	332,4	408,6	186,2	1 430,8
Télécommunications	1 230,8	26 376,7	425,7	618,7	717,7
Commerce	658,2	1 114,3	251,1	483,7	611,8
Energie et Mines	72,2	1,1	182,6	105,9	336,1
Assurances	-	97,3	-	162,1	165,7
Grands Travaux	75,4	118,1	15,0	66,2	105,7
Etudes	19,3	7,9	19,1	1,1	69,9
Transports	15,5	27,8	14,2	14,0	43,4
Holding	163,9	52,5	13,9	0,1	30,7
Agriculture	14,0	34,4	22,2	24,3	29,4
Pêche	11,6	35,1	23,6	124,3	12,9
Pétrole	2,1	0,1	0,1	12,4	0,6
Autres Services	199,0	954,5	1 350,2	821,1	477,5
Divers	168,5	93,3	84,1	104,3	91,9
TOTAL	4 997,7	32 486,1	5 875,8	23 256,9	9 484,7

Quant aux recettes au titre des investissements de portefeuille, elles ont atteint un niveau record de 5.489,9MDH enregistrant par rapport à l'année précédente une hausse de 5.389,3MDH et représentent 35% des recettes totales. Les prêts privés se sont inscrits en hausse de 31,1% ou +168,6MDH soit 711,4MDH contre 542,8MDH.

3) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par pays et organismes internationaux

La répartition des investissements et prêts privés étrangers par pays montre la prédominance des investissements en provenance des pays Européens avec 71,5% du total des recettes suivis des pays arabes avec 22,6%. Les autres pays interviennent pour 5,9% dont 4,4% représente la part des investissements en provenance des Etats-Unis.

La France retrouve le premier rang avec une part de 49,9% ou 7.823MDH après avoir occupé le deuxième en 2003 avec 3.032,5MDH. L'Espagne s'est placée à la septième position (526,8MDH) après avoir occupé la première position en 2003 (18.148,6MDH).

Les Emirats Arabes Unis et le Koweït sont passés respectivement à la deuxième et la troisième position avec des montants respectifs de 1.448,7MDH soit 9,2% du total et 948,1MDH soit 6% du total.

Après avoir occupé le troisième rang en 2003 soit 508,6MDH, les Etats-Unis sont passés au cinquième rang soit 689,9MDH. Néanmoins, leur part dans le total des recettes est passée de 2,1% à 4,4%.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISMES INTERNATIONAUX
ANNEES 2000-2004

En millions de dirhams

PAYS	2000	2001	2002	2003	2004
France	2 098,2	27 733,9	2 559,8	3 032,5	7 823,0
Emirats Arabes Unis	63,8	9,3	118,2	236,0	1 448,7
Koweït	32,6	139,1	431,4	16,8	948,1
Suisse	249,1	419,3	417,2	359,2	830,5
Etats Unis	417,9	1 069,5	490,6	508,6	689,9
Arabie Saoudite	147,4	89,2	171,7	163,4	764,6
Espagne	594,6	985,7	389,6	18 148,6	526,8
Allemagne	192,7	266,7	492,6	149,2	518,3
Grande Bretagne	518,8	320,5	401,9	279,7	505,4
U.E.B.L	217,3	109,8	264,3	281,2	382,5
Italie	209,0	113,2	87,6	107,4	269,3
Irak	21,4	22,0	8,8	8,9	210,2
Pays-Bas	2 486,2	201,3	249,6	74,1	131,8
Suède	23,5	51,9	1,2	66,1	112,8
Pakistan	-	-	-	-	100,0
Bahrein	-	13,1	-	25,5	87,2
Banque Européenne d'Investissement	-	-	228,2	63,3	49,4
Algérie	19,7	74,9	22,5	1,3	24,6
Libye	3,3	5,9	-	25,5	24,8
Portugal	859,6	1 424,3	236,6	35,6	22,2
Danemark	5,7	0,5	4,6	-	18,1
Chypre	15,3	2,0	-	14,3	16,4
Chine	-	0,5	7,9	-	14,5
Canada	12,5	10,4	9,9	5,3	14,0
Liban	1,1	11,1	13,6	9,4	12,9
Egypte	1,0	12,1	1,2	0,3	15,2
Irlande	-	-	-	-	10,2
Tunisie	3,0	70,1	52,4	152,2	6,0
Japon	11,6	19,9	8,8	11,8	3,5
Norvège	15,7	15,6	11,1	15,7	3,3
Islande	0,1	0,2	0,1	26,0	3,3
Turquie	-	-	4,0	16,3	3,1
Hong-Kong	-	40,1	-	1,2	1,2
Syrie	21,5	0,1	0,6	-	0,5
Gabon	-	-	-	10,4	-
Corée du sud	27,6	-	-	1,5	-
Panama	1,4	-	68,7	-	-
Société Financière Internationale	4 330,2	-	-	-	-
Autre Pays	44,9	35,6	56,5	53,0	93,7
TOTAL	12 646,7	33 267,8	6 811,2	23 900,3	15 686,0

4) **Répartition des investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité**

À la différence des deux précédentes années où les secteurs industriel et immobilier ont été prédominants, les investissements et prêts privés étrangers ont été attirés en 2004, en premier lieu, par le secteur des télécommunications qui retrouve la première position avec 6.000,8MDH à l'instar des années 2000 et 2001 qui ont enregistré des montants respectifs de 7.981,2MDH et 26.376,7MDH.

Le secteur de l'industrie occupe le deuxième rang avec 2.117,4MDH soit 13,5% des recettes totales après avoir occupé la première place en 2003 avec 19.086,9MDH soit 79,9%.

Les investissements dans le secteur immobilier ont atteint 2.047,3MDH en 2004 contre 1.690,8MDH en 2003 marquant ainsi un accroissement de 21,1% ou +356,5MDH. De même, les investissements dans le secteur du tourisme ont enregistré leur niveau le plus élevé soit 1.683,4MDH contre 330,3MDH. Ce niveau record atteint par les investissements réalisés dans le secteur du tourisme est imputable essentiellement à l'acquisition de résidences touristiques.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

ANNEES 2000-2004

En millions de dirhams

PAYS	2000	2001	2002	2003	2004
Télécommunications	7 981,2	26 376,7	425,7	627,7	6 000,8
Industrie	1 152,0	2 510,0	1 302,8	19 086,9	2 117,4
Immobilier	655,1	865,3	1 908,8	1 690,8	2 047,3
Tourisme	191,2	344,5	408,6	330,3	1 683,4
Banque	758,4	358,4	439,3	80,1	1 648,3
Commerce	702,4	1 192,1	251,9	549,0	625,5
Energie et Mines	313,7	13,9	431,8	105,9	337,3
Assurances	0,1	97,3	-	165,7	165,7
Grands travaux	85,4	122,8	15,0	70,4	105,7
Etudes	19,3	7,9	19,1	1,5	76,5
Holding	224,5	144,2	48,8	7,3	64,0
Agriculture	16,4	37,6	22,2	32,6	61,1
Transports	17,5	27,8	14,2	15,9	43,4
Pêche	13,5	71,1	42,9	147,1	22,7
Pétrole	7,6	4,3	2,8	12,7	3,2
Autres Services	304,0	991,1	1 356,6	868,3	580,4
Divers	204,4	102,8	120,7	108,1	103,3
TOTAL	12 646,7	33 267,8	6 811,2	23 900,3	15 686,0

**LES INVESTISSEMENTS ET PRÊTS PRIVÉS
ÉTRANGERS DANS LA BALANCE
DES PAIEMENTS**

Les recettes des investissements et prêts privés étrangers malgré leur baisse qui a été atténuée, toutefois, par le recul des dépenses, demeurent l'une des principales sources de financement de la balance des paiements.

1) Flux nets des investissements et prêts privés étrangers

Les dépenses au titre des opérations de désinvestissement et de remboursement de prêts ont enregistré au terme de l'année 2004 une baisse de 7,6% ou -323,4MDH s'établissant à 3.938,9MDH contre 4.262,3MDH en 2003. Ainsi et eu égard à la baisse des recettes brutes (15.686MDH contre 23.900,3MDH), l'excédent dégagé au titre des opérations d'investissements, compte non tenu des revenus, a accusé une baisse de 40,2% ou -7.890,9MDH : 11.747,1MDH contre 19.638MDH en 2003.

Compte tenu des transferts au titre des revenus qui se sont inscrits en hausse de 8,5% ou +475,9MDH (6.091,4MDH contre 5.615,5MDH) et des dépenses de désinvestissements et de remboursements de prêts, en baisse de 7,6% ou -323,4MDH (3.938,9MDH contre 4.262,3MDH), les opérations d'investissements ont dégagé un solde positif de 5.655,7MDH.

**RECETTES ET DEPENSES AUTITRES DES PRETS
ET INVESTISSEMENTS PRIVES ETRANGERS**
ANNEES 2000-2004

En millions de dirhams

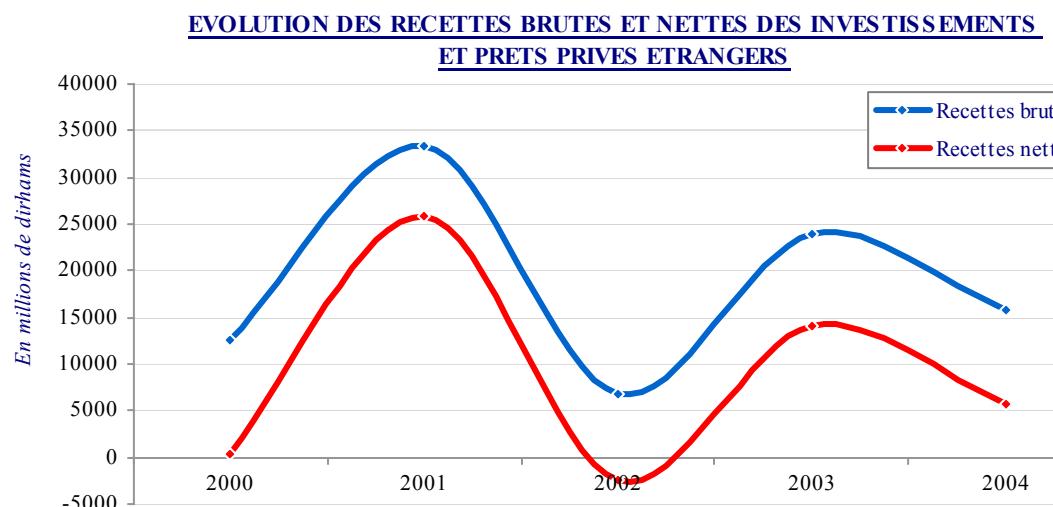
	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes Brutes	12 646,7	33 267,8	6 811,2	23 900,3	15 686,0
Dépenses*	12 242,4	7 332,7	9 162,5	9 877,8	10 030,3
-transferts au titre des opérations de désinvestissements et de remboursements de prêts**	9 644,1	2 874,8	3 834,7	4 262,3	3 938,9
-transferts au titre des revenus	2 598,3	4 457,9	5 327,8	5 615,5	6 091,4
Recettes Nettes	404,3	25 935,1	-2 351,3	14 022,5	5 655,7
Recettes nettes par rapport aux recettes brutes %	3,2	78,0	-34,5	58,7	36,1

*Non compris les produits de liquidation réinvestis.

** y compris les bons de Trésor.

A noter que les dépenses au titre des revenus des investissements sont constituées essentiellement des dividendes : 5.113,4MDH soit 83,9% du total et des intérêts 873,1MDH ou 14,3%.

La baisse constatée au niveau des dépenses au titre des investissements et prêts privés est le résultat de la régression des opérations de remboursements de prêts privés : 2.019,3MDH contre 3.137,3MDH soit -35,6% ou -1.118MDH. En revanche, les transferts au titre de la cession d'investissements directs se sont inscrits en hausse de 41,4% ou +454,4MDH (1.551,7MDH contre 1.097,3MDH) et ceux relatifs aux investissements de portefeuille ont progressé de 340,2MDH (367,9MDH contre 27,7MDH).



DEPENSES AUTITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS ANNEES 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004	Evolution	
						MDH	%
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS*	9 644,1	2 874,8	3 834,7	4 262,3	3 938,9	-323,4	-7,6
-liquidation d'investissements directs	514,1	757,9	578,3	1 097,3	1 551,7	+454,4	+41,4
-liquidation d'investissements de portefeuille**	137,3	333,4	290,6	27,7	367,9	+340,2	-
-remboursements de prêts	8 992,7	1 783,5	2 965,8	3 137,3	2 019,3	-1 118,0	-35,6
INVESTISSEMENTS MAROCAINS A L'ETRANGER	633,9	1 133,5	590,9	5 185,0	283,6	-4 901,4	-94,5
TOTAL	10 278,0	4 008,3	4 425,6	9 447,3	4 222,5	-5 224,8	-55,3

*Non compris les produits de liquidation réinvestis.

** y compris les souscriptions aux bons du Trésor.

2) Recettes des investissements et prêts privés étrangers et solde du compte courant

Pour la quatrième année consécutive, le compte courant de la balance des paiements a dégagé un solde excédentaire s'élevant à 8.551,3MDH contre 15.237,6MDH une année auparavant. Cet excédent, qui demeure important en dépit de sa baisse, a permis, conjointement aux recettes des investissements et prêts privés, de contribuer à dégager un solde excédentaire de la balance des paiements

**RECEITES DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET DEFICIT
DU COMPTE COURANT
ANNEES 2000-2004**

En millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes des Investissements Etrangers	12 646,7	33 267,8	6 811,2	23 900,3	15 686,0
Solde du compte courant	-5 046,3	+18 209,4	+16 276,3	+15 237,6	+8 551,3
Rapport du solde du compte courant aux investissements étrangers (%)	39,9	54,7	-	63,8	54,5

3) Investissements et prêts privés étrangers et formation brute de capital fixe

Après une amélioration de 16,3 points en 2003, le ratio des recettes des investissements et prêts privés étrangers rapporté à la formation brute de capital fixe a régressé de 9,4 points s'établissant à 14,4% contre 23,8% en 2003. Ce ratio avait atteint son niveau le plus élevé en 2001 soit 39%.

**RECEITES DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET FORMATION
BRUTE DE CAPITAL FIXE
ANNEES 2000-2004**

En millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
Investissements étrangers	12 646,7	33 267,4	6 811,2	23 900,3	15 686,0
Formation brute de capital fixe***	85 422	85 375	91 142	100 498*	109 083**
Investissements étrangers par rapport à la FBCF (%)	14,8	39,0	7,5	23,8	14,4

* Chiffres rectifiés.

** Chiffres provisoires.

***Source: Direction de la Comptabilité Nationale.



*OPÉRATIONS DE LA
DETTE EXTERIEURE
PUBLIQUE*

OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

Les opérations de la dette extérieure publique ont été marquées en 2004 par des baisses tant au niveau des tirages que des remboursements. Le flux net dégagé par ces opérations demeure négatif à l'instar des années précédentes mais enregistre, néanmoins, un allégement par rapport à 2003.

LES OPERATIONS FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC

Au terme de l'année 2004, les opérations financières du secteur public ont dégagé un solde négatif de 10.135,5MDH en allégement de 6,1% ou 663,4MDH par rapport à l'année précédente. Cette évolution est imputable à la baisse des remboursements en principal de 5.872,6MDH (18.347,5MDH contre 24.220,1MDH) plus importante que celle des tirages : 8.212MDH contre 13.421,2MDH : soit -5.209,2MDH.

A- FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC

1) Evolution globale

Après avoir réalisé une importante progression en 2003 (+82,4% ou +6.061,2MDH), les financements extérieurs mobilisés par le secteur public ont accusé, au terme de l'année 2004, une baisse de 38,8% ou -5.209,2MDH, se fixant à 8.212MDH contre 13.421,2MDH.

Les concours extérieurs mobilisés par le secteur public retrouvent ainsi les niveaux atteints entre 2000 et 2002 soit une moyenne de 7.857,3MDH, après avoir enregistré un accroissement important en 2003.

La baisse des tirages en 2004 a concerné en premier lieu les concours extérieurs mobilisés par le Trésor qui sont passés de 8.008,3MDH à 3.377,5MDH soit -57,8% ou -4.630,8MDH ; les tirages mobilisés par les établissements publics ont, quant à eux, diminué de 10,7% ou -578,4MDH : 4.834,5MDH contre 5.412,9MDH en 2003.

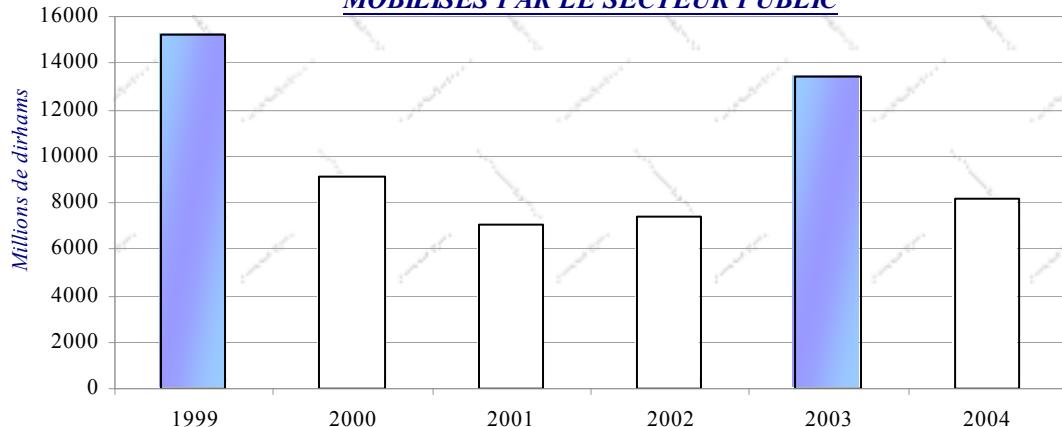
D'un autre côté, les prêts en devises qui représentent 89,4% du total des tirages contre 81,6% une année auparavant, ont marqué une baisse de 32,9% ou -3.605,9 (7.340,4MDH contre 10.946,3MDH). Les crédits commerciaux, représentent pour leur part 10,6% contre 18,4% en 2003 (871,6MDH contre 2.474,9MDH) accusant ainsi une baisse de 64,8% ou -1.603,3MDH.

EVOLUTION DES CONCOURS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC

Millions de dirhams

ANNEES	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Tirages	15 203,6	9 126,7	7 085,2	7 360,0	13 421,2	8 212,0

EVOLUTION DES CONCOURS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC



2) Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds

La répartition des concours extérieurs mobilisés par le secteur public par groupe de bailleurs de fonds fait apparaître, au terme de l'année 2004, le retour des **Institutions Financières Internationales** au rang de premier bailleur de fonds et le recul des **Banques Commerciales Internationales**.

En effet, les **Institutions Financières Internationales** qui occupaient la première position durant les années 1999-2002 et la deuxième en 2003, ont retrouvé à la première position en 2004 avec une part de 53,8% ou 4.420,9MDH contre 29,5% ou 3.954,1MDH une année auparavant enregistrant ainsi une progression de 11,8% ou +466,8MDH.

La contribution des **Pays et Fonds Arabes** aux concours extérieurs mobilisés par le secteur public en 2004 a atteint 22,5% du total contre 13,9% en 2003 s'établissant à 1.845,5MDH contre 1.867,2MDH. Ils occupent ainsi la deuxième position après avoir occupé la troisième l'année précédente, et ce en dépit de la stabilité de leurs concours en 2004 (-1,2% ou -21,7MDH).

De leur côté, les financements en provenance des pays du **Club de Paris** se sont élevés à 1.347,6MDH en 2004. Ils occupent la troisième position avec une part de 16,4% dans le total contre 13,5% en 2003. Les pays du Club de Paris ont amélioré leur position en dépit de la baisse de leurs concours de 25,9% ou -470,3MDH par rapport à l'année précédente (1.817,9MDH).

Enfin, les **Banques Commerciales Internationales** sont passées en 2004 à la quatrième position parmi les groupes de bailleurs de fonds au lieu de la première occupée en 2003 avec une part de 7,3% contre 43,1% une année auparavant. Leurs concours se sont situés à 598MDH contre 5.782MDH en 2003 soit une régression de 89,7% ou 5.184MDH. L'importance des concours mobilisés en 2003 auprès de ces Banques s'explique par l'opération de refinancement effectuée par le Trésor sur le Marché International pour 400 Millions d'Euro ou l'équivalent de 4.334MDH.

REPARTITION DES CONCOURS EXTERIEURS PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS

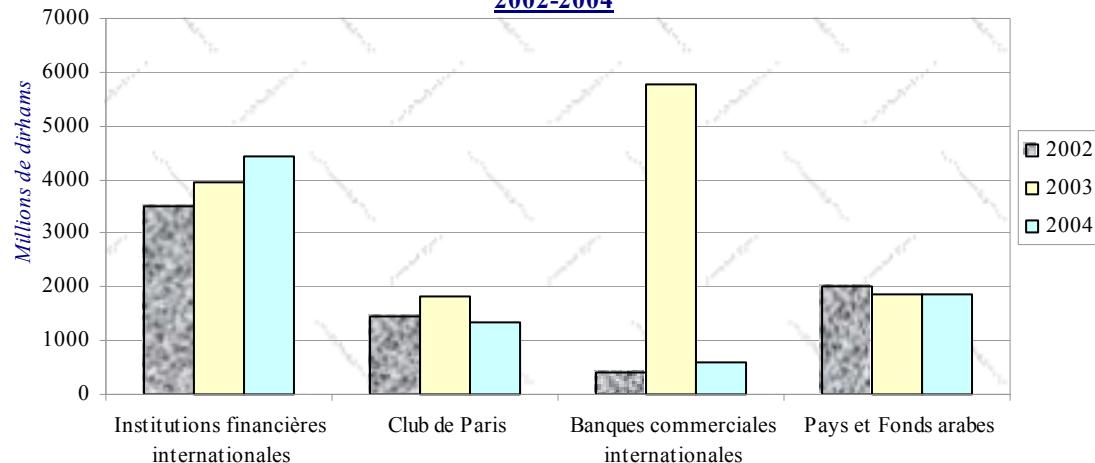
Groupe de bailleurs de fonds	<i>Millions de dirhams</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Institutions Internationales*	3 624,9	3 219,0	3 490,4	3 954,1	4 420,9
Pays et Fonds Arabes	1 695,8	1 532,2	1 993,3	1 867,2	1 845,5
Club de Paris	2 543,1	2 328,9	1 434,8	1 817,9	1 347,6
Banques Commerciales	961,0	-	423,1	5782,0**	598,0
Autres pays	301,9	5,1	18,4	-	-
TOTAL	9 126,7	7 085,2	7 360,0	7 639,2	8 212,0

* Non compris le FADES et le FMA (Fonds Arabes)

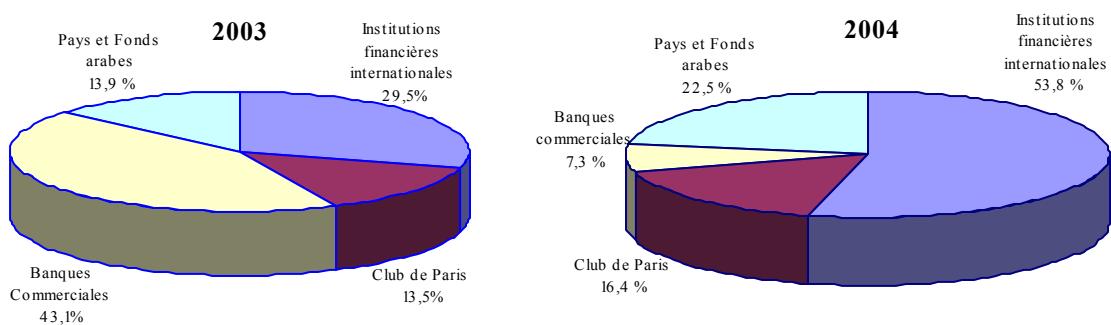
** Y compris l'opération de refinancement du Trésor sur le MFI pour 400 Millions d'Euro ou 4.334MDH.

EVOLUTION DES TIRAGES PAR GROUPE DE CREANCIERS

2002-2004



REPARTITION DES TIRAGES PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS



3) Evolution des financements extérieurs mobilisés auprès des principaux pays ou organismes bailleurs de fonds.

La répartition des financements extérieurs mobilisés par le secteur public, au titre de l'année 2004, par principaux pays et organismes bailleurs de fonds, fait apparaître en premier lieu cinq bailleurs de fonds qui interviennent à concurrence de 68% dans le total de ces financements : la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement, le Fonds Monétaire Arabe et le Japon.

a- Financements reçus de la Banque Africaine de Développement (BAD)

Après avoir occupé la cinquième position en 2003 et la quatrième en 2002, la BAD vient en première position en 2004. En effet, cette institution participe à hauteur de 21,3% dans le total des financements reçus en 2004 contre 6,3% une année auparavant. Les tirages effectués auprès de la BAD ont plus que doublé en 2004 s'établissant à 1.745,5MDH contre 842,4MDH une année auparavant, soit une progression de 903,1MDH. Le Trésor a bénéficié de ces financements à raison de 48,3% ou 843,8MDH. Quant aux établissements publics, ils ont bénéficié de 51,7% ou 901,7MDH.

b- Financements mobilisés auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)

La BIRD occupe la deuxième position parmi les bailleurs de fonds du secteur public au titre de l'année 2004 avec une contribution de 14,1% du total des tirages contre 10% en 2003 (3^{ème} rang). Les financements mobilisés auprès de la BIRD ont porté sur 1.158,9MDH contre 1.339,6MDH en 2003, en régression de 13,5% ou -180,7MDH. Le Trésor a été le principal bénéficiaire de ces financements avec une part de 97% ou 1.124,4MDH.

c- Concours mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)

Les tirages effectués auprès de la BEI durant l'année 2004 se sont élevés à 1.145,8MDH contre 1.491,7MDH en 2003 en baisse de 23,2% ou -345,9MDH. En revanche, leur part dans le total des concours extérieurs mobilisés par le secteur public s'est améliorée passant de 11,1% en 2003 à 14% en 2004 occupant ainsi le troisième rang après avoir occupé le deuxième une année auparavant et le premier en 2002. La totalité de ces financements a bénéficié aux établissements publics.

d- Financements reçus du Fonds Monétaire Arabe (FMA)

Le Fonds Monétaire Arabe occupe en 2004 la quatrième position parmi les principaux pays et organismes bailleurs de fonds avec 11,1% du total ou 910,5MDH contre 5,6% ou 751,6MDH une année auparavant, enregistrant ainsi une hausse de 21,1% ou +158,9MDH. L'ensemble de ces tirages a été mobilisé par le Trésor.

e- Tirages effectués auprès du Japon

En 2004, les financements octroyés par le Japon au secteur public ont porté sur une valeur de 621MDH contre 511,3MDH en 2003, soit un accroissement de 21,5% ou +109,7MDH occupant ainsi la cinquième position parmi les bailleurs de fonds. La quasi-totalité des concours mobilisés auprès de ce pays a bénéficié aux établissements publics : 99,2% ou 616,3MDH.

B- LES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

1) Evolution globale

Après avoir poursuivi une tendance ascendante depuis l'année 2001, les remboursements en principal effectués au titre de la dette extérieure publique se sont allégés en 2004 de 24,2% ou -5.872,6MDH s'établissant à 18.347,5MDH contre 24.220,1MDH en 2003.

Comparativement à la moyenne des années 1999 à 2003, soit 20.363,2MDH, la baisse de ces remboursements s'établit à 9,9% ou -2.015,7MDH.

Ces remboursements ont été effectués par le Trésor à concurrence de 63,6% ou 11.673,6MDH contre 73% ou 17.678,1MDH une année auparavant enregistrant ainsi un recul de 34% ou -6.004,5MDH.

En revanche, les remboursements effectués par les établissements publics en principal se sont légèrement accrus (+ 2% ou +131,9MDH) se situant à 6.673,9MDH contre 6.542MDH en 2003. Leur part dans le total des remboursements est passée de 27% en 2003 à 36,4% en 2004.

REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Millions de dirhams

ANNEES	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1999-2003	2004
Remboursements en principal	19 507,7	17 460,7	19 297,6	21 330,1	24220,1*	15 519,2	18 347,5

* Y compris l'opération de refinancement du Trésor inscrite en dépenses pour 400Millions d'Euro ou 4.334 MDH.

2) Répartition des remboursements par groupe de créanciers

L'examen de la répartition des remboursements en principal de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds laisse apparaître une baisse de la part des Institutions Financières Internationales et des Banques Commerciales, et une augmentation de la part du Club de Paris et des pays et Fonds Arabes.

Les remboursements en principal effectués au profit du **Club de Paris**, qui représentent 32,8% du total des remboursements en 2004 contre 24,5% en 2003 totalisent 6.012MDH contre 5.934,7MDH réalisant ainsi une légère augmentation de 1,3% ou +77,3MDH.

En revanche, les remboursements en principal au profit des **Institutions Financières Internationales** ont accusé une baisse de 38,2% ou -3.699,8MDH : 5.986,5MDH contre 9.686,3MDH une année auparavant. Leur part dans le total a, parallèlement, régressé passant de 40% en 2003 à 32,6% en 2004.

Les remboursements en principal effectués au profit des **Banques Commerciales Internationales** ont diminué de 36,6% ou -2.264,9MDH : 3.921,9MDH contre 6.186,8MDH. Ainsi, leur part est passée de 25,5% en 2003 à 21,4% en 2004.

Enfin, les remboursements effectués au profit des **Pays et Fonds Arabes** demeurent relativement stables s'élevant à 2.370,7MDH contre 2.318,8MDH et leur part a augmenté de 3,3 points : 12,9% contre 9,6%.

**REPARTITION DES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL
PAR GROUPE DE CREANCIERS**

GROUPES DE CREANCIERS	2002		2003		2004	
	PRINCIPAL MDH	PART %	PRINCIPAL MDH	PART %	PRINCIPAL MDH	PART %
Club de Paris	6 743,0	31,6	5 934,7	32,9	6 012,0	32,8
Institutions financières internationales*	7 275,2	34,1	9 686,3	53,7	5 986,5	32,6
Banques Commerciales	4 884,8	22,9	6 186,8**	25,5	3 921,9	21,4
Pays et Fonds arabes	2 420,9	11,4	2 318,8	12,9	2 370,7	12,9
Autres pays	6,2	-	93,5	0,5	56,4	0,3
TOTAL	21 330,1	100,0	18 033,3	125,5	18 347,5	100,0

* Non compris le FMA et le FADES (Fonds arabes).

** Y compris l'opération de refinancement du Trésor pour 400 Millions d'Euro ou 4.334MDH.

C- BALANCE TIRAGES - REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Au terme de l'année 2004 et à l'instar des années précédentes, la balance tirages-remboursements en principal de la dette extérieure publique a dégagé un flux net négatif de 10.135,5MDH contre -10.798,9MDH une année auparavant, soit un allégement de 6,1% ou 663,4MDH sous l'effet de la diminution des tirages de 5.209,2MDH moins importante que celle des remboursements en principal, soit -5.872,6MDH.

En conséquence, les financements reçus de l'extérieur par le secteur public n'ont pu couvrir les transferts effectués au titre des remboursements en principal qu'à concurrence de 44,8% contre 55,4% en 2003.

BALANCE TIRAGES-REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Millions de dirhams

Années	2000	2001	2002	2003	2004
Tirages	9 126,7	7 085,2	7 360,0	13 421,2	8 212,0
Remboursements en principal	17 460,7	19 297,6	21 330,1	24 220,1	18 347,5
Flux net	-8 334,0	-12 212,4	-13 970,1	-10 798,9	-10 135,5

***EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE
DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE***

Après avoir enregistré trois augmentations consécutives depuis 2001, la charge globale de la dette extérieure publique a enregistré un allégement au terme de l'année 2004, atteignant son niveau le moins élevé depuis 1992.

1) Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique

En 2004, la charge globale de la dette extérieure publique s'est inscrite en retrait de 23,3% ou -6.894MDH : 22.742,7MDH contre 29.636,7MDH une année auparavant.

Cet allégement est dû aussi bien à la baisse des remboursements en principal de 24,2% ou -5.872,6MDH (18.347,5MDH contre 24.220,1MDH) qu'à celle des remboursements en intérêts de 18,9% ou -1.021,4MDH (4.395,2MDH contre 5.416,6MDH).

Les règlements au titre de la charge globale de la dette extérieure publique ont été assurés en 2004 par le Trésor à hauteur de 63% ou 14.336,1MDH contre 70,8% ou 20.985,3MDH une année auparavant. Quant aux établissements publics, ils interviennent à concurrence de 37% ou 8.406,6MDH contre 29,2% ou 8.651,4MDH en 2003.

L'évolution en baisse de la charge globale en 2004 s'est traduite par des régressions importantes de ses ratios relatifs aux recettes des exportations de biens et services et aux recettes courantes.

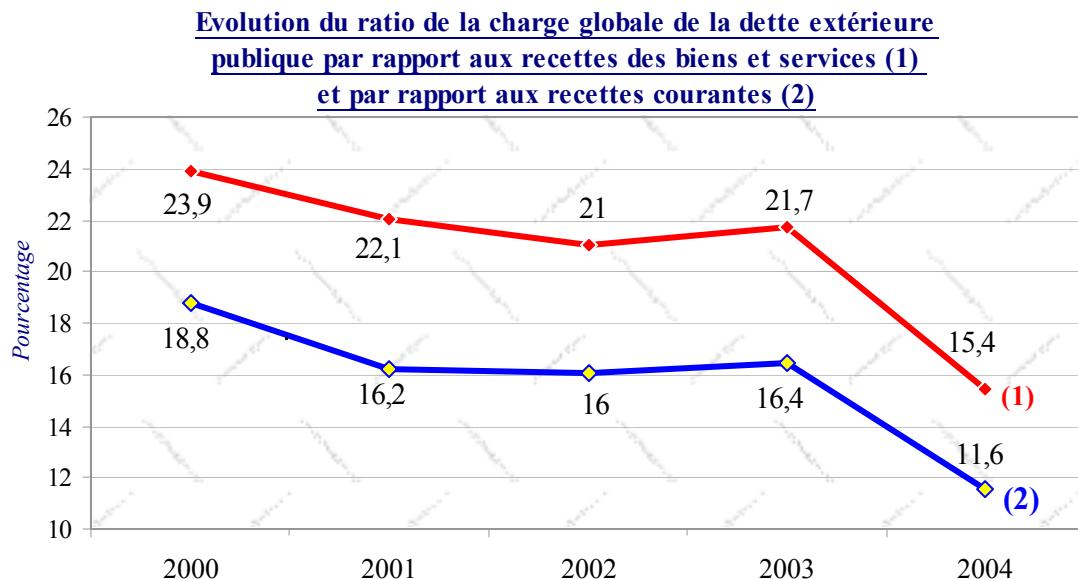
En effet, le ratio, charge globale de la dette extérieure publique sur les recettes d'exportations de biens et services s'est établi à 15,4% contre 21,7% en 2003, en allégement de 6,3 points. Ce résultat provient du recul de la charge globale de la dette extérieure publique de 23,3% et de l'augmentation des recettes des exportations de biens et services de 8,1% ou +11.080,3MDH (147.380,2MDH contre 136.299,9MDH).

Concernant le ratio, charge globale de la dette extérieure sur les recettes courantes, il a également diminué de 4,8 points se situant à 11,6% contre 16,4% en 2003. Cette évolution est due à la baisse de la charge globale de la dette extérieure publique et à la progression des recettes courantes de 8,8% ou +15.940,4MDH (196.373,1MDH contre 180.432,7MDH).

EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE PAR RAPPORT AUX RECETTES DES BIENS ET SERVICES ET AUX RECETTES COURANTES

Millions de dirhams

	2000	2001	2002	2003	2004
Charge globale de la dette extérieure publique (1)	26 586,6	27 845,8	28 291,2	29 636,7	22 742,7
Recettes des biens et services (2)	111 065,5	126 263,7	134 437,3	136 299,9	147 380,2
Charge globale par rapport aux recettes des biens et services en % (1/2)	23,9	22,1	21,0	21,7	15,4
Recettes courantes(3)	141 629,6	171 489,8	176 561,6	180 432,7	196 373,1
Charge globale par rapport aux recettes courantes en % (1/3)	18,8	16,2	16,0	16,4	11,6



2) Répartition de la charge globale de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds

La répartition de la charge globale de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds laisse apparaître, pour la troisième année consécutive, les **Institutions Financières Internationales** en première position avec une part de 34,1%, suivies par le **Club de Paris** (32,7%), **les Banques Commerciales Internationales** (20,5%) et les **Pays et Fonds Arabes** (12,3%).

En dépit de la baisse des remboursements effectués au profit des **Institutions Financières Internationales** en 2004 de 36,8% ou -4.505,9MDH (7.746,8MDH contre 12.252,7MDH), celles-ci demeurent au premier rang des bénéficiaires des remboursements. Toutefois, leur part dans le total a régressé de 7,2 points passant de 41,3% en 2003 à 34,1% en 2004.

Quant au **Club de Paris**, il occupe la deuxième position avec une part de 32,7% contre 25,6% une année auparavant soit une appréciation de 7,1 points. Les remboursements en faveur des pays du **Club de Paris** ont enregistré une légère baisse de 2% ou -149,6MDH : 7.446MDH contre 7.595,6MDH.

Les paiements effectués en faveur des **Banques Commerciales Internationales** qui occupent la troisième position en 2004 se sont chiffrés à 4.667,3MDH contre 6.855,6MDH en 2003 baissant ainsi de 31,9% ou -2.188,3MDH. Leur part a reculé de 2,6 points passant de 23,1% à 20,5%.

Enfin, les remboursements au profit des **Pays et fonds arabes** demeurent stables d'une année à l'autre se fixant à 2.806,3MDH en 2004 contre 2.798,5MDH l'année précédente. En revanche, leur part dans le total des remboursements s'est améliorée de 2,9 points : 12,3% contre 9,4%.

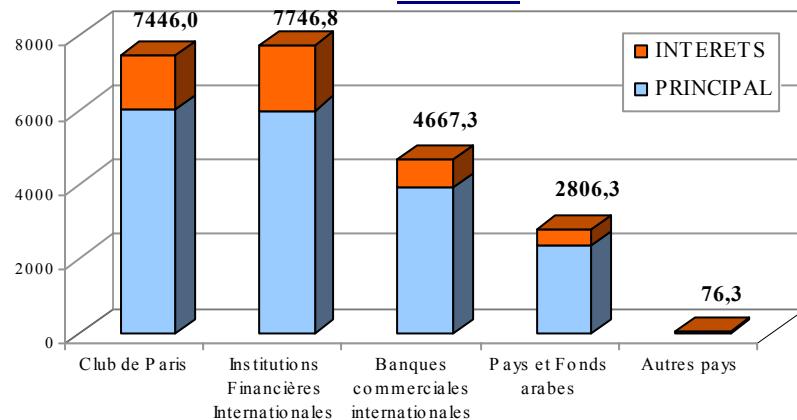
**REPARTITION DE LA CHARGE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE
PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS**

GROUPE DE BAILLEURS DE	2002			2003			2004			<i>Millions de dirhams</i>
	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total	
	6 743,0	2 188,6	8 931,6	5 934,7	1 660,9	7 595,6	6 012,0	1 434,0	7 446,0	
Institutions Financières Internationales*	7 275,2	3 253,0	10 528,2	9 686,3	2 566,4	12 252,7	5 986,5	1 760,3	7 746,8	
Banques commerciales	4 884,8	970,7	5 855,5	6 186,8	668,8	6 855,6	3 921,9	745,4	4 667,3	
Pays et Fonds arabes	2 420,9	548,6	2 969,5	2 318,8	479,7	2 798,5	2 370,7	435,6	2 806,3	
Autres pays	6,2	0,2	6,4	93,5	40,8	134,3	56,4	19,9	76,3	
TOTAL	21 330,1	6 961,1	28 291,2	24 220,1	5 416,6	29 636,7	18 347,5	4 395,2	22 742,7	

* Non compris le FADES et le FMA

**Ventilation de la charge globale de la dette extérieure publique
en principal et intérêts par groupe de créanciers**

Année 2004



3) Flux net par groupe de bailleurs de fonds

Au terme de l'année 2004, les opérations de la dette extérieure publique ont dégagé un flux net négatif de 14.530,7MDH contre -16.215,5MDH une année auparavant soit un allégement de 10,4% ou 1.684,8MDH. Ce résultat s'explique par la baisse des tirages (-5.209,2MDH) moins importante que celle de la charge globale de la dette extérieure publique (-6.894MDH).

Par ailleurs, les tirages au titre de la dette extérieure publique n'ont permis de couvrir que 36,1% de la charge globale en 2004 au lieu de 45,3% en 2003.

Le solde de la balance par groupe de bailleurs de fonds laisse apparaître un flux net négatif avec tous les groupes de créanciers. Ainsi, le flux net s'est élevé pour le Club de Paris à -6.098,4MDH contre -5.777,7MDH en 2003 en aggravation de 5,6% ou -320,7MDH. Pour les Banques Commerciales, le flux net a plus que triplé d'une année à l'autre : -4.069,3MDH contre -1.073,6MDH soit une aggravation de 2.995,7MDH. Quant aux pays et fonds arabes, le flux net négatif a enregistré une légère aggravation de 3,2% ou -29,5MDH (960,8MDH contre -931,3MDH).

En revanche, le flux net de la balance tirages charge globale s'est inscrit, pour les Institutions Financières internationales, en allègement de 59,9% ou 4.972,7MDH se situant à -3.325,9MDH en 2004 contre -8.298,6MDH en 2003.

BALANCE TIRAGES - CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

Millions de dirhams

GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS	2002			2003			2004		
	Tirages	Charge globale	Flux net	Tirages	Charge globale	Flux net	Tirages	Charge globale	Flux net
Club de Paris	1 434,8	8 931,6	-7 496,8	1 817,9	7 595,6	-5 777,7	1 347,6	7 446,0	-6 098,4
Institutions financières internationales*	3 490,4	10 528,2	-7 037,8	3 954,1	12 252,7	-8 298,6	4 420,9	7 746,8	-3 325,9
Banques commerciales	423,1	5 855,5	-5 432,4	5 782,0	6 855,6	-1 073,6	598,0	4 667,3	-4 069,3
Pays et Fonds arabes	1 993,3	2 969,5	-976,2	1 867,2	2 798,5	-931,3	1 845,5	2 806,3	-960,8
Autres pays	18,4	6,4	12,0	-	134,3	-134,3	-	76,3	-76,3
TOTAL	7 360,0	28 291,2	-20 931,2	13 421,2	29 636,7	-16 215,5	8 212,0	22 742,7	-14 530,7

* Non compris le FADES et le FMA (Fonds arabes).

ANNEXES



BALANCES DES PAIEMENTS 1999 à 2003

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 1999
PRESENTATION NATIONALE

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	128 051,3	129 687,9	-1 636,6
BIENS	73 620,7	97 618,8	-23 998,1
Marchandises générales	47 492,6	79 810,6	-32 318,0
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	25 919,6	17 712,2	+8 207,4
Achats de biens dans les ports	208,5	96,0	+112,5
SERVICES	30 541,7	19 636,3	+10 905,4
Transports	4 683,0	6 143,4	-1 460,4
Voyages	19 112,1	4 433,2	+14 678,9
Services de communication	1 108,9	288,2	+820,7
Services d'assurance	250,2	360,8	-110,6
Redevances et droits de licence	59,0	264,7	-205,7
Autres services aux entreprises	2 268,8	3 579,9	-1 311,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 059,7	4 566,1	-1 506,4
REVENUS	1 828,6	11 492,2	-9 663,6
Revenus des investissements privés	94,6	2 273,1	-2 178,5
Revenus des investissements et des emprunts publics	1 734,0	9 219,1	-7 485,1
TRANSFERTS COURANTS	22 060,3	940,6	+21 119,7
Publics	464,1	369,4	+94,7
Privés	21 596,2	571,2	+21 025,0
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS			
FINANCIÈRES	44 075,7	27 612,1	+16 463,6
CAPITAL	2,4	85,9	-83,5
Transfert de capital	2,4	85,9	-83,5
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	44 073,3	27 526,2	+16 547,1
SECTEUR PRIVE	28 763,5	7 666,6	+21 096,9
Crédits commerciaux	8 507,1	3 451,2	+5 055,9
Prêts et investissements	18 510,7	4 215,4	+14 295,3
Autres capitaux privés	1 745,7	-	+1 745,7
SECTEUR PUBLIC	15 203,6	19 507,7	-4 304,1
Prêts	15 203,6	19 507,7	-4 304,1
AUTRES	106,2	351,9	-245,7
C- ÉCART STATISTIQUE	1 238,0	-	+1 238,0
TOTAL	173 365,0	157 300,0	+16 065,0

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 1999
PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL

(Millions de dirhams)

	DEBIT	CREDIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS			
Marchandises générales	<u>128 051,3</u>	<u>129 687,9</u>	<u>-1 636,6</u>
Biens importés sans paiement	<u>73 620,7</u>	<u>97 618,8</u>	<u>-23 998,1</u>
47 492,6	79 810,6		-32 318,0
et réexportés après transformation	25 919,6	17 712,2	+8 207,4
Achats de biens dans les ports	208,5	96,0	+112,5
SERVICES	<u>30 541,7</u>	<u>19 636,3</u>	<u>+10 905,4</u>
Transports	4 683,0	6 143,4	-1 460,4
<i>Transports maritimes</i>	2 236,8	4 740,5	-2 503,7
<i>Transports aériens</i>	2 257,5	1 207,5	+1 050,0
<i>Autres transports</i>	188,7	195,4	-6,7
Voyages	19 112,1	4 433,2	+14 678,9
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	812,8	-812,8
<i>Voyages à titre personnel</i>	19 112,1	3 620,4	+15 491,7
Services de communication	1 108,9	288,2	+820,7
Services d'assurance	250,2	360,8	-110,6
Redevances et droits de licence	59,1	1 971,0	-1 911,9
Autres services aux entreprises	2 268,7	1 873,6	+395,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 059,7	4 566,1	-1 506,4
REVENUS	<u>1 828,6</u>	<u>11 492,2</u>	<u>-9 663,6</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics	1 828,6	11 492,2	-9 663,6
<i>Administrations</i>	173,2	6 450,4	-6 277,2
<i>Autorités monétaires</i>	1 556,1	93,0	+1 463,1
<i>Banques</i>	4,7	734,4	-729,7
<i>Autres secteurs</i>	94,6	4 214,4	-4 119,8
TRANSFERTS COURANTS	<u>22 060,3</u>	<u>940,6</u>	<u>+21 119,7</u>
Publics	464,1	369,4	+94,7
Privés	21 596,2	571,2	+21 025,0
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	<u>44 075,7</u>	<u>43 677,1</u>	<u>+398,6</u>
CAPITAL	<u>2,4</u>	<u>85,9</u>	<u>-83,5</u>
Transfert de capital	2,4	85,9	-83,5
OPERATIONS FINANCIERES	<u>44 073,3</u>	<u>43 591,2</u>	<u>+482,1</u>
 Investissements directs	<u>10 981,1</u>	<u>2 829,0</u>	<u>+8 152,1</u>
<i>- A l'étranger</i>	43,8	220,9	-177,1
<i>- Dans l'économie nationale</i>	10 937,3	2 608,1	+8 329,2
 Investissements de portefeuille	<u>169,4</u>	<u>110,1</u>	<u>+59,3</u>
<i>- Engagements</i>	169,4	110,1	+59,3
 Autres investissements	<u>32 922,8</u>	<u>24 587,1</u>	<u>+8 335,7</u>
<i>- Crédits commerciaux</i>	<u>8 507,1</u>	<u>3 451,2</u>	<u>+5 055,9</u>
<i>.Autres secteurs</i>	8 507,1	3 451,2	+5 055,9
<i>- Prêts</i>	<u>24 309,5</u>	<u>20 784,0</u>	<u>+3 525,5</u>
<i>.Administrations</i>	9 938,4	14 482,6	-4 544,2
<i>.Banques</i>	241,5	1 244,6	-1 003,1
<i>.Autres secteurs</i>	14 129,6	5 056,8	+9 072,8
<i>- Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	<u>106,2</u>	<u>351,9</u>	<u>-245,7</u>
<i>.Banques</i>	106,2	351,9	-245,7
 Avoirs de réserve		<u>16 065,0</u>	<u>-16 065,0</u>
C- ECART STATISTIQUE	<u>1 238,0</u>	-	<u>+1 238,0</u>
T O T A L	<u>173 365,0</u>	<u>173 365,0</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2000
PRESENTATION NATIONALE

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	141 629,6	146 675,9	-5 046,3
BIENS	78 827,2	113 200,8	-34 373,6
Marchandises générales	51 457,2	96 086,5	-44 629,3
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	27 183,1	17 019,4	+10 163,7
Achats de biens dans les ports	186,9	94,9	+92,0
SERVICES	32 238,3	20 106,9	+12 131,4
Transports	5 153,1	6 585,8	-1 432,7
Voyages	21 666,4	4 521,1	+17 145,3
Services de communication	1 206,2	180,2	+1 026,0
Services d'assurance	319,8	308,5	+11,3
Redevances et droits de licence	236,4	202,6	+33,8
Autres services aux entreprises	1 738,8	4 358,2	-2 619,4
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	1 917,6	3 950,5	-2 032,9
REVENUS	2 934,0	12 118,0	-9 184,0
Revenus des investissements privés	142,7	2 992,1	-2 849,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	2 791,3	9 125,9	-6 334,6
TRANSFERTS COURANTS	27 630,1	1 250,2	+26 379,9
Publics	1 510,7	441,4	+1 069,3
Privés	26 119,4	808,8	+25 310,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	31 486,8	32 069,7	-582,9
CAPITAL	0,6	64,0	-63,4
Transfert de capital	0,6	64,0	-63,4
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	31 486,2	32 005,7	-519,5
SECTEUR PRIVE	21 940,1	14 378,7	+7 561,4
Crédits commerciaux	8 524,5	4 100,7	+4 423,8
Prêts et investissements	12 658,8	10 278,0	+2 380,8
Autres capitaux privés	756,8	-	+756,8
SECTEUR PUBLIC	9 126,7	17 460,7	-8 334,0
Prêts	9 126,7	17 460,7	-8 334,0
AUTRES	419,4	166,3	+253,1
C- ÉCART STATISTIQUE	1 223,2	-	+1 223,2
TOTAL	174 339,6	178 745,6	-4 406,0

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2000
PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL

(Millions de dirhams)

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS	141 629,6	146 675,9	-5 046,3
Marchandises générales	78 827,2	113 200,8	-34 373,6
51 457,2	96 086,5		-44 629,3
Biens importés sans paiement			
et réexportés après transformation	27 183,1	17 019,4	+10 163,7
Achats de biens dans les ports	186,9	94,9	+92,0
SERVICES	32 238,3	20 106,9	+12 131,4
Transports	5 153,1	6 585,8	-1 432,7
<i>Transports maritimes</i>	2 220,3	4 746,2	-2 525,9
<i>Transports aériens</i>	2 607,2	1 145,2	+1 462,0
<i>Autres transports</i>	325,6	694,4	-368,8
Voyages	21 666,4	4 521,1	+17 145,3
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	910,3	-910,3
<i>Voyages à titre personnel</i>	21 666,4	3 610,8	+18 055,6
Services de communication	1 206,2	180,2	+1 026,0
Services d'assurance	319,8	308,5	+11,3
Redevances et droits de licence	236,4	202,6	+33,8
Autres services aux entreprises	1 738,8	4 358,2	-2 619,4
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	1 917,6	3 950,5	-2 032,9
REVENUS	2 934,0	12 118,0	-9 184,0
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	249,4	6 704,4	-6 455,0
<i>Autorités monétaires</i>	2 524,2	0,0	+2 524,2
<i>Banques</i>	17,7	651,3	-633,6
<i>Autres secteurs</i>	142,7	4 762,3	-4 619,6
TRANSFERTS COURANTS	27 630,1	1 250,2	+26 379,9
<i>Publics</i>	1 510,7	441,4	+1 069,3
<i>Privés</i>	26 119,4	808,8	+25 310,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	35 892,8	32 069,7	+3 823,1
CAPITAL	0,6	64,0	-63,4
<i>Transfert de capital</i>	0,6	64,0	-63,4
OPERATIONS FINANCIERES	35 892,2	32 005,7	+3 886,5
 Investissements directs	5 009,8	1 099,6	+3 910,2
<i>- A l'étranger</i>	12,1	633,9	-621,8
<i>- Dans l'économie nationale</i>	4 997,7	465,7	+4 532,0
 Investissements de portefeuille	326,0	137,3	+188,7
<i>- Engagements</i>	326,0	137,3	+188,7
 Autres investissements	26 150,4	30 768,8	-4 618,4
<i>- Crédits commerciaux</i>	8 524,5	4 100,7	+4 423,8
<i>.Autres secteurs</i>	8 524,5	4 100,7	+4 423,8
<i>- Prêts</i>	17 206,5	26 501,8	-9 295,3
<i>.Administrations</i>	5 513,0	12 838,2	-7 325,2
<i>.Banques</i>	334,6	1 185,7	-851,1
<i>.Autres secteurs</i>	11 358,9	12 477,9	-1 119,0
<i>- Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	419,4	166,3	+253,1
<i>.Banques</i>	419,4	166,3	+253,1
 Avoirs de réserve	4 406,0		+4 406,0
C- ECART STATISTIQUE	1 223,2	-	+1 223,2
T O T A L	178 745,6	178 745,6	

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2001
PRESENTATION NATIONALE

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	171 489,8	153 280,4	+18 209,4
BIENS	80 723,8	114 880,6	-34 156,8
Marchandises générales	52 759,9	96 430,6	-43 670,7
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	27 553,6	18 346,5	+9 207,1
Achats de biens dans les ports	410,3	103,5	+306,8
SERVICES	45 539,9	23 945,6	+21 594,3
Transports	7 455,8	8 844,8	-1 389,0
Voyages	29 195,8	4 399,9	+24 795,9
Services de communication	1 908,7	193,9	+1 714,8
Services d'assurance	331,7	428,7	-97,0
Redevances et droits de licence	170,8	399,8	-229,0
Autres services aux entreprises	3 738,2	5 002,4	-1 264,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 738,9	4 676,1	-1 937,2
REVENUS	3 684,7	13 096,5	-9 411,8
Revenus des investissements privés	154,9	4 548,3	-4 393,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 529,8	8 548,2	-5 018,4
TRANSFERTS COURANTS	41 541,4	1 357,7	+40 183,7
Publics	734,7	509,7	+225,0
Privés	40 806,7	848,0	+39 958,7
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	46 158,1	23 533,0	+22 625,1
CAPITAL		101,1	-101,1
Transfert de capital	-	101,1	-101,1
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	46 158,1	23 431,9	+22 726,2
SECTEUR PRIVE	38 012,6	4 008,3	+34 004,3
Crédits commerciaux	3 597,3	-	+3 597,3
Prêts et investissements	33 304,3	4 008,3	+29 296,0
Autres capitaux privés	1 111,0	-	+1 111,0
SECTEUR PUBLIC	7 085,2	19 297,6	-12 212,4
Prêts	7 085,2	19 297,6	-12 212,4
AUTRES	1 060,3	126,0	+934,3
C- ÉCART STATISTIQUE	2 656,8	-	+2 656,8
TOTAL	220 304,7	176 813,4	+43 491,3

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2001
PRÉSENTATION TYPE DE LA CINQUIÈME ÉDITION DU MANUEL

(Millions de dirhams)

	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS			
Marchandises générales	<u>171 489,8</u>	<u>153 280,4</u>	<u>+18 209,4</u>
Biens importés sans paiement	<u>80 723,8</u>	<u>114 880,6</u>	<u>-34 156,8</u>
et réexportés après transformation	52 759,9	96 430,6	-43 670,7
Achats de biens dans les ports	27 553,6	18 346,5	+9 207,1
	410,3	103,5	+306,8
SERVICES	<u>45 539,9</u>	<u>23 945,6</u>	<u>+21 594,3</u>
Transports	7 455,8	8 844,8	-1 389,0
<i>Transports maritimes</i>	2 490,0	5 337,6	-2 847,6
<i>Transports aériens</i>	4 585,4	2 759,3	+1 826,1
<i>Autres transports</i>	380,4	747,9	-367,5
Voyages	29 195,8	4 399,9	+24 795,9
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	848,2	-848,2
<i>Voyages à titre personnel</i>	29 195,8	3 551,7	+25 644,1
Services de communication	1 908,7	193,9	+1 714,8
Services d'assurance	331,7	428,7	-97,0
Redevances et droits de licence	170,8	399,8	-229,0
Autres services aux entreprises	3 738,2	5 002,4	-1 264,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 738,9	4 676,1	-1 937,2
REVENUS	<u>3 684,7</u>	<u>13 096,5</u>	<u>-9 411,8</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	236,5	6 167,6	-5 931,1
<i>Autorités monétaires</i>	3 290,2	0,0	+3 290,2
<i>Banques</i>	3,1	624,4	-621,3
<i>Autres secteurs</i>	154,9	6 304,5	-6 149,6
TRANSFERTS COURANTS	<u>41 541,4</u>	<u>1 357,7</u>	<u>+40 183,7</u>
<i>Publics</i>	734,7	509,7	+225,0
<i>Privés</i>	40 806,7	848,0	+39 958,7
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS			
FINANCIÈRES	<u>46 158,1</u>	<u>67 024,3</u>	<u>-20 866,2</u>
CAPITAL	<u>0,0</u>	<u>101,1</u>	<u>-101,1</u>
<i>Transfert de capital</i>	0,0	101,1	-101,1
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	<u>46 158,1</u>	<u>66 923,2</u>	<u>-20 765,1</u>
 Investissements directs	<u>32 522,6</u>	<u>1 693,7</u>	<u>+30 828,9</u>
<i>- A l'étranger</i>	36,5	1 133,5	-1 097,0
<i>- Dans l'économie nationale</i>	32 486,1	560,2	+31 925,9
 Investissements de portefeuille	<u>254,3</u>	<u>333,4</u>	<u>-79,1</u>
<i>- Engagements</i>	254,3	333,4	-79,1
 Autres investissements	<u>13 381,2</u>	<u>21 404,8</u>	<u>-8 023,6</u>
<i>- Crédits commerciaux</i>	<u>3 597,3</u>	<u>0,0</u>	<u>+3 597,3</u>
<i>.Autres secteurs</i>	3 597,3	0,0	+3 597,3
<i>- Prêts</i>	<u>8 723,6</u>	<u>21 278,8</u>	<u>-12 555,2</u>
<i>.Administrations</i>	3 347,5	13 736,0	-10 388,5
<i>.Banques</i>	199,0	1 247,5	-1 048,5
<i>.Autres secteurs</i>	5 177,1	6 295,3	-1 118,2
<i>- Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	<u>1 060,3</u>	<u>126,0</u>	<u>+934,3</u>
<i>.Banques</i>	1 060,3	126,0	+934,3
 Avoirs de réserve		<u>43 491,3</u>	<u>-43 491,3</u>
C- ÉCART STATISTIQUE	<u>2 656,8</u>	<u>-</u>	<u>+2 656,8</u>
T O T A L	<u>220 304,7</u>	<u>220 304,7</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2002
PRESENTATION NATIONALE

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	176 561,6	160 285,3	+16 276,3
BIENS	86 389,2	120 127,9	-33 738,7
Marchandises générales	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	396,6	87,3	+309,3
SERVICES	48 048,1	26 596,4	+21 451,7
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
Voyages	29 159,2	4 896,6	+24 262,6
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8
Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Redevances et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 882,0	5 627,9	-2 745,9
REVENUS	4 152,0	12 288,9	-8 136,9
Revenus des investissements privés	102,0	5 327,8	-5 225,8
Revenus des investissements et des emprunts publics	4 050,0	6 961,1	-2 911,1
TRANSFERTS COURANTS	37 972,3	1 272,1	+36 700,2
Publics	1 665,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 306,4	787,3	+35 519,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	19 067,7	26 233,9	-7 166,2
CAPITAL	-	66,8	-66,8
Transfert de capital	-	66,8	-66,8
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	19 067,7	26 167,1	-7 099,4
SECTEUR PRIVE	11 707,7	4 837,0	+6 870,7
Crédits commerciaux	4 245,6	-	+4 245,6
Prêts et investissements	7 220,6	4 425,6	+2 795,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	241,5	411,4	-169,9
SECTEUR PUBLIC	7 360,0	21 330,1	-13 970,1
Prêts	7 360,0	21 330,1	-13 970,1
C- ÉCART STATISTIQUE	-	2 081,7	-2 081,7
TOTAL	195 629,3	188 600,9	+7 028,4

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2002
PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDE
A- COMpte DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS	176 561,6	160 285,3	+16 276,3
Marchandises générales	86 389,2	120 127,9	-33 738,7
Biens importés sans paiement	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	396,6	87,3	+309,3
SERVICES	48 048,1	26 596,4	+21 451,7
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
<i>Transports maritimes</i>	2 488,1	5 928,0	-3 439,9
<i>Transports aériens</i>	5 692,1	3 007,4	+2 684,7
<i>Autres transports</i>	421,1	510,5	-89,4
Voyages	29 159,2	4 896,6	+24 262,6
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	889,7	-889,7
<i>Voyages à titre personnel</i>	29 159,2	4 006,9	+25 152,3
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8
Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Redevances et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 882,0	5 627,9	-2 745,9
REVENUS	4 152,0	12 288,9	-8 136,9
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	214,2	4 569,6	-4 355,4
<i>Autorités monétaires</i>	3 821,3	0,0	+3 821,3
<i>Banques</i>	14,5	565,3	-550,8
<i>Autres secteurs</i>	102,0	7 154,0	-7 052,0
TRANSFERTS COURANTS	37 972,3	1 272,1	+36 700,2
Publics	1 665,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 306,4	787,3	+35 519,1
B- COMpte DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES			
CAPITAL	19 067,7	33 262,3	-14 194,6
Transfert de capital	0,0	66,8	-66,8
OPERATIONS FINANCIERES	19 067,7	33 195,5	-14 127,8
 Investissements directs	6 154,5	1 169,2	+4 985,3
<i>- A l'étranger</i>	278,7	590,9	-312,2
<i>- Dans l'économie nationale</i>	5 875,8	578,3	+5 297,5
 Investissements de porte feuille	206,6	290,6	-84,0
<i>- Engagements</i>	206,6	290,6	-84,0
 Autres investissements	12 706,6	24 707,3	-12 000,7
<i>- Crédits commerciaux</i>	4 245,6	0,0	+4 245,6
<i>Autres secteurs</i>	4 245,6	0,0	+4 245,6
<i>- Prêts</i>	8 219,5	24 295,9	-16 076,4
<i>Administrations</i>	3 202,5	16 143,9	-12 941,4
<i>Banques</i>	100,3	1 512,6	-1 412,3
<i>Autres secteurs</i>	4 916,7	6 639,4	-1 722,7
<i>- Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	241,5	411,4	-169,9
<i>Banques</i>	241,5	411,4	-169,9
 Avoirs de réserve		7 028,4	-7 028,4
C- ECART STATISTIQUE	-	2 081,7	-2 081,7
T O T A L	195 629,3	195 629,3	

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2003
PRESENTATION NATIONALE

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES			
BIENS			
Marchandises générales	180 432,7	165 195,1	+15 237,6
83 887,4	125 380,4	-41 493,0	
52 404,1	107 019,7	-54 615,6	
Biens importés sans paiement			
et réexportés après transformation			
31 017,5	18 293,4	+12 724,1	
Achats de biens dans les ports	465,8	67,3	+398,5
52 412,5	27 360,0	+25 052,5	
SERVICES			
Transports	8 697,0	10 782,0	-2 085,0
Voyages	30 881,4	5 244,0	+25 637,4
Services de communication	2 382,2	206,4	+2 175,8
Services d'assurance	732,6	547,7	+184,9
Redevances et droits de licence	243,4	277,6	-34,2
Autres services aux entreprises	6 121,4	5 413,1	+708,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 354,5	4 889,2	-1 534,7
3 550,1	11 109,4	-7 559,3	
REVENUS			
Revenus des investissements privés	124,4	5 692,8	-5 568,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 425,7	5 416,6	-1 990,9
40 582,7	1 345,3	+39 237,4	
TRANSFERTS COURANTS			
Publics	1 341,1	562,8	+778,3
Privés	39 241,6	782,5	+38 459,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES			
CAPITAL			
Transferts des migrants	41 904,8	38 425,3	+3 479,5
-	96,6	-96,6	
-	96,6	-96,6	
OPÉRATIONS FINANCIÈRES			
SECTEUR PRIVE			
Crédits commerciaux	41 904,8	38 328,7	+3 576,1
28 483,6	14 108,6	+14 375,0	
3 664,3	3 161,3	+503,0	
Prêts et investissements	23 973,5	9 447,3	+14 526,2
Monnaie fiduciaire et dépôts	845,8	1 500,0	-654,2
SECTEUR PUBLIC			
Prêts	13 421,2	24 220,1	-10 798,9
-	2 985,1	-2 985,1	
C- ÉCART STATISTIQUE			
TOTAL	222 337,5	206 605,5	+15 732,0

BALANCE DES PAIEMENTS
ANNEE 2003
PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDES
A- COMpte DES TRANSACTIONs COURANTes			
BIENS	180 432,7	165 195,1	+15 237,6
Marchandises générales	83 887,4	125 380,4	-41 493,0
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	52 404,1	107 019,7	-54 615,6
Achats de biens dans les ports	31 017,5	18 293,4	+12 724,1
	465,8	67,3	+398,5
SERVICES	52 412,5	27 360,0	+25 052,5
Transports	8 697,0	10 782,0	-2 085,0
<i>Transports maritimes</i>	2 475,2	6 463,4	-3 988,2
<i>Transports aériens</i>	5 847,3	3 714,0	+2 133,3
<i>Autres transports</i>	374,5	604,6	-230,1
Voyages	30 881,4	5 244,0	+25 637,4
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	838,8	-838,8
<i>Voyages à titre personnel</i>	30 881,4	4 405,2	+26 476,2
Services de communication	2 382,2	206,4	+2 175,8
Services d'assurance	732,6	547,7	+184,9
Redevances et droits de licence	243,4	277,6	-34,2
Autres services aux entreprises	6 121,4	5 413,1	+708,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 354,5	4 889,2	-1 534,7
REVENUS	3 550,1	11 109,4	-7 559,3
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	229,5	3 307,2	-3 077,7
<i>Autorités monétaires</i>	3 192,0	0,0	+3 192,0
<i>Banques</i>	4,2	418,0	-413,8
<i>Autres secteurs</i>	124,4	7 384,2	-7 259,8
TRANSFERTS COURANTS	40 582,7	1 345,3	+39 237,4
Publics	1 341,1	562,8	+778,3
Privés	39 241,6	782,5	+38 459,1
B- COMpte DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	41 904,8	54 157,3	-12 252,5
CAPITAL	0,0	96,6	-96,6
Transferts des migrants	0,0	96,6	-96,6
OPERATIONS FINANCIERES	41 904,8	54 060,7	-12 155,9
 Investissements directs	23 330,1	1 287,6	+22 042,5
<i>- A l'étranger</i>	73,2	190,3	-117,1
<i>- Dans l'économie nationale</i>	23 256,9	1 097,3	+22 159,6
 Investissements de portefeuille	100,6	27,7	+72,9
<i>- Engagements</i>	100,6	27,7	+72,9
 Autres investissements	18 474,1	37 013,4	-18 539,3
<i>- Crédits commerciaux</i>	3 664,3	3 161,3	+503,0
<i>Autres secteurs</i>	3 664,3	3 161,3	+503,0
<i>- Prêts</i>	13 964,0	32 352,1	-18 388,1
<i>Administrations</i>	8 008,3	17 678,1	-9 669,8
<i>Banques</i>	25,9	5 005,0	-4 979,1
<i>Autres secteurs</i>	5 929,8	9 669,0	-3 739,2
<i>- Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	845,8	1 500,0	-654,2
<i>Banques</i>	845,8	1 500,0	-654,2
 Avoirs de réserve	0,0	15 732,0	-15 732,0
C- ECART STATISTIQUE	-	2 985,1	-2 985,1
T O T A L	222 337,5	222 337,5	